

Israël intensifie la guerre dans le sud du Liban

► L'Etat hébreu a annoncé, dimanche, la prise de la forteresse de Beaufort, après une semaine de batailles contre les combattants du Hezbollah

► Benjamin Nétanyahou appelle à « approfondir » et à « étendre » le contrôle israélien sur la « zone de sécurité avancée » qui occupe déjà 6 % du Liban

► La prise du château de Beaufort est vue comme un moyen de pression sur Beyrouth dans la perspective des négociations prévues à Washington les 2 et 3 juin

► Dans l'hôpital Al-Najda de Nabatiyé, îlot isolé au milieu des combats, le personnel soignant et la défense civile libanaise sont pris entre deux feux

► Face à cette escalade, Paris demande la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies

PAGES 2-3

JOIE ET DÉBORDEMENTS APRÈS LE TITRE DU PSG

► Le club parisien a remporté sa deuxième Ligue des champions, samedi, face à Arsenal
► Près de 900 personnes ont été interpellées durant le week-end

P. 12-13 ET ÉDITORIAL P. 28



L'attaquant du Paris Saint-Germain Ousmane Dembélé, au Champ-de-Mars, à Paris, le 31 mai. BENOIT TESSIER/REUTERS

La proposition de loi « Bétharram » arrive à l'Assemblée nationale

OUTRE une reconnaissance symbolique et matérielle des victimes et le renforcement des contrôles d'honorabilité des personnes intervenant en milieu scolaire, la proposition de loi visant à « protéger les enfants et [à] lutter contre les violences en milieu scolaire », débattue à l'Assemblée nationale lundi 1^{er} juin, entend rénover les relations entre l'Etat et les établissements privés sous contrat. Le texte institue notamment un conseil académique de l'enseigne-

ment privé, contesté par la droite et l'extrême droite.

Initialement déposé par Violette Spillebout (Nord, Renaissance) et Paul Vannier (Val-d'Oise, La France insoumise), dans la continuité de la commission d'enquête lancée après le scandale de Bétharram, le texte sera finalement défendu au banc uniquement par la députée centriste, lors de la niche parlementaire de son groupe, Ensemble pour la République.

PAGE 7

Banque de France

Villeroy de Galhau, un « aventurier de l'euro » à l'heure du bilan

Après presque onze années passées à la tête de l'institution monétaire, le gouverneur quitte ses fonctions le 2 juin et prend la tête de la fondation Apprentis d'Auteuil

PAGE 14

Médias

Questions sur l'octroi du titre de séjour de Xenia Fedorova

Pour expliquer la carte de résident de dix ans accordée en 2024 à l'ex-dirigeante de RT France, Laurent Nuñez, alors préfet de police, évoque un « renouvellement de plein droit »

PAGE 9

Pollution

Le Val-de-Marne mobilisé contre un futur incinérateur de la Ville de Paris

PAGE 6

Politique

Les électeurs de LR s'inquiètent des divisions du parti avant 2027

PAGE 11

Défense

En Finlande, les forces de l'OTAN s'entraînent contre les incursions

PAGE 5

Danse

Rachid Ouramdane : « La culture est un visa diplomatique »

Le directeur de Chaillot-Théâtre national de la danse depuis 2021 dresse le bilan de ses cinq premières années à la tête de l'établissement parisien

PAGE 20

Industrie

Le pari gagnant de Saint-Nazaire

Constructions navale et aéronautique tirent les carnets de commandes dans le bassin industriel, qui compte quelque 320 usines employant plus de 30 000 personnes

PAGE 17

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE

LE PAPE POUR UNE ÎLE PACIFIQUE



DILEM

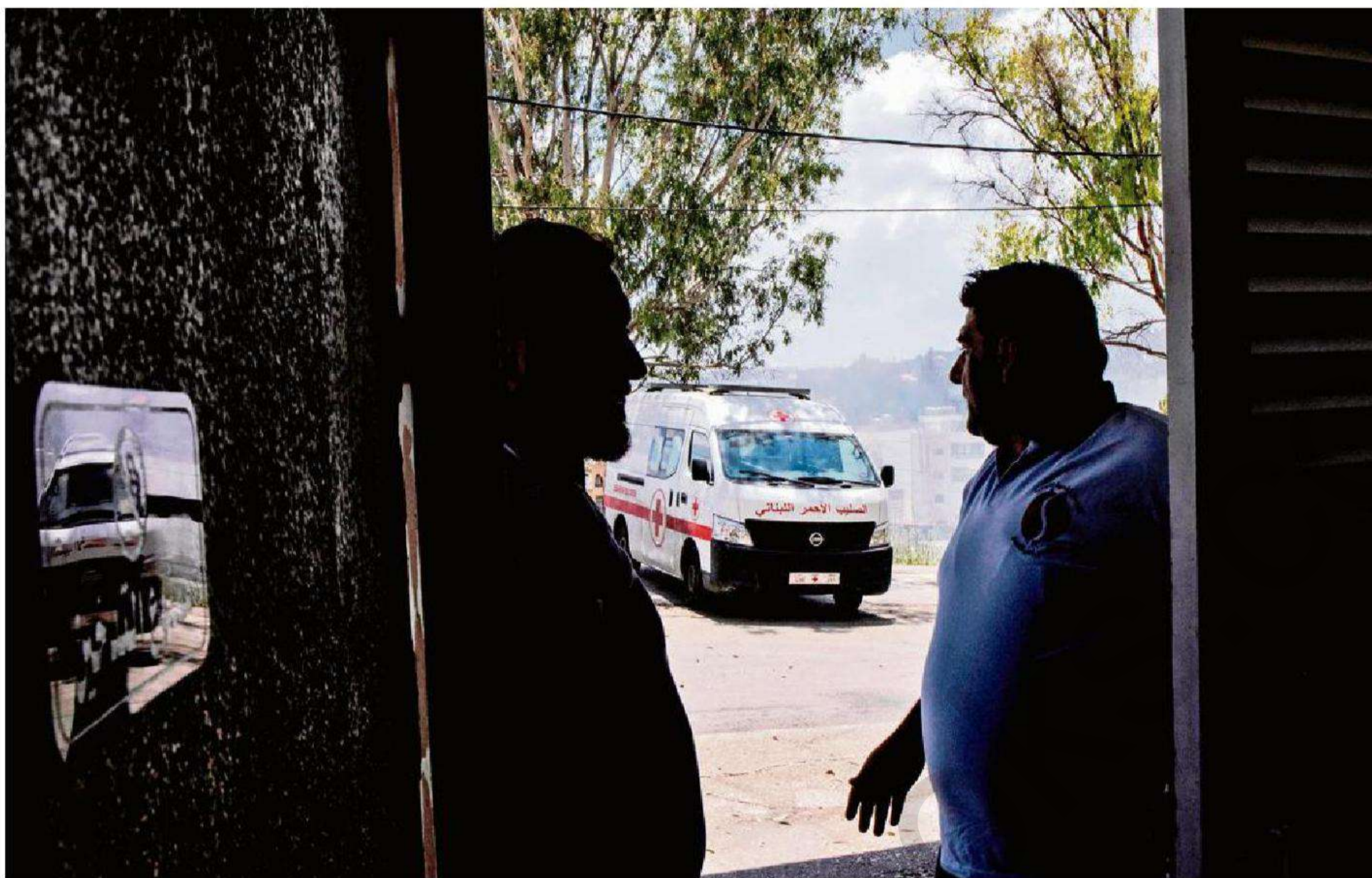
HORS-SÉRIE
Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE
ÉDITION 2026

Charles de Gaulle
En héritage

CINÉMA «Le Général et moi», par l'acteur Simon Abkarian

Entre mémoire et transmission

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 13 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique



Des employés de l'hôpital Al-Najda sécurisent l'entrée, après une frappe de drone israélien à 50 mètres de l'enceinte, à Nabatiyé (Liban), le 30 mai. RAFAEL YAGHOZADEH POUR «LE MONDE»

Au Liban sud, un hôpital piégé par la guerre

L'extension de l'offensive israélienne contre le Hezbollah isole l'établissement Al-Najda, à Nabatiyé

REPORTAGE
NABATIYÉ (LIBAN) -
envoyée spéciale

Le bruit sifflant d'un missile puis le fracas d'une explosion toute proche figent les soignants de l'hôpital Al-Najda Al-Chaabia («secours populaire»), à l'entrée de la ville de Nabatiyé, au Liban, samedi 30 mai à la mi-journée. Le garde de sécurité ferme le portail de métal de l'entrée des urgences et bat le rappel des personnes qui se trouvent dehors. Une frappe de drone vient de s'abattre sur un utilitaire qui roulait sur la route en contrebas, à une cinquantaine de mètres. Une odeur âcre d'explosifs emplit la pièce. L'utilitaire transportait certainement une cargaison d'armes pour le parti chiite Hezbollah, se disent les soignants.

La frayeur se lit sur les visages. Jamais une frappe n'avait été aussi proche. Les équipes de la défense civile de Nabatiyé, de la Croix-Rouge libanaise et des secouristes attendent dix minutes avant de se mettre en route, suivies des pompiers. Le drone israélien pourrait frapper à nouveau si sa cible est encore vivante. Les doubles frappes sont à l'origine d'une grande partie des 125 morts enregistrés par le ministère de la santé libanaise dans les rangs des secouristes et du personnel de santé depuis le début de la guerre entre Israël et le Hezbollah, le 2 mars.

«Malheureusement, l'armée israélienne ne respecte pas la sécurité des secouristes, des journalistes et des civils», déplore Hussein Dakdouk, le responsable des opérations de la défense civile de Nabatiyé, qui suit l'intervention de son équipe depuis le belvédère de l'hôpital. Les secouristes reviennent sans le corps de la victime de la frappe. Déchiqueté, il a été emmené par les secouristes de l'Association islamique de la santé, affiliée au Hezbollah, qui se coordon-

nent avec eux, ainsi qu'avec les scouts de la mission islamique Risala, affiliés au parti chiite Amal, au sein d'un dispositif chapeauté par le ministère de la santé.

L'hôpital Al-Najda est devenu un îlot isolé au milieu des combats entre le Hezbollah et Israël. Depuis le 24 mai, la guerre est aux portes de Nabatiyé. Des combats au sol ont lieu sur trois collines visibles depuis l'hôpital, distantes de 6 kilomètres, où se trouvent Arnoun, Yohmor et Zawtar El-Charkiyyé. S'emparer du château de Beaufort qui, perché à 700 mètres de hauteur, offre une vue sur le sud du fleuve Litani, ainsi que sur Nabatiyé et ses environs au nord, était un objectif de l'armée israélienne pour parachever sa «zone de sécurité avancée». Le ministre de la défense d'Israël, Israel Katz, a annoncé, dimanche, que ses troupes se sont emparées de la forteresse médiévale et y ont hissé le drapeau israélien. Le premier ministre de l'Etat hébreu, Benjamin Nétanyahou, a salué «une étape spectaculaire et un tournant décisif» dans l'offensive contre le Hezbollah.

«Plus d'eau ni de nourriture» Nabatiyé, la grande ville de 50 000 âmes à majorité chiite, s'est vidée de ses derniers habitants depuis la percée effectuée par l'armée israélienne à Zawtar El-Charkiyyé, il y a une semaine. «On nous dit qu'il n'y a plus personne en ville et dans les villages environnants, mais chaque jour des gens sont évacués», constate Mona Abou Zeid, 59 ans, la directrice de l'hôpital Al-Najda. Samedi matin, Zouheir Ghazal a été évacué du quartier du Sérail avec quatre membres de sa famille et une vieille voisine sourde et muette.

«Nous n'avions plus d'eau ni de nourriture sinon nous serions restés», assure ce ferronnier de 61 ans. Ils ont pourtant vécu «un enfer» dans la nuit de mercredi à jeudi, «la plus dure depuis le début de la

guerre», avec des tirs d'artillerie, des frappes de drone et des bombardements aériens continus. La défense civile se prépare à les évacuer vers Saïda, la ville côtière distante de 30 kilomètres, sous escorte de l'armée. Les villages qui bordent la route, et qui servent de base arrière au Hezbollah, peuvent à tout moment être sous le feu israélien. «Depuis quatre jours, nous avons évacué 246 personnes. On ne sait pas combien restent encore en ville», dénombre Hussein Dakdouk.

«C'est très dangereux. La plupart des rues sont détruites. On doit se frayer un chemin», dit le secouriste de 38 ans. Il a envoyé ses parents et ses frères à Beyrouth après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 17 avril, rapidement rendu caduc par la poursuite des combats. Sa maison au centre-ville a été détruite, le 24 mai, dans un bombardement israélien. Ses 70 secouristes ont évacué leur caserne du centre-ville après qu'elle a été prise pour cible, le 12 mai, par un drone israélien. Deux d'entre eux, Hussein Jaber et Ahmed Noura, sont morts alors qu'ils prodiguaient les premiers soins à un combattant du Hezbollah. Plus aucune équipe de secouristes n'est basée dans Nabatiyé ni dans les villages alentour, devenus inaccessibles.

Le nombre des blessés qui arrivent à l'hôpital Al-Najda s'est, en conséquence, tari. Samedi matin, six membres de la famille Al-Ah-

med ont été emmenés aux urgences, dont une femme, Sahlam, déjà morte. Une frappe de drone israélienne a visé leur pick-up à Habbouche, alors qu'ils récupéraient la marchandise d'un magasin de vêtements, dit le patriarche Aimad Al-Ahmed. Son fils, Abdallah, a été opéré de deux fragments de métal dans le ventre. Le docteur Ahmed Al-Mchawrab, le chirurgien en chef, devait opérer deux autres membres de la famille, mais cette dernière préfère les évacuer vers l'hôpital turc de Saïda. Elle s'est résolue à fuir et à abandonner ses vaches et ses chèvres.

En milieu d'après-midi, une nouvelle frappe de drone s'abat à 200 mètres à vol d'oiseau de l'hôpital. Les secouristes de l'Association islamique de la santé ramènent deux victimes aux urgences. Une troisième est morte sur le coup. Il est interdit d'approcher des brancards. Les deux jeunes hommes, leur sac militaire encore accroché dans leur dos, sont grièvement blessés. Les trois combattants du Hezbollah ont été fauchés dans la rue. «On soigne tout le monde sans distinction», souligne Mona Abou Zeid. On est quand même inquiets que les Israéliens nous ciblent à cause de cela.»

Depuis le 2 mars, 150 membres du personnel soignant et de l'administration dorment sur place. Jeudi, l'équipe a été réduite à 60 personnes, dont dix médecins, du fait de la volatilité de la situation. Comme lors de la guerre de 2024, un plan d'urgence est en place: les services ont été fermés, à l'exception des urgences et des soins intensifs. «Je dirige un hôpital de campagne, plus un hôpital normal», dit Mona Abou Zeid, qui a pris la tête d'Al-Najda en 2019. Cette semaine est la pire que nous ayons vécue. On est en zone rouge. Je ne pense pas que nous aurons à évacuer, mais si les Israéliens venaient à couper la route vers Saïda, ce serait un vrai défi.»

«Il y a eu des journées difficiles avec cinq opérations sous anesthésie générale. On peut tout faire ici, sauf la chirurgie thoracique et cardiaque», dit le docteur Ahmed Al-Mchawrab. Lui et son collègue sont appelés à intervenir à l'hôpital gouvernemental voisin, où il n'y a pas de chirurgien. A 70 ans, dont trente-quatre ans passés à l'hôpital Al-Najda, Ahmed Al-Mchawrab a déjà vécu cinq guerres. Lors de la trêve, il s'est accordé un peu de répit pour aller passer trois semaines chez son fils à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). Mona Abou Zeid est, elle, allée voir sa fille quatre jours à Beyrouth.

«Beaucoup de doubles frappes» Mona Abou Zeid vit sa mission comme un sacerdoce. Enfant, elle aidait déjà à transporter les sacs de sable pour la construction de cet hôpital, le premier du sud du Liban. Le projet de l'association du Secours populaire libanaise, lancé en 1982, alors qu'Israël occupait encore Nabatiyé, a été financé par une campagne de dons. Il a été achevé en 1985 lorsque l'armée israélienne s'est retirée de la ville pour se positionner sur le château de Beaufort, jusqu'à son retrait en mai 2000 du Liban sud.

L'histoire se répète. Samedi après-midi, les combats se sont intensifiés autour de la forteresse médiévale. Les tirs d'artillerie et de missiles, que s'échangent l'armée israélienne et le Hezbollah, résonnent dans l'hôpital. Le château de Beaufort est enveloppé d'un épais nuage de fumée. Vendredi, le ministre de la culture libanaise, Ghasan Salamé, a alerté sur le «danger sérieux» posé au site, ainsi qu'aux ruines millénaires de Tyr.

Depuis la terrasse de la villa qu'ils occupent en face de l'hôpital, les secouristes de Nabatiyé ont la vue sur la bataille. Une photo de l'ayatollah Ali Al-Sistani, à la tête de la direction religieuse chiite («marjaya») basée à Nadjaf, en

Irak, en divergence avec le modèle doctrinal et politique du Guide suprême iranien auquel est affilié le Hezbollah, est posée dans le salon en guise de protection. Une nouvelle frappe de drone israélien s'est abattue dans les environs. Le chef des secouristes, Mohamed Souleiman, laisse partir la défense civile de Nabatiyé et la Croix-Rouge libanaise en premier. Ses 25 secouristes sont marqués par la mort de trois de leurs collègues. Son propre fils, Joud, 16 ans, et Ali Jaber, 19 ans, le 24 mars, à Nabatiyé. Ali Darb Al-Husseïn, le 15 avril, à Mayfadoun.

«J'ai vécu toutes les guerres depuis les années 1990. Celle-ci est la plus difficile: les bombardements sont plus intenses; les armes qu'ils utilisent sont plus dévastatrices; et il y a plus de blessés et de morts», dit Mohamed Souleiman, secouriste volontaire depuis ses 17 ans, et chef des urgences de l'hôpital universitaire de Saïda. Ses hommes n'interviennent plus hors de la ville de Nabatiyé. Ils partent avec les autres équipes pour se soutenir. «Aujourd'hui, ils vivent quiconque est en mouvement, donc on bouge avec prudence. Il y a beaucoup de doubles frappes. On vit dans la peur», ajoute-t-il.

Depuis la terrasse, tous les secouristes suivent la progression de leurs collègues partis en intervention, en contact avec eux par talkie-walkie. Le stress les ronge. Les secouristes n'ont rien trouvé. Mohamed Souleiman les presse de rentrer. Leur arrivée dans l'allée de l'hôpital est accueillie par des grâces à Dieu. Ils sont vite interrompus par le bruit de salves de missiles tirés par le Hezbollah depuis le nord-est. «Ceux-là ne sont pas destinés au sud du Liban», estime Mohamed Souleiman. Au même moment, les sirènes retentissent à Safed et à Karmiel, dans le nord d'Israël. Des roquettes tombent à la mer près de Nahariya, semant la panique parmi les baigneurs. ■

HÉLÈNE SALLON

«Je dirige désormais un hôpital de campagne, plus un hôpital normal»

MONA ABOU ZEID
directrice depuis 2019

L'armée israélienne s'empare à nouveau du château de Beaufort

Vingt-six ans après leur retrait, les soldats de l'Etat hébreu ont investi la forteresse. Un atout de plus pour faire pression sur le Liban

BEYROUTH - correspondante

Les derniers soldats israéliens s'étaient retirés, dans le plus grand secret, du château de Beaufort, dans la nuit du 23 au 24 mai 2000. Après dix-huit ans d'occupation et de nombreuses pertes dans leurs rangs, le premier ministre israélien d'alors, Ehoud Barak, avait ordonné le retrait du Liban sud. La forteresse médiévale, une position stratégique en surplomb du fleuve Litani, servait de base défensive pour ce que l'Etat hébreu appelait déjà sa « zone de sécurité » au Liban. Construite par les croisés au XII^e siècle, à 700 mètres de hauteur, elle surplombe tout le sud du pays et une partie du nord d'Israël, distant d'à peine quelques kilomètres. En quittant les lieux, les soldats ont détruit les bunkers à l'explosif pour ne pas offrir au mouvement chiite Hezbollah une image de victoire à revendiquer.

Vingt-six ans plus tard, le ministre de la défense israélien, Israel Katz, a annoncé, dimanche 31 mai, la prise de la forteresse et de sa crête, après une semaine de bataille. Sa capture est présentée comme l'achèvement de la « zone de sécurité avancée » que l'Etat hébreu occupe sur 6 % du territoire libanais, au motif de protéger les communautés du nord d'Israël. En dépit du cessez-le-feu décrété le 16 avril, Israël a intensifié ses opérations dans le sud du Liban pour contrer la menace des drones kamikazes du Hezbollah, responsables de la plupart des 25 morts parmi les soldats. Toute la région sous le fleuve Zaharani, à 40 kilomètres de la frontière, a été désignée « zone active de combat ».

« Vingt-six ans après le retrait de la zone de sécurité au Liban, le drapeau israélien flotte à nouveau sur les sommets qui surplombent les villes de Galilée », a déclaré M. Katz lors d'une cérémonie en hommage aux dizaines de soldats israéliens tués lors de la précédente occupation du sud du Liban. L'unité d'élite Golani l'avait ravie aux combattants de l'Organisation de libération de la Palestine, dans la nuit du 6 au 7 juin 1982, au prix de six morts dans ses rangs. Les fedayins palestiniens l'utilisaient pour bombarder les localités de Galilée avec des mortiers et des roquettes Katioucha. Après le retrait partiel de l'armée israélienne du sud du Liban, en 1985, la forteresse et la route qui y mène sont devenues un piège mortel pour les troupes israéliennes, harcelées par le Hezbollah, un mouvement né en réaction à l'occupation. La vacuité de leur mission est au cœur du film oscarisé *Beaufort* (2007), du réalisateur israélien Joseph Cedar, tiré du roman du même nom de Ron Leshem.

Les experts s'interrogent sur la pertinence pour Israël de reprendre Beaufort, symbole d'une longue et coûteuse occupation du sud du Liban, qui s'est achevée sans qu'Israël parvienne à ses objectifs. « La forteresse est un point stratégique important et un symbole de notre histoire dans cette région. Cependant, je me demande s'il est judicieux, à ce stade des combats, de la reprendre, sachant que nous pourrions être contraints de l'abandonner à nouveau et que cela pourrait avoir de lourdes conséquences », a souligné, auprès du média en ligne israélien de langue anglaise *Ynet News*, Orna Mizrahi,

« On dirait qu'Israël s'enfoncé toujours plus dans le borbier libanais »

SAM HELLER
spécialiste du Liban

chercheuse à l'Institut d'études de sécurité nationale et ancienne cheffe adjointe du Conseil national de sécurité d'Israël.

« Je comprends que les Israéliens tentent d'exploiter leurs récentes conquêtes territoriales au Liban à des fins psychologiques, mais je ne vois pas comment ces avancées se traduisent par un bénéfice concret pour Israël, ni comment elles pourraient mener à une victoire israélienne », souligne, sur X, Sam Heller, spécialiste du Liban au sein du cercle de réflexion Century International. L'efficacité des drones du Hezbollah remet en cause la logique de zone tampon. L'occupation israélienne incite le mouvement chiite à poursuivre ses attaques. « Si Israël ne parvient pas à empêcher le Hezbollah d'attaquer, et que ce dernier est déterminé à poursuivre ses attaques, je ne vois pas comment une escalade israélienne pourrait mener à une victoire, quel que soit l'endroit où Israël plante son drapeau. On dirait qu'Israël s'enfoncé toujours plus dans le borbier libanais », conclut-il.

« Tournant décisif »

« La prise de Beaufort est une étape spectaculaire et un tournant décisif dans notre politique », a martelé le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, dimanche. « Mes instructions sont d'approfondir et d'étendre notre contrôle des lieux qui étaient sous le contrôle du Hezbollah », a-t-il ajouté, estimant à plus de 3 000 le nombre de militants chiites déjà tués par Israël depuis le déclenchement de la guerre, le 2 mars. L'armée israélienne a justifié cette conquête par les « nombreuses attaques » que le Hezbollah a menées depuis la crête de Beaufort.

La prise du château est une carte supplémentaire entre les mains de l'Etat hébreu pour faire pression sur le gouvernement libanais durant les négociations directes, qui doivent reprendre à Washington les 2 et 3 juin. Les deux parties s'entendent sur la nécessité de désarmer le Hezbollah, mais ont des vues opposées sur les moyens d'y parvenir. Les autorités de Beyrouth font de la mise en œuvre d'un cessez-le-feu permanent et du retrait israélien un préalable. Le gouvernement israélien s'y oppose tant que le désarmement du Hezbollah n'est pas engagé.

Cette escalade intervient alors que les Etats-Unis sont toujours en négociation avec l'Iran pour mettre un terme à la guerre au Moyen-Orient, Téhéran conditionnant tout accord à l'arrêt des hostilités au Liban. « Rien ne peut justifier la prolongation des opérations militaires israéliennes au Liban et son occupation de plus en plus profonde dans le territoire libanais », a réagi, dimanche, le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot. Paris a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. ■

HÉLÈNE SALLON



Özgür Özel, dirigeant évincé du Parti républicain du peuple (veste ouverte, au centre), à Ankara, samedi 30 mai. EFEKAN AKYUZ/REUTERS

En Turquie, le principal parti d'opposition proche de la rupture

La formation est divisée en deux camps irréconciliables, pour le plus grand bénéfice du président turc, Recep Tayyip Erdogan

ISTANBUL - correspondant

Le contraste est saisissant, et l'imbrication dans lequel est plongée la principale formation d'opposition turque, total. Devant une foule immense rassemblée au centre de la capitale, Ankara, samedi 30 mai, Özgür Özel, 51 ans, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), évincé de sa fonction par une décision de justice il y a quelques jours, hurle les slogans les plus politiques. Sous le soleil et les applaudissements, mouillant littéralement la chemise, il crie au « coup d'Etat » et fustige « les autocrates » au pouvoir qui ont attaqué son parti et le système démocratique « tout entier ».

Au même moment, à dix minutes de là, devant le siège de la formation, accompagné d'une poignée de collaborateurs et d'à peine quelques centaines de fidèles, Kemal Kılıçdaroglu, 77 ans, prédécesseur d'Özgür Özel, remis en selle à la tête du CHP par les juges, lit ses notes sans se départir d'un sourire crispé. Nommé à titre provisoire président du parti, l'ancien dirigeant condamne la direction qui lui a succédé pour avoir laissé, dit-il, la corruption se généraliser. Il promet un congrès pour élire une nouvelle équipe, sans donner de date précise, salue et tourne les talons.

Deux hommes, deux lieux, un même parti et deux camps irréconciliables. Avec un seul vainqueur : le président Recep Tayyip Erdogan, à la tête de la Turquie sans discontinuer depuis 2003. A regarder ce duel à distance, retransmis en direct même par les chaînes progouvernementales, on mesure à quel point le chef de l'Etat a réussi, sous les coups de boutoir de son administration, à enfoncer dans la crise le parti qui lui avait infligé sa plus grande défaite électorale il y a à peine deux ans. A l'époque, le scrutin municipal avait porté les candidats de l'opposition à la tête de toutes les grandes villes du pays. Un revers cinglant à partir duquel s'est enclenché, pas à pas, le démantèlement du CHP, devenu le premier parti du pays et le seul alors capa-

ble de battre dans les urnes le chef d'Etat et sa formation islamo-conservatrice, le Parti de la justice et du développement (AKP).

A partir de 2024, des centaines de membres et d'élus du CHP ont été placés en détention pour des accusations de corruption, d'appartenance à une organisation criminelle ou terroriste – des charges que le parti rejette. Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul qui incarnait la menace la plus sérieuse pour Recep Tayyip Erdogan dans un scrutin national, a été emprisonné quatre jours avant sa désignation comme candidat à la présidentielle prévue pour 2028.

Des maires d'arrondissement ont été remplacés par des administrateurs provisoires. Au moins 75 municipalités ont ainsi été transférées à l'AKP. Et le 21 mai, c'est la tête du parti qui a été frappée. Un tribunal d'appel d'Ankara a jugé « nuls et non avenues » non seulement le dernier congrès du CHP, tenu en novembre 2023, mais aussi toutes les décisions de sa direction depuis lors.

Images d'une grande violence

A ce congrès, entaché d'irrégularité d'après les magistrats, Özgür Özel l'avait emporté au second tour, avec 276 voix d'avance (812, contre 536) sur Kemal Kılıçdaroglu, en poste depuis 2010. Sur nommé l'homme aux « treize défaites » pour n'avoir jamais remporté de victoire contre l'AKP, il était tombé en disgrâce après son revers à la présidentielle, survenue six mois auparavant.

Le coup de grâce a été porté le 24 mai, trois jours après la suspension de la direction. En plein après-midi, la police antiémeute a fait irruption de force au siège du CHP, tirant des gaz lacrymogènes, défonçant les portes et frappant des occupants avant de les expulser des lieux. Ces images d'une grande violence, provoquées par une décision judiciaire inédite contre le parti fondateur de la République turque, ont franchi un seuil que le pays n'avait jamais atteint.

« Le système multipartite, établi en 1946 et consolidé en 1950 par la victoire électorale du Parti démocratique sur le CHP, alors parti unique, a survécu à trois coups d'Etat militaires, à la dissolution de dizaines de partis par la Cour constitutionnelle et à la longue ombre des généraux de 1980, rappelle Ezgi Baran, ancienne journaliste et politologue à Oxford (Royaume-Uni). Ce système n'avait jamais connu ce qui se passe aujourd'hui : l'exécutif décidant par des intermédiaires qui peut diriger l'opposition qui lui fait face. »

Avec Imamoglu emprisonné et Özel destitué, le parti perd son candidat et son chef opérationnel

« Nous n'avons pas les moyens d'affréter un bus. Les comptes des médias sociaux ont été fermés. Nous n'avons même pas encore pu mettre en place un système pour envoyer des SMS. Notre seule garantie, c'est le peuple... »

Avec Ekrem Imamoglu, emprisonné, et Özgür Özel, destitué, le parti perd simultanément son candidat et son chef opérationnel. La boucle WhatsApp officielle du CHP pour la presse a été récupérée par l'équipe de Kemal Kılıçdaroglu. La veille de la manifestation d'Özgür Özel de samedi, le député Umut Akdogan résumait, sur un ton révélateur du climat interne du parti : « Nous n'avons pas les moyens d'affréter un bus. Les comptes des médias sociaux ont été fermés. Nous n'avons même pas encore pu mettre en place un système pour envoyer des SMS. Notre seule garantie, c'est le peuple... »

Alors, que va-t-il se passer au sein du CHP? Le discours de son nouveau président, samedi, a accentué la fracture entre son équipe et celles d'Özgür Özel. Kemal Kılıçdaroglu a repris quasiment mot pour mot les accusations proférées par les trolls des cercles de l'AKP à l'encontre des anciens dirigeants, leur reprochant d'être liés à FETÖ (l'acronyme officiel désignant la communauté de l'imam Fethullah Gülen, à l'origine de la tentative de putsch de 2016, selon Ankara) et soutenus par des puissances étrangères. Ironie de la situation : plusieurs médias progouvernementaux, dans le passé, l'avaient

lui-même accusé de collaborer avec des « restes du FETÖ », citant certains de ses conseillers.

Murat Karayalçın, l'un des piliers historiques du CHP, a reconnu dans la presse que son parti traversait une crise majeure dont il faut sortir, en limitant au maximum les dégâts : « Nous devons garantir l'unité du CHP. Nous devons nous y accrocher jusqu'au bout. Mais si un signe de purge se manifeste, alors la création d'un nouveau parti devra être envisagée. » Une allusion au coup d'Etat de 1980. Dissous par les militaires, le CHP avait été refondé en 1992 avant d'absorber en 1995 le Parti populiste social-démocrate (SHP), le parti qui en avait pris le relais pendant les années d'interdiction.

Démission collective

Pour l'heure, chacun fait ses calculs. L'équipe de Kemal Kılıçdaroglu, qui réunit une vingtaine de députés sur les 138 que compte le parti, semble jouer la carte de la rupture, ce qui augure mal d'une sortie de crise à court terme et d'un compromis sur la date d'un nouveau congrès. Forts d'un large soutien des militants, Özgür Özel et les siens plaident pour un vote. Or pour convoquer un congrès, il faudra recueillir les signatures auprès des délégués.

Une autre option consisterait à forcer la tenue d'un congrès dans un délai de quarante-cinq jours par une démission collective du conseil du parti. On estime que 35 des 57 membres de cette instance soutiennent Özgür Özel. Il en faut trois ou quatre de plus pour atteindre les deux tiers de voix nécessaires pour un tel vote.

Selon un sondage de l'Institut Konda, seuls 5 % des électeurs du CHP sont favorables au retour de Kemal Kılıçdaroglu à la tête du parti. Son soutien provient principalement des partisans de l'AKP et du Parti d'action nationaliste, pilier d'extrême droite de la coalition gouvernementale. Parmi les électeurs du CHP, 52 % jugent la décision de justice « très mauvaise » ou « mauvaise », et seulement 8 % la trouvent « juste ». ■

NICOLAS BOURCIER

Des Ghanéens contraints de fuir l'Afrique du Sud

Accra offre de rapatrier ses citoyens après des mouvements anti-immigration dans plusieurs villes du pays

JOHANNESBURG - correspondance

Dans une rue du quartier des ambassades de Pretoria, des piles de valises et de bagages se sont formées devant le grand portail noir de la représentation diplomatique du Ghana, mardi 26 mai. A l'intérieur, le haut-commissaire - l'équivalent, dans les pays du Commonwealth, d'un ambassadeur - fait des allées et venues, supervisant le dispositif d'enregistrement des quelque 800 ressortissants de son pays souhaitant quitter l'Afrique du Sud.

Un premier vol de rapatriement affrété par le gouvernement, avec près de 300 personnes à son bord, a déjà décollé mercredi; un autre devait suivre dimanche. «*Il y a des gens du Cap-Oriental, du Cap-Nord, du Cap-Occidental qui sont venus de loin pour s'enregistrer et pouvoir partir*», décrit Benjamin Quashie, qui a pris ses fonctions de haut-commissaire fin 2025.

Environ 16 000 Ghanéens vivent en Afrique du Sud, selon le haut-commissariat.

Groupuscule extrémiste

Sur le parking, Mustapha (il n'a pas voulu donner son nom) regarde le ballet des entrées et sorties d'un œil triste. «*Moi, je n'ai pas peur, mais j'ai mon garçon de 3 ans. Sa vie est si importante pour moi. Et puis ma femme, aussi*», explique le Ghanéen de 36 ans, qui s'est inscrit pour l'un des vols. «*C'est mon devoir de les protéger*», ajoute-t-il.

Depuis la mi-mars, des manifestations anti-immigration illégale, de plus ou moins grande ampleur, ont lieu dans différentes localités du pays, dont Johannesburg, Durban, East London et Bloemfontein. Les mouvements impliqués, dont March and March, le groupuscule extrémiste à l'origine des rassemblements, ont posé un ultimatum: tous ceux qui sont sans papiers doivent avoir quitté le pays à la date du 30 juin.

Le gouvernement sud-africain tout comme les ressortissants étrangers craignent que ces organisations ne tentent, après cette date, de plonger le pays dans le



Des ressortissants ghanéens rapatriés d'Afrique du Sud, à l'aéroport international d'Accra, le 27 mai. TSRAHA YAW/AP

Un premier vol de rapatriement, avec près de 300 personnes à son bord, a déjà décollé mercredi 27 mai

chaos. «*Il y a des Ghanéens cloîtrés chez eux, qui ne peuvent plus travailler depuis trois semaines, d'autres qui ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école*», décrit Benjamin Quashie. Arrivé en Afrique du Sud en 2013, Mustapha a déjà été témoin de nombreuses violences à l'égard des étrangers d'autres pays africains ou asiatiques. «*Quand ils disent qu'ils vont passer à l'action, je les crois*».

Aucune mort n'a officiellement été enregistrée jusqu'à présent,

mais le souvenir des quelque 60 personnes tuées, en 2008, lors de violences xénophobes similaires, est dans tous les esprits. En 2021, les plus de 350 morts dans des émeutes liées à l'incarcération de l'ancien président Jacob Zuma (2009-2018) ont aussi révélé à quel point le pays peut rapidement s'enflammer.

D'autres représentations diplomatiques, telles que le Malawi, le Lesotho ou encore le Kenya, ont appelé leurs ressortissants à la prudence. Le Nigeria envisage, lui aussi, d'organiser un vol de rapatriement.

Le Ghana est passé à l'action à la suite de la circulation, à la fin avril, d'une vidéo sur les réseaux sociaux montrant un homme ghanéen accosté par des Sud-Africains qui lui demandent ses papiers et lui ordonnent de rentrer dans son pays.

«*C'est vrai que beaucoup de choses ne sont pas comme ils le vou-*

draient [dans le pays], mais leur approche pour régler ces problèmes est la mauvaise», poursuit le haut-commissaire ghanéen. Avec un taux de chômage à 32,7 % et une économie qui peine à progresser, la colère d'une partie de la population se cristallise souvent sur les étrangers des pays moins développés, accusés d'accepter des emplois à des conditions défavorables par rapport à la main-d'œuvre locale.

Désaccord sur les chiffres

«*Et, bien souvent, on observe une recrudescence des violences et des actions xénophobes à l'approche des élections*», précise Dale McKinley, le porte-parole de Kopanang Africa Against Xenophobia, une coalition qui lutte contre la xénophobie. Alors qu'un scrutin municipal est prévu le 4 novembre, «*des partis - en particulier ceux qui placent la xénophobie et les politiques antimigrants au*

cœur de leur programme, comme le Umkhonto we Sizwe, ActionSA ou Alliance patriotique - exploitent ces violences. Et aujourd'hui, cela a même commencé à gagner certains autres partis», explique le militant des droits humains.

Le rapatriement est aussi, pour le gouvernement ghanéen, l'occasion de déployer toute une opération de communication autour des politiques de John Dramani Mahama, à la tête du pays depuis janvier 2025.

Le chef de sa diplomatie, Samuel Okudzeto Ablakwa, a accueilli les bras ouverts ces premiers rapatriés, mercredi, montant dans l'avion à son arrivée à Accra pour porter des enfants, puis déclarant: «*Aujourd'hui, l'administration Mahama a démontré que, où que vous vous trouviez, vous êtes protégés, votre dignité est respectée*».

Le pays a aussi appelé l'Union africaine à inscrire le sujet au

La colère d'une partie de la population se cristallise sur les étrangers des pays moins développés

menu de sa prochaine réunion, prévue en juin en Egypte. «*Nous avons besoin de retenue, de discussions apaisées*», a pour sa part plaidé le ministre des affaires étrangères sud-africain, Ronald Lamola, mettant en garde contre de fausses informations diffusées en ligne.

Pretoria et Accra ne s'entendent pas sur les chiffres de rapatriés sans papiers: alors que le haut-commissaire ghanéen affirme que, sur le premier vol, «*près de la moitié*» des passagers «*[étaient] ici de façon légale*», l'Autorité de gestion des frontières sud-africaine parle, elle, de «*90 % d'entre eux*» présents illégalement dans le pays.

Une différence qui peut être due à la définition de ce qu'est une situation irrégulière, car les dysfonctionnements des services de l'immigration font que des renouvellements de titres de séjour restent parfois en attente pendant des années. Ces personnes «*deviennent alors, en quelque sorte, illégales aux yeux de la loi, parce qu'elles n'ont pas les documents nécessaires. Mais ce n'est pas leur faute: c'est le système qui ne fonctionne pas*», souligne Dale McKinley.

Mustapha ne sait pas ce qui l'attend sur sa terre natale, quel emploi il pourra trouver pour nourrir sa famille. Mais il n'aura plus à se cacher, de peur qu'un Sud-Africain ne reconnaisse ses origines. «*Ici, quand je travaille comme chauffeur, j'évite de mettre des habits traditionnels, car parfois ils peuvent nous identifier grâce à ce qu'on porte*». Le gouvernement ghanéen a promis une aide financière pour les personnes rapatriées, ainsi qu'un programme de soutien afin de se réintégrer au sein de la société. ■

CLAIRE BARGELES

Violences sexuelles contre des prisonniers: l'ONU met en cause Israël

Les Nations unies ont placé l'Etat hébreu sur la «liste noire» des parties suspectées ou responsables de violences sexuelles lors de conflits

JÉRUSALEM - correspondant

La décision est symboliquement très forte: Israël se trouve désormais sur la «liste noire» de l'ONU répertoriant les Etats ou les groupes non étatiques suspectés ou reconnus de s'être livrés à des violences sexuelles au cours de conflits armés. Dans son rapport annuel sur ce sujet, transmis jeudi 28 mai aux membres du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, considère que la nature et la récurrence des violences sexuelles à l'égard de prisonniers palestiniens de Gaza et de Cisjordanie justifient de faire figurer Israël dans cette liste avec 76 autres Etats ou organisations non étatiques, dont la Russie, le Congo, la Libye, la Birmanie, le Soudan ou le Hamas.

«*J'exhorte le gouvernement d'Israël à veiller à ce que les prisonniers palestiniens soient traités de manière digne et à enquêter sur toutes les allégations de violences sexuelles contre des détenus palestiniens, ainsi qu'à poursuivre les auteurs*», écrit Antonio Guterres.

Une mise en cause dont la répercussion est d'abord politique avant d'être juridique, et qui vient confirmer et compléter de précédents rapports. L'accusation a, immédiatement, été rejetée par le gouvernement israélien.

Le secrétaire général s'appuie sur les investigations réalisées par les équipes du haut-commissaire aux droits de l'homme et les observateurs des droits de l'homme des Nations unies, compilées ensuite par sa représentante spéciale sur le sujet, Pramila Patten, sans que celle-ci ne conduise d'investigations ou de vérifications spécifiques. Sur les 35 pages du rapport, deux sont consacrées à la situation des détenus palestiniens.

«*En 2025, l'Organisation des Nations unies a vérifié de multiples cas de violences sexuelles liées aux conflits, y compris comme forme de torture, infligées à 14 hommes, 7 femmes, 9 garçons et 1 fille originaires de la bande de Gaza et de Cisjordanie. Treize de ces cas se sont produits en 2025, et 18 en 2023 et 2024*», détaille le secrétaire général en notant que des journalistes

et des défenseurs des droits humains figurent parmi les victimes. «*Les violences consistaient en des viols, y compris à l'aide d'objets, des viols collectifs, des tentatives de viol, des violences physiques sur les organes génitaux, des cas de tirs ciblés sur les organes génitaux, des attouchements sur les seins et les organes génitaux, des fouilles à nu et des fouilles corporelles internes menées sans justification de sécurité apparente, de la nudité forcée ainsi que des menaces de viol*», précise le rapport. Neuf victimes de viols ont été signalées.

Lors d'une conférence de presse, à New York, vendredi, la représentante spéciale sur les violences sexuelles, Pramila Patten, a insisté sur les difficultés rencontrées pour enquêter. «*Les observateurs des droits de l'homme des Nations unies continuent de faire face à de graves restrictions d'accès, ce qui entrave considérablement leur capacité à documenter les cas en temps utile*», souligne la juriste en notant que les cas indiqués ne sont pas «*exhaustifs*» faute d'accès

Le ministère des affaires étrangères israélien a annoncé qu'il rompait «tous ses liens» avec le secrétaire général de l'ONU

aux centres de détention pour les organisations internationales. «*Des menaces explicites ont été proférées par les forces armées et de sécurité israéliennes, avertissant les détenus de ne pas signaler les abus aux médias ou aux organisations de défense des droits de l'homme*», ajoute-t-elle en faisant état d'un «*climat de totale impunité*».

La représentante spéciale cite l'exemple des violences filmées sur un prisonnier palestinien en juillet 2024, à l'origine de blessures graves qui ont fait l'objet de

constatations médicales, au sein du centre de détention de Sde Teiman. «*Non seulement les violences sexuelles ne figuraient pas dans l'acte d'accusation, mais les charges ont même été totalement abandonnées*», signale-t-elle.

Réaction vive

Le gouvernement israélien a vivement réagi à l'annonce de l'inscription sur la liste noire. «*C'est une décision politique! Déconnectée des faits et de la réalité!*», a dénoncé l'ambassadeur d'Israël à l'ONU. Le ministère des affaires étrangères a, ensuite, annoncé qu'il rompait «*tous ses liens*» avec le secrétaire général de l'ONU pour les prochains mois, jusqu'à la fin de son mandat, prévue en décembre. «*Antonio Guterres a choisi d'enfreindre toutes les normes d'honnêteté, d'intégrité et de professionnalisme*», a accusé la diplomatie israélienne, très critique, de façon générale, vis-à-vis de l'ONU.

Vendredi, la représentante spéciale a rappelé que les cas documentés avaient été soumis à l'Etat hébreu mais que le gouverne-

ment avait répondu en se contentant de rappeler les normes et directives en vigueur.

Dans ses précédents rapports sur le sujet, le secrétaire général de l'ONU et sa représentante spéciale avaient traité la question des violences sexuelles commises par le Hamas. «*Je continue d'appeler à ce que les auteurs de crimes de violence sexuelle commis lors des attaques du 7-October et dans leur sillage répondent de leurs actes dans le respect des règles de droit, et j'appelle le Hamas à adopter des mesures pour lutter contre les violences sexuelles*», insiste Antonio Guterres dans son rapport.

Ces conclusions rejoignent d'autres rapports publiés par des organisations non gouvernementales. En janvier, l'ONG israélienne B'Tselem avait identifié plusieurs cas de violences sexuelles subies par les Palestiniens en détention. En mai, une autre ONG israélienne, la Commission civile, avait documenté les violences sexuelles commises le 7 octobre 2023 puis, ensuite, sur les otages enlevés par le Hamas. ■

LUC BRONNER

En Finlande, l'OTAN s'exerce à la frontière russe

Du 11 au 30 mai, plusieurs milliers de soldats européens et américains se sont entraînés à contrer une incursion

REPORTAGE

KAJAANI (FINLANDE) -
envoyée spéciale

Terrain «dense», «exigeant», disent certains. «Environnement extrêmement restrictif favorable à la défense», préfère un officier américain. S'il est un adversaire pour un soldat au sol, dans les forêts de sapins et de bouleaux finlandaises qui bordent les 1300 kilomètres de frontière avec la Russie, c'est bien l'immensité des tourbières boueuses. Mille soldats français, britanniques, italiens, polonais et hongrois, aux côtés de quelque 4000 Finlandais, ont pu en faire l'expérience, du 11 au 30 mai, dans le cadre d'une séquence d'un des grands exercices annuels de l'armée américaine en Europe: «Northern Star».

Dans cette zone située à 70 kilomètres de la Russie, la carte parle d'elle-même: le vert des forêts est cerné par le bleu des lacs et le cyan des marécages. Seuls les Polonais se targuent d'être à l'aise dans ce paysage: «Cela ressemble au corridor de Suwalki», balaye le colonel Piotr Bieniek, commandant de la 6^e brigade aéroportée, en référence à l'étroite bande de terre qui sépare la Biélorussie de l'enclave russe de Kaliningrad.

Sur un plan stratégique, la région de la Cajanie, ou Kainuu en finnois, où a lieu l'exercice, a été choisie car elle incarne une sorte de ventre mou de la frontière. Un désert militaire éloigné des principales bases finlandaises, implantées surtout dans le sud du pays, près d'Helsinki, la capitale, ou dans le Nord, en Laponie. L'ambition des alliés a donc été de démentir tout angle mort: «On veut montrer que l'on peut se déployer partout très vite», reprend le colonel polonais.

L'irruption de plusieurs drones dans l'espace aérien finlandais (au moins sept depuis mars) est venue rappeler la vulnérabilité de la Finlande face aux répercussions du conflit ukrainien. Ces incur-

sions ont seulement concerné l'angle sud-est du pays. Mais cette région est la plus peuplée et le trafic aérien a dû être interrompu, le 15 mai, à l'aéroport d'Helsinki. Certains experts européens considèrent que Moscou a délibérément dévié de leur trajectoire les drones ukrainiens qui s'attaquent de plus en plus souvent aux infrastructures industrielles et pétrolières russes dans le golfe de Finlande.

Américains présents en force

«La situation est compliquée, nous devons ajuster notre système», admet le général Ari Laaksonen, commandant de la brigade de Cajanie. Face à ces intrusions, la Finlande (à l'instar des pays baltes) teste, depuis fin 2025, une innovation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui consiste en une sorte de zone tampon antidrone. Celle-ci repose sur de très nombreux capteurs et la centralisation des données grâce à des solutions d'intelligence artificielle développées par la société Palantir. Mais ce système, complexe et très onéreux n'est pas encore formellement opérationnel.

Dans ce contexte, la tenue de «Northern Star» tombe à point nommé. D'ici au sommet annuel de l'OTAN, prévu à Ankara, les 7 et 8 juillet, Helsinki devrait finaliser la création d'un nouveau bataillon de l'Alliance sur son territoire. Le neuvième du genre sur le flanc est depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022. Après la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et les trois pays baltes, la Finlande accueillera un déploiement de troupes alliées sous commandement suédois, prêts à intervenir en cas d'incident.

En rejoignant l'OTAN, en 2023, les Finlandais savaient qu'ils abandonnaient leur neutralité historique. Mais, face à l'agressivité russe, ils se sont résolus à accélérer le pas et assument désormais leur rôle de plot avancé de la dissuasion conventionnelle de l'Alliance.



Un char finlandais, le 26 mai, à l'est de Kajaani, en Finlande. OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR «LE MONDE»

«On veut montrer que l'on peut se déployer partout très vite»

PIOTR BIENIEK
commandant de la 6^e brigade aéroportée polonaise

En mars, le gouvernement a même décidé de réviser sa législation, vieille de quarante ans, pour permettre le déploiement d'armes nucléaires sur son territoire si les circonstances l'exigeaient.

«Nous avons désormais un modèle de sécurité à 360 degrés», considère le général Laaksonen. Il vante, au passage, les mérites de la conscription obligatoire, restée en vigueur en Finlande pour tous les garçons. Cette cohorte annuelle de 25000 jeunes alimente ensuite une réserve où l'armée finlandaise peut piocher jusqu'aux 65 ans de chaque citoyen. Cette conscrip-

tion est optionnelle pour les filles, mais ces dernières représentent «10% des effectifs» en Cajanie. Ces conscrits sont d'ailleurs nombreux à participer à l'exercice qui leur sert de qualification finale.

Les Américains sont aussi présents en force pour cet entraînement dont ils ont l'initiative. Les unités présentes viennent autant d'Allemagne – de Wiesbaden et de Karlsruhe – que de Pologne. L'enjeu pour eux: valoriser «l'effort de planification conjoint» auxquels ils se sont astreints pour l'organisation d'une spectaculaire dépose de 60 soldats amenés à bord de deux hélicoptères Chinook, avant qu'ils ne s'évaporent dans les bois.

«Tout est nouveau: le pays, les règles, l'environnement», décrit Roberts Riedel, un officier de 31 ans issu des rangs de la 12^e brigade aéroportée, basée à Karlsruhe, dont c'est le premier déploiement en Finlande. Comme tous les autres militaires américains, il n'a pas le droit de s'exprimer sur la baisse attendue du nombre de troupes

en Europe, autour de 76000, soit le seuil qui prévalait avant la guerre en Ukraine. Mais l'attitude affichée semble dictée par deux mots: sobriété et efficacité.

Cordes et mousquetons

Le général finlandais Laaksonen tient, lui, à se montrer rassurant sur l'avenir de cette coopération militaire avec les Etats-Unis. Dans le cadre d'un accord renforcé en 2024, les Américains ont négocié l'accès à 15 bases finlandaises, dont l'île de Russarö – d'où il est possible de contrôler les entrées et sorties du golfe de Finlande –, cinq lieux de stockage et quatre emprises destinées à des opérations aériennes. Les entraînements américains se sont par ailleurs densifiés, en Finlande, en 2025.

Avec ou sans les Américains, les Finlandais ont les yeux rivés sur ce qui se passe côté russe. Notamment en suivant au jour le jour l'activité des bases militaires qui servent de lieu de formation aux forces envoyées en Ukraine. Si la

guerre se termine, «il est clair que l'une des principales directions dans lesquelles les forces armées russes se développeront est la Finlande», a souligné le renseignement militaire finlandais dans son dernier rapport publié en janvier.

La modernisation de plusieurs sites, dont une base située à Petrozavodsk, en Carélie, à 300 kilomètres de la frontière finlandaise, a inquiété ces derniers mois. Entre 2000 et 3000 soldats russes y sont stationnés mais la capacité de la base est de plus de 15000 hommes. Cette unité a été créée dans la foulée de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, et environ 80 avions de chasse russes sont repositionnés sur un site attenant.

Outre le soutien de l'OTAN, l'armée finlandaise compte donc sur un autre pilier pour dissuader les Russes: son parc d'obusiers, l'un des plus importants d'Europe. Les Finlandais ont près d'une centaine de ces systèmes, similaires aux canons Caesar français, mais, en avril, une commande de 109 unités a été passée à la société sud-coréenne Hanwha Defense, ce qui portera son parc à plus de 200 unités d'ici à 2031 – soit deux fois plus que la France au même horizon.

Reste malgré tout le besoin de troupes spécialisées et agiles capables de mener des opérations d'infiltrations par tous les temps, à l'instar des chasseurs alpins français, dont 180 membres ont été déployés en Finlande depuis janvier, dans le cadre d'un nouveau partenariat. Celui-ci a donné naissance à une unité – appelée «BUF» (Battle Unit Finland) – qui participe à l'exercice de l'OTAN et se démène avec les autres alliés dans l'enfer des marais de Cajanie.

Fort de leurs compétences alpines, ces chasseurs de la 27^e brigade d'infanterie de montagne ont ressorti cordes et mousquetons pour ouvrir certains itinéraires de tourbières avec un binôme de soldats encordés à l'avant. «C'est comme en terrain glaciaire», détaille le commandant Samuel (les membres de cette unité sont cités par leur seul prénom, pour des raisons de sécurité), chef du détachement de la BUF. En mars 2025, en Lituanie, quatre soldats américains sont morts sous la boue, ensevelis dans leur véhicule qui a sombré après le brouillage de leur GPS.

La progression dans l'immensité des forêts finlandaises, où la densité du feuillage est faible, a nécessité l'acquisition de techniques semblables à celles des trappeurs. «Il faut apprendre à se camoufler différemment, se baisser, faire des mouvements lents, des feux discrets pour sécher ses vêtements et réussir à dormir malgré l'humidité», détaille le capitaine Foulques, 34 ans, commandant adjoint de la BUF. En clair, durer dans l'immensité. ■

ELISE VINCENT

Brésil: deux groupes criminels classés «terroristes» par Washington

Le président Lula a dénoncé la décision américaine, applaudie par son possible adversaire à la présidentielle d'octobre, Flavio Bolsonaro

RIO DE JANEIRO - correspondante

Lors de sa visite à la Maison Blanche, le 26 mai, Flavio Bolsonaro (extrême droite), qui ambitionne d'être candidat à la présidentielle brésilienne, prévue le 4 octobre, a posé aux côtés de Donald Trump avec un air satisfait. Le fils aîné de l'ancien président Jair Bolsonaro (2019-2023) savait peut-être déjà que Washington annoncerait, deux jours plus tard, une mesure réclamée de longue date par son camp. Jeudi 28 mai, le département d'Etat américain a indiqué, dans un communiqué, que les deux principales organisations criminelles brésiliennes, le Primeiro Comando da Capital (PCC) et le Comando Vermelho (CV), seraient classées comme des «organisations terroristes étrangères» à partir du 5 juin.

«Je remercie Donald Trump et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, pour avoir répondu rapidement à ma demande», a fièrement déclaré Flavio Bolsonaro dans un vidéo publiée sur ses réseaux sociaux après l'annonce, tout en accusant le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, d'avoir fait «du lobbying en faveur du CV et du PCC» auprès de Washington. Trois semaines plus tôt, le 7 mai, Lula avait eu une réunion de plus de deux heures avec Donald Trump à la Maison Blanche, au cours de laquelle il lui avait présenté un plan de lutte contre le crime organisé de 11 milliards de reais (1,9 milliard d'euros), lancé cinq jours plus tard.

En intensifiant ses efforts contre le crime organisé, le chef de l'Etat brésilien espérait dissuader Washington de prendre cette décision, craignant qu'elle ne mette en péril la souveraineté du Brésil.

Outre le gel de biens liés à des entreprises brésiliennes, Brasília redoute que cette mesure ne facilite des restrictions migratoires ainsi que des interventions militaires, à l'image de l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela, le 3 janvier, et des frappes menées dans le Pacifique et les Caraïbes par les Etats-Unis au nom de la lutte contre le «narcoterrorisme».

«Traités comme des gamins»

Au lendemain de l'annonce, Lula n'a pas caché sa colère. «Nous n'acceptons pas d'être traités comme des gamins, nous n'acceptons pas d'être traités comme si nous étions une république de pacotille», a fustigé le président lors d'un discours à Laranjeiras, dans l'Etat de Sergipe, dans le nord-est du Brésil, au cours duquel il a accusé Flavio Bolsonaro de «trahir la patrie». Dans un communiqué

publié quelques minutes plus tôt, le gouvernement brésilien avait par ailleurs assuré que le concept de «terrorisme» était «manipulé politiquement» par le camp de Bolsonaro. «La terreur causée par ces organisations [le CV et le PCC] dans des communautés vise à tirer profit du crime, en particulier du trafic de drogue et d'armes, et ne peut pas être confondue avec le type d'action motivée par des raisons idéologiques, politiques et religieuses du terrorisme international», précisait le document.

Le changement de nomenclature «n'aura pas d'impact positif sur la lutte contre le crime organisé», tranche Carolina Ricardo, directrice exécutive de l'Institut Sou da Paz, qui prévient que la mesure pourrait même entraver les enquêtes menées conjointement entre le Brésil et les Etats-Unis. «La classification d'une or-

ganisation comme terroriste rend certaines informations confidentielles et va donc compliquer la capacité des forces de police [américaines et brésiliennes] à travailler de manière intégrée», s'inquiète-t-elle, assurant par ailleurs que la meilleure façon d'anéantir le CV et le PCC serait de les asphyxier financièrement.

Pour Marco Antonio Carvalho Teixeira, politiste à la Fondation Getulio-Vargas, la décision de Washington aurait avant tout des objectifs politiques. «Il est difficile de croire que cette décision n'ait pas pris en compte le calendrier électoral du Brésil», analyse-t-il. A seulement quatre mois de la présidentielle, Flavio Bolsonaro a vu ses intentions de vote chuter dans les sondages après les révélations publiées le 12 mai par le média *The Intercept Brasil*: le sénateur aurait négocié un financement de

134 millions de reais (22,8 millions d'euros) auprès d'un banquier accusé d'avoir orchestré une gigantesque fraude financière, afin de financer un film consacré à son père, qui purge une peine de vingt-sept années de prison pour tentative de coup d'Etat.

La qualification des organisations criminelles comme «terroristes» par les Etats-Unis «permet de détourner l'attention sur la sécurité publique, qui est le thème sur lequel le gouvernement de Lula est le plus mal noté [dans les sondages]», note le politiste. Le crime organisé «provoque un sentiment de peur très important, surtout dans les grandes villes», ajoute le chercheur, en rappelant que la sécurité publique est considérée comme l'une des principales inquiétudes de la population. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

Le Val-de-Marne mobilisé contre les incinérateurs

Le département francilien s'oppose au lancement, à Vitry-sur-Seine, d'un projet porté par la Ville de Paris

La santé d'un Val-de-Marne vaut bien celle d'un Parisien ! C'est peu dire que le président du Val-de-Marne, Olivier Capitanio, est en « colère ». L'objet du courroux du patron (Les Républicains) du département : le projet « Thermo-sur-Seine », porté par la Ville de Paris, d'installer un incinérateur de déchets à Vitry-sur-Seine, la plus grande commune du département, pour décarboner son réseau de chaleur urbain. La contestation monte aussi sur le terrain. A l'appel d'associations, une marche a eu lieu, dimanche 31 mai, entre l'incinérateur d'Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine.

« Le temps où la capitale pouvait traiter les départements voisins comme des territoires servants est révolu, tonne l'ancien maire de Maisons-Alfort. C'est bien de vouloir verdifier son chauffage urbain, mais considérer qu'on peut installer une usine d'incinération dans un département voisin pour améliorer la qualité environnementale des Parisiens au détriment des habitants du Val-de-Marne, ce n'est pas acceptable. »

Le réseau de chaleur parisien, constitué de plus de 500 kilomètres de canalisations, est le plus important de France : à partir de

L'exposition aux particules fines est à l'origine d'environ 6 000 décès chaque année en Ile-de-France

l'eau prélevée dans la Seine et chauffée par une dizaine de centrales de production de vapeur, il alimente l'ensemble des hôpitaux de la capitale et 40 % des bâtiments du tertiaire ainsi qu'une partie de la consommation de 16 communes de la petite couronne, dont Vitry.

« Injustice territoriale »

Fin 2025, le Conseil de Paris a attribué la concession de service public, qui arrive à échéance le 31 décembre, à un groupement emmené par Dalkia (filiale d'EDF) pour les vingt-cinq prochaines années ; un marché à 15 milliards d'euros. L'objectif est double : augmenter de 50 % le nombre de bâtiments raccordés et verdifier un réseau qui repose encore à près de 50 % sur le gaz pour en faire « un des principaux outils de la transition énergétique de la capitale » vers la neutralité carbone. Afin d'atteindre « 75 % d'énergie renouvelable et de récupération » d'ici à 2033, une nouvelle centrale à vapeur d'une capacité de 300 MW reposant sur la combustion de déchets de bois notamment doit être mise en service en 2031 sur le site EDF de Vitry-sur-Seine qui exploite aujourd'hui deux centrales à gaz.

Olivier Capitanio promet une « guérilla juridique ». Il a déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris. Plus inédit, le département a lancé une pétition sur son site Internet pour réclamer l'abandon du projet. Elle approche les 10 000 signatures. « Le Val-de-Marne est le département d'Ile-de-France qui brûle le plus de déchets par habitant, nous ne voulons pas d'un quatrième incinérateur », commente Amélie Boesp-



Site d'implantation du projet d'incinérateur de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 31 août 2018. LAURENT GRANDGUILLOT/REA

flug, la présidente du Collectif 3R, une des associations organisatrices de la manifestation du 31 mai et qui alerte depuis des années sur les pollutions liées à l'incinérateur d'ordures ménagères d'Ivry-sur-Seine, l'un des plus grands et anciens d'Europe.

Le Val-de-Marne concentre déjà trois incinérateurs : ceux d'Ivry-sur-Seine, de Créteil et de Rungis. Selon l'observatoire régional des déchets en Ile-de-France, 777 kilos de déchets sont brûlés par an et par habitant dans le Val-de-Marne, plus du double que dans les Hauts-de-Seine (324 kilos). « Nous refusons cette injustice territoriale et environnementale qui consiste à externaliser les pollutions vers les territoires populaires », réagit Myriam Goujane, coprésidente de l'Association contre l'incinération des déchets à Vitry (ACID-Vitry).

Sur le site Thermo-sur-Seine, la chaleur sera produite à partir de la combustion de « bois B », comprend des déchets de bois traités, peints, vernis ou collés, ainsi que de combustibles solides de récupération (CSR), des pellets qui incorporent toutes sortes de déchets refusés par les centres de tri : bois mais aussi plastiques, mousses ou textiles « non valorisables ». Quelque 450 000 tonnes de déchets (collectés dans un rayon de 300 kilomètres) devraient ainsi être brûlés chaque

année pour faire tourner la chaufferie. C'est plus que le nouvel incinérateur d'Ivry-sur-Seine.

La Ville de Paris indique que la future centrale sera dotée de « meilleures techniques disponibles » et que l'exploitant s'engage « sur des valeurs limites d'émissions plus basses que les normes ». Spécialiste de la filtration des fumées, Philippe Lutz a travaillé vingt-cinq ans comme ingénieur dans le domaine de l'incinération avant de rejoindre le Collectif anti bois-énergie qui milite contre les chaufferies biomasse en France : « Certes les traitements des fumées sont aujourd'hui très performants, mais à la fin, il reste toujours en sortie de cheminée des polluants et, avec le bois, des particules ultrafines. »

Plaidoyer pour des alternatives

Dans une étude sur les chaufferies biomasse publiée en 2025, Airparif rappelle que « la combustion du bois est l'un des moyens de production d'énergie les plus polluants pour l'air, avec la combustion du charbon » et qu'elle est responsable d'environ 60 % des émissions de particules fines en Ile-de-France. Selon l'observatoire régional de santé, l'exposition aux particules fines est à l'origine d'environ 6 000 décès chaque année en Ile-de-France. « Il faut arrêter d'installer des incinérateurs

« Il faut arrêter d'installer des incinérateurs en zones urbaines denses »

PHILIPPE LUTZ
membre du Collectif
anti bois-énergie

dans des zones urbaines denses », juge Philippe Lutz.

Thermo-sur-Seine doit s'implanter sur le terrain de l'ancienne centrale thermique EDF, à l'arrêt depuis 2015 et reconnaissable à ses deux grandes cheminées rouge et blanc. Pour ses opposants, il remet en cause l'avenir du quartier des Ardoines, tout proche, où est prévue la construction de 8 000 logements.

« Le projet suscite des interrogations légitimes d'un point de vue sanitaire, reconnaît Alice Timsit, la nouvelle adjointe au maire de Paris chargée de la transition écologique. La santé des habitants est une ligne rouge absolue et nous aurons un très haut niveau d'exigence pour que toutes les garanties soient prises. » L'élue écologiste assure que Thermo-sur-Seine permettra de « réduire la pollution de l'air » à Vitry en divisant par quatre les rejets d'oxydes d'azote par

rapport aux installations actuelles et que les émissions de l'incinérateur feront l'objet d'une « surveillance en continu ». « La confiance ne se décrète pas, admet Alice Timsit. Jusqu'ici nous n'avons pas pu présenter le projet avec des données objectives car nous étions tenus par la confidentialité de l'appel d'offres. » Une concertation préalable doit s'ouvrir en septembre sous l'égide de la Commission nationale du débat public. « On pourrait imaginer la création d'un observatoire écocitoyen qui serait chargé du contrôle démocratique », suggère l'adjointe à la transition écologique.

Au-delà des aspects sanitaires, ACID-Vitry, le collectif 3R ou encore l'ONG Zero Waste France reprochent au projet d'être en contradiction avec les objectifs de réduction des déchets en créant « un véritable appel d'air à produire plus de déchets » pour alimenter les incinérateurs dont la France est la championne en Europe. Les ONG plaident pour des alternatives à l'incinération : la rénovation des bâtiments pour réduire leurs besoins énergétiques, le recours à des énergies « vraiment » renouvelables comme la géothermie. A l'horizon 2050, le mix énergétique du réseau de chaleur parisien prévoit 13 % de géothermie contre 61 % pour l'incinération. ■

STÉPHANE MANDARD

La prévention des feux de forêt en ville évaluée scientifiquement

Du débroussaillage à l'évacuation, des chercheurs ont identifié cinq leviers pour protéger les agglomérations françaises des flammes

Les incendies aux portes de nos cités ne relèvent plus de la science-fiction. L'été 2025 l'a rappelé quand, le 8 juillet, un brasier aux abords de Marseille a détruit des logements, ou que les flammes du gigantesque incendie de l'Aude se sont approchées de Narbonne, en août.

Face à l'aggravation du changement climatique, qui allonge la saison des feux et multiplie les sinistres hors normes, le CNRS a publié, vendredi 29 mai, une expertise scientifique collective intitulée « Incendies et villes : la résilience des interfaces urbaines face aux incendies de végétation dans le contexte du changement climatique ». Dix-sept chercheurs y ont analysé plus de 1100 publications internationales pour en extraire les meilleures stratégies de protection, applicables à la France, alors que 70 % des incendies éclatent dans ces « interfaces urbaines » où se mêlent bâti et nature.

Cet état de la recherche démontre qu'il faut agir en amont ; que la

résilience se conjugue « à l'échelle des habitants, du voisinage, mais aussi de l'aménagement et de la gouvernance des territoires », rappelle Christine Bouisset, géographe (CNRS/Unité mixte de recherche Transitions écologiques et environnementales, dite TREE) et coordinatrice du travail.

La recherche internationale souligne cinq leviers majeurs pour éviter qu'un jour Paris ou Marseille ne vivent le cauchemar qu'a connu Los Angeles en janvier 2025, où 37 personnes sont mortes et où 13 000 habitations ont disparu dans les flammes.

Contenir l'étalement urbain

Le premier est l'arrêt de l'urbanisation en zone à risque. Sur plus de 7 000 communes françaises exposées, seules 286 disposent d'un plan de prévention des risques incendies de forêt, ce document élaboré par l'Etat en collaboration avec les communes. « Ces documents, qui régulent le foncier, sont peu mis en place à cause de

leur coût, de contraintes techniques et de la forte opposition d'élus et de populations locales », observe Christine Bouisset. Pourtant, sans cette planification, l'étalement urbain se poursuit (+ 297 236 hectares entre 2011 et 2024) dans des zones inflammables, exposant chaque année davantage de vies et d'infrastructures.

Rendre le débroussaillage effectif est la deuxième piste citée par les chercheurs. « Deux kilos de bois sec fournissent la même puissance combustible qu'un litre d'essence », rappelle l'informaticien Jean-Baptiste Filippi (CNRS/Laboratoire des sciences pour l'environnement), lui aussi coordinateur du travail des chercheurs. Pourtant obligatoire dans 52 départements, ce geste reste négligé ou perçu comme une contrainte. Le taux de réalisation des obligations légales de débroussaillage reste sous la barre des 30 % en France. Pour inverser la tendance, Christine Bouisset se réfère aux « travaux américains qui

70 % des incendies éclatent dans les « interfaces urbaines » où se mêlent bâti et nature

montrent que les plans efficaces offrent des outils incitatifs, comme une part du financement ou une aide à l'évacuation des déchets végétaux ». Négliger les obligations légales de débroussaillage crée de véritables autoroutes pour les flammes jusqu'aux habitations, où « le choix des végétaux a aussi son importance », ajoute Jean-Baptiste Filippi, qui insiste sur la nécessité d'« exclure des jardins les essences très inflammables, comme le cyprès ».

Christine Bouisset n'est pas opposée à la végétalisation urbaine,

sauf « si cela accentue le risque », précise-t-elle, consciente que cet argument n'est pas toujours pris en compte et que deux politiques à l'œuvre sur un même territoire peuvent se contredire. Or, les études étrangères soulignent que, pour être efficaces, les politiques d'aménagement, d'urbanisme et la gestion d'un espace doivent être traitées de manière coordonnée.

Le modèle australien

Concernant les évacuations, les études soulignent qu'il vaut mieux anticiper plutôt que se barricader. En 2018, 104 personnes sont mortes dans leur voiture en fuyant l'incendie de Mati (Grèce), un drame similaire à celui de Pedrogao Grande au Portugal (65 victimes), en 2017. Si la règle est, depuis lors, le calfeutrage, la recherche pourrait nuancer ce dogme. « Les enquêtes montrent que l'incertitude conduit à des postures attentistes dangereuses, et que, face aux phénomènes extrêmes, l'évacuation précoce de-

meure l'option la plus sûre », résume Christine Bouisset. Cette logique sera d'autant plus efficace qu'elle aura été préparée, note Jean-Baptiste Filippi, s'appuyant sur le modèle australien.

Dernier axe : repenser la doctrine du « feu naissant ». En France, éteindre les départs de feu en moins de dix minutes est le pilier de la stratégie de lutte depuis trente ans. Pourtant, le CNRS interroge la pérennité de cette philosophie. « La doctrine française d'attaque est efficace, mais nécessite des moyens considérables », rappelle Christine Bouisset.

Les retours d'expérience étrangers montrent les limites de cette approche « sur des territoires plus vastes, plus longtemps exposés et encombrés d'un niveau supérieur de combustible ». En France, les surfaces forestières ont augmenté de 10 % en quarante ans, et le dérèglement augmentera de vingt à trente jours par an la durée de la période de feux. ■

MARYLINE BAUMARD

La loi « Bétharram » débattue à l'Assemblée

Le texte sur les violences en milieu scolaire propose notamment de renforcer le contrôle des écoles privées

La journée de lundi 1^{er} juin s'annonçait tendue jusqu'à la dernière heure. L'Assemblée nationale devait étudier la proposition de loi visant à « protéger les enfants et lutter contre les violences en milieu scolaire ». Initialement déposé par Violette Spillebout (Nord, Renaissance) et Paul Vannier (Val-d'Oise, La France insoumise, LFI), dans la continuité de leur commission d'enquête lancée après le scandale de Bétharram, le texte devait finalement être défendu au banc uniquement par la députée centriste, lors de la niche parlementaire de son groupe, Ensemble pour la République. Un nouveau « défi », selon elle, sur la route d'une initiative parlementaire au cœur de nombreuses batailles politiques ces derniers mois.

Outre une reconnaissance symbolique et matérielle des victimes et le renforcement des contrôles d'honorabilité des personnes intervenant en milieu scolaire, la proposition de loi entend rénover les relations entre l'Etat et les établissements privés sous contrat. Le texte institue un conseil académique de l'enseignement privé, contesté par la droite et l'extrême droite, afin de « renforcer les capacités de pilotage de l'Etat ». Il instaure aussi un contrôle obligatoire tous les cinq ans de ces 7 500 écoles, collèges et lycées, alors qu'ils étaient quasi inexistantes il y a encore quelques années. Depuis le scandale de Bétharram – une série de faits de violences psychologiques, physiques ou sexuelles, des années 1950 aux années 2000, dans un établissement catholique béarnais –, le ministère de l'éducation a néanmoins changé de braquet. Plus de 1100 contrôles ont déjà été réalisés et 1300 sont en cours ou programmés d'ici à la fin 2026. Parmi eux, 29 % ont donné lieu à des mises en demeure.

Manœuvre tactique

La copie n'a pas subi de profonds changements lors de son examen en commission, le 27 mai. M. Vannier y voit le signe d'une « bascule » sur l'enseignement sous contrat. « Après quarante ans de tabou sur les relations entre le privé et l'Etat et le spectre sans cesse agité de la guerre scolaire, nous entrons dans une nouvelle période où nous pouvons parler du sujet et même légiférer dessus », juge l'élu « insoumis ». Le texte a été élaboré avec l'appui juridique du ministère de l'éducation nationale et d'un comité de suivi qui réunit victimes et acteurs de l'éducation.



Les députés Violette Spillebout (Renaissance) et Paul Vannier (LFI) présentent leur rapport sur les violences en milieu scolaire, à Paris, le 2 juillet 2025. JULIEN DE ROSA/AFP

Mais l'affaire pourrait s'annoncer plus corsée en séance publique, où le temps sera compté. Alors que M^{me} Spillebout et M. Vannier poussaient depuis le début de l'année pour que leur proposition de loi, cosignée par 150 collègues, soit inscrite en semaine transpartisane de l'Assemblée, l'opposition ou l'abstention de la droite, de l'extrême droite, des macronistes et du MoDem en conférence des présidents avaient rendu caduque une telle option. Afin d'inscrire le texte dans la niche d'Ensemble pour la République, le 1^{er} juin, le président du groupe, Gabriel Attal, avait alors proposé à M^{me} Spillebout de redéposer le même texte, mais sans M. Vannier, pour ne pas donner l'impression de soutenir une loi au côté de LFI. Un effacement relatif, puisque la députée a pris soin de mentionner, en gras, le nom de son collègue dans l'exposé des motifs de sa loi.

Une des difficultés imposées par le format de la niche parlementaire: finir à tout prix l'examen avant minuit

Mais la manœuvre tactique a bien failli mettre en péril l'examen du texte. Les macronistes se sont rendu compte, au dernier moment, que la proposition de loi signée uniquement par M^{me} Spillebout, déposée le 28 avril, ne pouvait pas être examinée le 1^{er} juin, selon les délais constitutionnels de six mois entre le dépôt et l'examen en séance d'un texte. Après des discussions en catastrophe avec le ministère de l'éduca-

tion nationale, le gouvernement a finalement engagé la procédure accélérée sur le texte, simplifiant la navette parlementaire et écartant ces problèmes de recevabilité.

« L'enfant est apolitique »

Le gouvernement ne pourra en revanche rien faire face à une des difficultés de lundi, imposée par le format de la niche parlementaire: finir à tout prix l'examen du texte avant minuit. Au vu des 180 amendements déposés, le duo Spillebout-Vannier craint des tentatives d'obstruction qui pourraient compromettre l'adoption du texte. Trois élus en particulier ont déposé plus d'une vingtaine d'amendements chacun: Roger Chudeau (Rassemblement national, Loire-et-Cher), Xavier Breton (Les Républicains, Ain), mais aussi Perrine Goulet (MoDem, Nièvre), pourtant présidente de la délégation aux droits des enfants. Sur X, M. Vannier a questionné « le but de cette

manœuvre » d'une députée du « parti de François Bayrou », mis en cause dans le scandale de Bétharram. D'habitude à l'offensive sur l'enseignement privé sous contrat (à 96 % catholique), le député du Val-d'Oise, membre de la garde rapprochée de Jean-Luc Mélenchon, avait adopté jusque-là une certaine tempérance dans sa communication et était resté sur le terrain des violences faites aux enfants afin que le texte soit adopté.

L'article 9 de la proposition de loi pourrait en partie cristalliser les tensions en fin de journée. Celui-ci prévoit que le secret de la confession ne puisse s'opposer à l'obligation pour les ministres du culte de dénoncer des faits de violences sur mineurs. Dans un document révélé par *Le Figaro* et dont *Le Monde* a eu copie, la Conférence des évêques de France exprime « sa grande préoccupation » vis-à-vis d'articles de la proposition de loi « qui remettent

en cause plusieurs libertés fondamentales ».

Pour les plus réfractaires, encore faudra-t-il assumer une obstruction sur un thème tel que la protection de l'enfance, consensuel et relancé par les affaires de violences dans le périscolaire qui ont émaillé l'actualité ces derniers mois. « Au fond, ce sont les mêmes mécanismes qui sont à l'œuvre », considère M. Vannier. Lundi, une quinzaine de représentants de collectifs de victimes devaient occuper les tribunes du Palais-Bourbon. Des associations comme MeTooEcole, mobilisées dans la lutte contre les violences faites aux enfants dans un cadre scolaire ou périscolaire, appellent les députés à « laisser le débat aller jusqu'à son terme ». « L'enfant est apolitique. Sa protection ne se négocie ni à gauche ni à droite: elle nous engage tous », rappelle ce collectif. ■

SYLVIE LECHERBONNIER
ET ROBIN RICHARDOT

Bruno Retailleau veut mettre LR « en ordre de marche »

Les adhérents du parti Les Républicains sont appelés à renouveler les instances locales de leur parti, les 8 et 9 juin

Quand on est de droite et libéral, on croit aux vertus de la concurrence. Mais chez Les Républicains (LR), cette concurrence était inexistante lors des dernières élections pour les présidences de fédération. En novembre 2023, un seul candidat était ainsi en lice dans 92 départements. Difficile de stimuler la vie démocratique interne dans ces conditions. Trois ans plus tard, il y aura « match » dans 40 des 102 fédérations.

Avant même le résultat de ces élections les 8 et 9 juin (et les 10 et 11 juin en cas de second tour), l'entourage de Bruno Retailleau affiche sa satisfaction. Sur le papier, le président a « rendu le parti aux militants », fidèle à sa promesse de campagne au printemps 2025.

« Plus de 5 000 adhérents ont candidaté si on tient compte de l'élection des délégués de circonscriptions », avance le secrétaire général de LR, Othman Nasrou. Selon ce proche de Bruno Retailleau, la procédure pour briguer une présidence de fédération a été « déverrouillée ». Exit donc les parrainages, il suffit d'être à jour de sa cotisation et d'effectuer une démarche en ligne.

Sans adversaire face à lui en Vendée, Bruno Retailleau compte sur ces élections pour « mettre le parti en ordre de marche », précise Othman Nasrou. Mais ce dernier, patron de la puissante fédération des Yvelines, réfute l'idée d'un grand ménage local au profit du candidat à la présidentielle, investi depuis le 19 avril par les adhé-

rents. « On a reçu beaucoup de candidatures spontanées de personnes favorables à Bruno Retailleau, explique le numéro trois du parti. Ce qui est assez logique quand on a été élu président avec presque 75 % des voix. Mais on n'est pas là pour éliminer les uns ou les autres. »

Reprise en main

Le message se veut rassurant et s'adresse tout particulièrement à Laurent Wauquiez et à Xavier Bertrand. En 2023, le premier était encore le « candidat naturel de la droite » selon le président de l'époque du parti, Eric Ciotti. Le chef des députés LR risque de voir son influence diminuée. Sans chercher à dramatiser ces élections, son entourage note que Bruno Retailleau « n'a rien fait rien pour découra-

ger » les candidatures face à certains « wauquiezistes » en place.

C'est le cas dans l'Indre-et-Loire, dans la Marne, et pour deux proches de Laurent Wauquiez: Alexandre Portier et Yannick Neuder. Mais les députés du Rhône et de l'Isère partent largement favorisés face à des adversaires présentés comme de « parfaits inconnus ». Candidat putatif à la présidentielle, Xavier Bertrand observe sans surprise certains de ses proches menacés. Il ne fait pas bon non plus être considéré comme un ami d'Aurélien Pradié, détracteur de la ligne Retailleau. En rupture de ban avec LR, le député du Lot (non inscrit) a laissé « sa » fédération à un proche, Sébastien Nodari. Ce dernier sera opposé à Jean-Luc Maffre, dont la photo de

Bruno Retailleau figure sur le document de campagne. Dans les Hautes-Pyrénées, Théo Am'Saadi brigue la présidence contre le sortant Romain Giral. « Il ne s'agit pas d'une candidature contre Aurélien Pradié, qui a quitté le parti de toute façon, assure le président des Jeunes LR. J'en ai parlé avec Bruno Retailleau, et il m'a encouragé dans ma démarche. »

Si la reprise en main est évidente, elle ne passe pas toujours par un changement de présidence. Dans les Alpes-Maritimes, personne n'a été encouragé à défier Michèle Tabarot, malgré les relations très fraîches entre la députée et Bruno Retailleau. Inutile de déclencher une guerre ouverte dans une fédération autrefois la plus importante du parti, mais af-

faibli par la fuite de plusieurs cadres vers l'UDR d'Eric Ciotti.

« Retailleau n'a pas besoin d'avoir tous les présidents, il peut nommer directement les secrétaires départementaux, qui sont dans les faits les représentants du parti », souligne un proche de Laurent Wauquiez. Une vingtaine de ces secrétaires ont été nommés depuis un an. « C'était principalement pour suppléer à des vacances », explique Othman Nasrou. On procédera à d'autres nominations, certains présidents élus vont sans doute le demander. Et à ceux qui contesteraient encore l'autorité de Bruno Retailleau, le numéro trois du parti avertit: « l'assumé de dire que tout le monde doit pousser dans le même sens, derrière le parti. » ■

ALEXANDRE PEDRO

Des résidents de l'Ehpad Annie-Girardot, dans le 13^e arrondissement de Paris, le 27 mai. KAMIL ZIHNIOGLU POUR LE MONDE

Grand âge : une conférence de l'autonomie en septembre

Prévue par la loi sur le bien-vieillir, elle devra mettre à plat les grands enjeux du vieillissement dans la perspective de la présidentielle

Face au vieillissement de la population, le double quinquennat d'Emmanuel Macron restera marqué par deux engagements non tenus : une loi « grand âge », promise en vain en 2018 par le chef de l'Etat, et un « plan » gouvernemental, annoncé en février et aussitôt abandonné. Puisqu'elle sera sans doute la dernière avant la présidentielle à détenir ce portefeuille, Camille Galliard-Minier, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées, prétend rompre avec les promesses sans lendemain. Elle réunira, fin septembre, une conférence nationale de l'autonomie (CNA) qui « préparera les décisions de programmation pour la période 2027-2050 » et produira « des effets dès cette année », s'est-elle engagée, le 15 avril, au Sénat. La conférence se tiendra tous les ans. Elle deviendra « l'instance de gouvernance nationale de toutes les politiques en faveur des personnes âgées. Elle inscrira les politiques de l'autonomie dans le temps long », a-t-elle déclaré, le 19 mai, au salon Santexpo.

Les acteurs du secteur espèrent que ce nouveau cénacle leur offrira une ultime chance de voir des propositions aboutir avant la fin des deux quinquennats Macron. Mais leurs espoirs restent minces au vu des trois précédentes concertations ministérielles en 2018, en 2022 et en 2023, restées sans suite. Certains redoutent que la grand-messe de l'automne ne débouche à nouveau sur une litane de vœux pieux.

Instance créée par la loi sur le bien-vieillir de 2024, la conférence nationale de l'autonomie ne s'est jamais réunie. Sa vocation, aux termes de la loi, était d'être un lieu où s'élaborent des « priorités » en matière de prévention de la perte d'autonomie auprès des acteurs locaux et nationaux. M^{me} Galliard-Minier entend lui confier un rôle plus large. Hormis la prévention de la dépendance, la conférence nationale de l'autonomie travaillera sur la transformation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad); le développement des habitats intermédiaires, la valori-

sation des métiers en établissement et à domicile, les aidants... Six groupes de travail prépareront la conférence. Ils se réuniront une première fois les 10 et 17 juin. M^{me} Galliard-Minier espère susciter l'adhésion à sa démarche en enrôlant un grand nombre d'acteurs. Plus d'une quarantaine étaient conviées, le 20 mai, au premier comité de pilotage de la conférence, au dernier étage du ministère en présence d'un conseiller de l'Elysée et de Matignon. Autour de la table, les représentants des fédérations d'employeurs, des opérateurs privés, des acteurs institutionnels, dont la Caisse des dépôts et consignations, mais aussi des associations de personnes âgées. Sans compter les administrations centrales du ministère et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, qui gère la cinquième branche de la Sécurité sociale.

Mesures « concrètes »

La ministre a aussi veillé à trouver des appuis parmi les parlementaires et au sein de la communauté médicale. Elle a nommé l'oncogériatre Laurence Cristol, ancienne députée (Renaissance) de l'Hérault, de 2022 à 2024, corapporteuse de la conférence nationale de l'autonomie. M^{me} Cristol forme un binôme avec Luc Broussy, fondateur du groupe de réflexion Matières grises, consacré aux enjeux du grand âge. M. Broussy, qui co-préside par ailleurs le conseil national du Parti socialiste, connaît comme sa poche l'écosystème du grand âge, à commencer par l'économie des Ehpad privés ou associatifs. L'auteur de deux rapports sur le sujet, en 2013 et en 2021, l'assure : « Je n'ai pas accepté d'être corapporteur de la CNA pour en livrer un nouveau à l'automne. L'idée est d'utiliser les quelques mois qui nous séparent de l'élection présidentielle pour être utile. Je suis résolu à faire bouger les lignes ».

La CNA devra proposer des solutions techniques, réglementaires, voire législatives, pour améliorer les politiques déjà en vigueur, explique M. Broussy. « Pourquoi l'aide financière à l'adaptation des logements, MaPrimeAdapt », créée en 2024, est-elle aussi peu deman-

« Cela sera une caisse de résonance sur un sujet que les politiques n'abordent pas spontanément »

LAURENCE CRISTOL
ex-députée, corapporteuse de la conférence

dée par les seniors, alors que les besoins sont immenses ? Pourquoi les personnes âgées sont-elles de plus en plus nombreuses à chuter, alors qu'un plan de prévention a été mis en place en 2022 ? », s'interroge-t-il, estimant que la conférence devra identifier des mesures « concrètes » et « opérationnelles », pouvant être mises en œuvre avant mai 2027 et distinguer « celles qui nécessitent une programmation pour la prochaine législature ».

Les groupes de travail devront avoir rendu leurs conclusions avant la coupure estivale. Des arbitrages seront ensuite rendus sur les propositions, avant qu'elles ne soient présentées à la CNA, qui les validera en septembre. Une nouvelle réunion du comité de pilotage est programmée le 9 juillet. La « mobilisation » générale voulue par la ministre ne neutralise pas pour autant les critiques. La « méthode est éculée », écrivait Alexandre Faure, consultant spécialiste des politiques du grand âge sur son site, Longévité, le 24 mai. Que produit « un cercle de concertation dont les participants partagent les mêmes références et défendent les mêmes priorités [depuis des années] », ironisait-il. La réponse est dans les étiquettes : des rapports ».

Au ministère de la santé, on balait l'argument d'un revers de la main : « On est assis sur une bibliothèque d'Alexandrie [de] propositions sur le grand âge, reconnaît Jean-Benoît Dujol, directeur général de la cohésion sociale. Il ne s'agit donc plus [par le biais de la CNA] de commissionner de nouvelles études, mais de rassembler

les propositions qui sont mûres et compatibles avec l'équation budgétaire qui est la nôtre. »

S'il a accepté de présider, avec M^{me} Galliard-Minier, la CNA, Olivier Richefou, président centriste du conseil départemental de la Mayenne et animateur du groupe de travail sur le grand âge à l'association Départements de France, le reconnaît : la conférence est « une manière de tenter d'occuper le terrain ». Elle va mener « un travail utile sur des sujets essentiels, mais qui ne sont pas les plus importants, puisque la gouvernance et l'argent qu'on est prêts à consacrer au grand âge ne sont pas abordés par la CNA ». Ils déterminent pourtant « la capacité à décliner toutes les autres mesures », soutient M. Richefou, qui tient à garder sa liberté de parole sur les travaux de la conférence, surtout depuis que le premier ministre, Sébastien Lecornu, a renoncé à donner plus de pouvoirs aux départements sur les politiques du grand âge, malgré un engagement pris au congrès de Départements de France à Albi, fin 2025. Le 15 avril, lors d'une audition au Sénat, M^{me} Galliard-Minier avait affirmé qu'« un groupe de travail spécifique sera [il] consacré au financement » au sein de la CNA. « Elle n'a pas eu le feu vert de Matignon », rapporte un expert du dossier.

« La CNA sera une caisse de résonance sur un sujet de société qui concerne le quotidien de millions de personnes. Mais que les politiques n'abordent pas spontanément », déplore M^{me} Cristol. Elle va « chiffrer les besoins financiers pour les prochaines années à partir des projections démographiques », renchérit M. Broussy, qui estime cependant que « la question des ressources nouvelles à trouver pour le grand âge devra être abordée dans le débat de la présidentielle ». Pour que le sujet du vieillissement figure à l'agenda de la campagne, encore faut-il que « l'on mette sous le nez des candidats quatre ou cinq grands messages et des solutions », juge encore le socialiste. Raison de plus pour installer une conférence de l'autonomie, rétorque M^{me} Galliard-Minier. ■

BÉATRICE JÉRÔME

Le remboursement de deux médicaments anti-obésité salué

A partir du 15 juin, le Wegovy et le Mounjaro seront en partie remboursés par la « Sécu »

C'est une avancée saluée dans les rangs des patients comme de nombreux soignants. A partir du 15 juin, le Wegovy (sémaglutide) et le Mounjaro (tirzépatide), commercialisés respectivement par le danois Novo Nordisk et l'américain Eli Lilly, seront remboursés en France à hauteur de 65 % par l'Assurance-maladie. Remboursement partiel, certes, mais pas moins significatif, alors que ces traitements, qui avaient fait leur entrée dans les pharmacies à la fin de 2024 mais n'étaient jusqu'à présent pas pris en charge, coûtent environ 300 euros par mois.

La décision, officialisée par la ministre de la santé, Stéphanie Rist, lors d'un déplacement à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (AP-HP), à Paris, le 28 mai, intervient après plusieurs mois de discussions entre les laboratoires et l'Etat. Cela coûtera au système de santé « une centaine de millions d'euros en année pleine, c'est-à-dire une fois qu'on aura la montée des prescriptions », a indiqué la ministre sur TF1.

Ces derniers mois, ces médicaments, jugés révolutionnaires, ont fait parler d'eux bien au-delà des cercles médicaux. Administrés par voie sous-cutanée, ils entraînent une perte de poids significative, entre 15 % et 25 % selon les patients.

Leur utilisation doit toutefois être accompagnée d'une modification du mode de vie, notamment concernant l'alimentation et l'activité physique, rappellent les médecins prescripteurs. Utilisés depuis plusieurs années comme antidiabétiques, ces molécules imitent une hormone intestinale naturelle impliquée dans la régulation de la glycémie. Elles stimulent la sécrétion d'insuline, ralentissent la vidange gastrique et augmentent la sensation de satiété.

Alors que l'obésité touche, en France, environ 10 millions de personnes, le remboursement ne sera réservé qu'à une partie d'entre elles : celles atteintes d'obésité massive, avec un indice de masse corporelle (IMC, le poids divisé par la taille au carré) d'au moins 40, et celles souffrant d'obésité sévère, avec un IMC d'au moins 35 associé à une comorbidité, précise un arrêté publié au Journal officiel le 28 mai. Et ce, uniquement en deuxième intention, après une prise en charge nutritionnelle qui a échoué.

Ces molécules devront être prescrites uniquement par des médecins exerçant dans des structures spécialisées. Le nombre de patients éligibles oscillerait ainsi entre 1 et 2,1 millions de malades, estimait la Haute Autorité de santé dans un avis rendu le 18 décembre 2025. Stéphanie Rist a, elle, évoqué une « population cible de 1 million de personnes ».

Les réactions sont unanimes du côté des patients, qui saluent une « excellente nouvelle », tant pour Anne-Sophie Joly, présidente fondatrice du Collectif national des associations d'obèses, que pour Jean-François Thébaud, vice-président de la Fédération française des diabétiques. « Le Mounjaro apporte des preuves tangibles de su-

Ces traitements, qui avaient fait leur entrée dans les pharmacies à la fin de 2024, coûtent environ 300 euros par mois

Le nombre de patients éligibles oscillerait entre 1 et 2,1 millions de malades

priorité en termes de réduction pondérale, d'amélioration de l'équilibre glycémique, et de prévention rénale et cardiovasculaire », ajoute ce médecin, reprenant à son compte les résultats de comparaison dans certaines études.

Jean-Michel Oppert, professeur de nutrition à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, salue une « avancée importante en termes d'équité ». Equité entre patients, d'abord : « L'obésité est caractérisée par un gradient social marqué, la maladie est plus fréquente dans les catégories sociales défavorisées, et l'on sait que ce gradient social s'est renforcé au fil des années, rappelle-t-il. Faire le choix du remboursement, c'est donner plus de chances aux patients qui n'avaient pas les moyens d'accéder au traitement. »

Equité entre traitements, ensuite : « Les catégories de patients auxquelles ces médicaments seront remboursés rejoignent celles qui peuvent bénéficier d'une chirurgie bariatrique, soit les cas les plus graves et les plus sévères, relève le médecin nutritionniste. Or cette chirurgie, quand elle respecte les indications, est remboursée. » Le professeur souligne toutefois la question, « non tranchée », de la durée des traitements. La plupart des patients reprennent du poids lorsqu'ils arrêtent les injections.

Marché très lucratif

Certaines réserves portent aussi sur les capacités de prise en charge. « Avec la surcharge de travail qui pèse déjà sur les centres spécialisés, en nombre limité, je ne vois pas comment on pourrait atteindre la cible du million de patients traités et remboursés », note Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines. Selon ses estimations, ce sont plutôt quelques dizaines de milliers de personnes qui pourraient bénéficier de ce remboursement. Les textes officiels l'ont précisé : les prix seront inférieurs aux prix libres jusqu'ici fixés par les laboratoires. Les nouveaux tarifs du Wegovy s'établiront à partir de la mi-juin, selon les dosages, entre 146,91 euros et 195,10 euros. Dans le cas du Mounjaro, ils s'échelonnent de 176,10 euros à 433,80 euros.

L'annonce d'une prise en charge par la France marque aussi un cap pour Novo Nordisk et Eli Lilly, car elle devrait accélérer les ventes des deux laboratoires sur le territoire. Cette évolution prépare aussi le terrain pour les prochains lancements commerciaux, sur ce marché très lucratif de l'obésité. Aux Etats-Unis, Novo Nordisk et Eli Lilly ont récemment lancé des versions orales, sous forme de comprimés, de leurs médicaments injectables et dont ils escomptent bien étendre les ventes à l'Europe.

En attendant, médecins et patients le soulignent : le volet médicamenteux n'est qu'une partie de la prise en charge, et l'accent doit être mis sur la prévention de l'obésité. « On n'avancera pas sans une volonté politique forte se concrétisant dans un plan interministériel qui intègre, notamment, la réduction de l'alimentation ultratransformée et la baisse de la sédentarité », plaide Anne-Sophie Joly. ■

KATIA BATTAGLIA,
ZELIHA CHAFFIN
ET PASCALE SANTI

Embarras à la tête de l'Etat sur le titre de séjour de Xenia Fedorova

Une décision purement administrative est avancée pour expliquer l'octroi, en 2024, d'une carte de résident de dix ans à l'ex-dirigeante de RT France

L'affaire Xenia Fedorova n'agite plus seulement le groupe Bolloré, mais aussi le sommet du pouvoir, qui tente de se dépatouiller d'un encombrant imbroglio politico-diplomatique. Car une question demeure : dans quelles conditions l'ex-dirigeante de RT France, devenue chroniqueuse sur CNews, Europe 1, au JDNNews, ressortissante russe, a-t-elle pu bénéficier d'un titre de séjour en France ? Ces informations restent nimbées d'un épais mystère.

Au Quai d'Orsay, comme au sein des services de l'Etat chargés de lutter contre les ingérences étrangères, la gêne est palpable. Le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a fini par qualifier, vendredi 29 mai, l'intéressée de « propagandiste patentée » qui « sert la soupe de Vladimir Poutine ». Alors que le plus haut niveau de l'Etat exige de savoir comment la propagandiste russe du groupe de médias de droite Vivendi a vu son titre de séjour en France renouvelé en 2024, Xenia Fedorova commentait sévèrement, dimanche 31 mai, en direct

sur CNews, les « violences urbaines » qui ont entaché le triomphe du Paris Saint-Germain en Ligue des champions – un mort, plus de 200 blessés, 780 interpellations : « En France, il y a des dégâts même quand c'est une victoire... »

Sollicités par *Le Monde* depuis une dizaine de jours, les ministres de l'intérieur successifs – Gérard Darmanin, Bruno Retailleau – et les préfets de police qui se sont succédé à Paris – Laurent Nuñez (depuis nommé ministre de l'intérieur), Patrice Faure – ont jusqu'ici tous éludé la question, ou bien tenté de se renvoyer les responsabilités.

Lorsque, en mars 2017, Xenia Fedorova, qui travaillait pour l'agence Ruptly à Berlin et voyageait à Paris avec un visa délivré par le consulat de France à Francfort, lance RT France, elle s'établit sur le territoire français grâce à un « passeport talent ».

Il s'agit d'un titre de séjour accordé en fonction d'une compétence particulière, et réclamé par la chaîne pour l'autoriser à travailler dès avril 2017. Elle l'obtient en tant que mandataire sociale,

c'est-à-dire comme dirigeante de l'antenne française de la chaîne d'Etat russe. Xenia Fedorova avait été envoyée à Paris par Margarita Simonian, la grande cheffe de RT (anciennement Russia Today) à Moscou, pour créer cette déclinaison française du média financé par le Kremlin.

Validation classique

Le 29 mai 2017, peu après que Xenia Fedorova se trouve titulaire de sa carte « talent », un échange se déroule sous les ors du château de Versailles, durant la conférence de presse donnée par Emmanuel Macron et Vladimir Poutine. Accréditée dans la délégation du chef du Kremlin, Xenia Fedorova se plaint – en russe – de ne pas avoir eu accès au QG de campagne d'Emmanuel Macron. Réponse cinglante du président français, en 2017, devant Poutine : « J'ai toujours eu des relations exemplaires avec les journalistes étrangers, encore faut-il qu'ils soient journalistes. » Et de poursuivre : « Quand des organes de presse répandent des contrevérités infamantes, ce ne sont plus des

journalistes, ce sont des organes d'influence. » Emmanuel Macron lui oppose une fin de non-recevoir : « A cela je ne céderai rien, rien Madame. Russia Today et Sputnik (...) se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande et de propagande mensongère. » De cet échange, Xenia Fedorova a gardé l'image d'un « jeune président ivre de lui-même », raconte-t-elle dans son livre *Bannie*, publié en 2025 chez Fayard (propriété de Vincent Bolloré).

En 2021, alors que son titre de séjour talent approche de la date d'expiration, Xenia Fedorova obtient de la Préfecture de police de Paris une carte de séjour pluriannuelle pour quatre ans. Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. Et, en mars, RT est interdite de diffusion sur le sol de l'Union européenne pour « actions de propagande continues et concertées » qui « menacent directement et gravement l'ordre et la sécurité publiques ». En janvier 2023, l'antenne française de RT, sous liquidation judiciaire, met la clé sous la porte, et l'ex-dirigeante de la chaîne crée sa propre société, XF Media Consulting, en novembre.

Courant 2024, Xenia Fedorova requiert le renouvellement de son droit au séjour, alors même que le ministère de l'intérieur durcit la délivrance et le renouvellement de titres aux étrangers présentant une menace à l'ordre public – voire les retire. Cette année-là, on dénombre ainsi plus de 4 600 refus de délivrance et de renouvellement, ainsi que 2 255 retraits de titres pour cette raison. Et pourtant, Xenia Fedorova obtient une carte de résident de dix ans. Désormais, du Quai d'Orsay à la Place Beauvau, chacun s'interroge : par quel circuit ce précieux sésame – généralement attribué au terme d'un ou plusieurs sé-

Du Quai d'Orsay à la Place Beauvau, on s'interroge : par quel circuit ce précieux sésame lui a-t-il été accordé ?

jours réguliers, après cinq ans de résidence continue en France, notamment en cas d'attaches familiales sur le territoire ou de services rendus à la France dans la Légion étrangère – lui a été accordé ? « Ce renouvellement s'est fait de plein droit », fait savoir dimanche le ministre de l'intérieur actuel, Laurent Nuñez, au *Monde*. Il aurait suivi un circuit de validation classique, dans les tuyaux des services de la Préfecture de police de Paris. Bref, l'octroi de ce papier le 20 août 2024 serait « resté administratif », sans jamais remonter au préfet de police pour lui être signalé, et « sans aucune intervention » du ministre de l'intérieur de l'époque, Gérard Darmanin – dont l'entourage évoque aussi un renouvellement « automatique ».

C'est seulement en mars 2025, lorsque *Le Monde* a révélé l'existence de ce titre de séjour de dix ans, que des procédures de vérification ont été déclenchées au sein de la préfecture. Sans qu'un réexamen du dossier de Xenia Fedorova soit décidé.

Aujourd'hui, l'entourage de Laurent Nuñez rappelle qu'« en cas d'atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation ou de troubles à l'ordre public l'octroi d'un titre de séjour, quel qu'en soit le motif, ne protège absolument pas » d'une

expulsion du territoire français. Et prévient que la décision de retirer un titre repose entièrement dans les mains de l'administration, sans qu'il y ait besoin de relever une infraction ou une condamnation judiciaire.

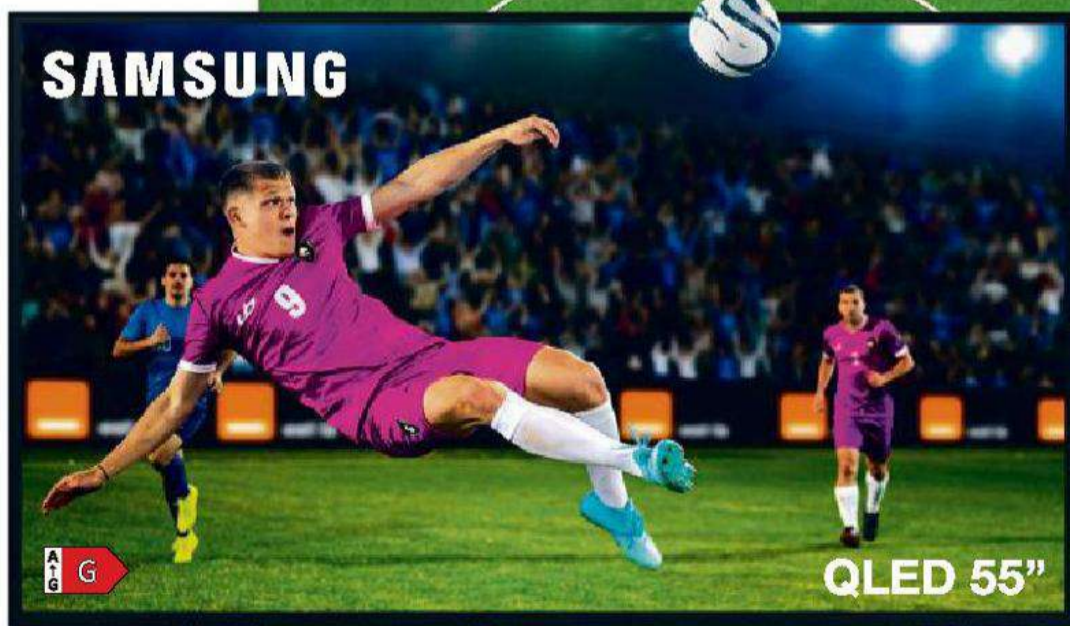
« Voix rare et précieuse »

Dimanche, dans les colonnes du *JDD*, le gérant de Lagardère Radio, qui détient Europe 1, Arnaud Lagardère, et le directeur général du groupe Canal+, auquel appartient CNews, Gérard-Brice Viret, ont pris la plume pour défendre la « voix », si « rare et précieuse », de Xenia Fedorova – qui les a remerciés personnellement sur son compte X. « Aujourd'hui journaliste et salariée d'Europe 1 et de CNews, elle apporte sur le conflit russo-ukrainien un éclairage que l'on n'entend pas ailleurs », écrivent les deux lieutenants de Vincent Bolloré, en s'en prenant à l'enquête publiée le 26 mai par *Le Monde*. « Le propre d'un média attaché au pluralisme est précisément de faire entendre ces points de vue différents », ajoutent les deux patrons, omettant que des journalistes et éditorialistes opposés au point de vue de Fedorova ont été brutalement écartés.

Même la presse russe s'est emparée de l'affaire. Pour défendre... Vincent Bolloré, véritable cible, selon Moscou, de la « campagne très agressive » lancée contre Xenia Fedorova. « Des médias français se servent d'une journaliste russe pour mettre en difficulté politique un milliardaire français » avant la présidentielle, s'indigne ainsi *Rambler*, un des grands portails populaires du Web dans le pays, qui appartient à Sberbank, établissement financier contrôlé par l'Etat russe. ■

ARIANE CHEMIN
ET IVANNE TRIPPENBACH

Supériorité



TV connectée Samsung
QLED 4K 140 cm

49€
Prix constaté sur internet : 449€⁽¹⁾

avec la Fibre Orange.

+ L'ÉQUIPE

inclus pendant 2 mois⁽²⁾
puis 9,99€/mois. Sans engagement.

numérique

Pour les nouveaux clients Fibre avec les offres Livebox Fibre + Smart TV à partir de 37,99€/mois (engagement 24 mois).

Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine jusqu'au 19/07/26 et dans la limite de 5000 TV de référence TQ55Q7FA, sous réserve d'éligibilité. En cas d'atteinte du volume, la référence TU55M70H sera proposée. Livraison de la TV après mise en service de la Fibre. Frais de mise en service : 49€, et de résiliation : 80€.

(1) Prix constaté au 15/04/26 sur le site du fournisseur, hors promotion.

(2) Soit 2 mois d'abonnement à L'Équipe Classique offerts, puis 9,99€/mois. Option sans engagement réservée aux clients non abonnés n'ayant pas résilié L'Équipe au cours des 12 derniers mois.

orange™
est là

Présidentielle : les ministres priés de rester neutres

Malgré les consignes de Matignon, plusieurs ministres ont exprimé leur soutien à un prétendant à l'Élysée

En ces temps de précampagne présidentielle, où les ambitions et les promesses de renouveau surabondent, un des principes cardinaux de Sébastien Lecornu pour assurer la stabilité de son exécutif se voit éprouvé. « *Le gouvernement est libre de toute contrainte politique partisane. Il n'a aucun rendez-vous électoral* », clamait encore le premier ministre, le 10 avril, sur le perron de Matignon. Plus qu'un principe, la règle selon laquelle le gouvernement de Sébastien Lecornu se doit d'agir à l'ombre d'un débat politique tourné vers l'élection suprême, s'est imposée comme un préalable à la survie du premier ministre.

Cette logique l'a ainsi conduit à exiger de ses ministres, issus pour la plupart de Renaissance, du MoDem, d'Horizons ou du parti Les Républicains (LR) – ces derniers ont été suspendus par leur mouvement –, mais aussi de la société civile, de ne pas participer aux soirées électorales lors des élections municipales. Cet acte d'autorité d'un premier ministre sur les membres de son équipe est inédit, et c'est un pis-aller pour Sébastien Lecornu, dont la crédibilité de son gouvernement et la capacité à dialoguer avec ses opposants sont adossées à une apparence de neutralité et à une discrétion calculée.

Erreur de jugement

Ces derniers mois, au gré des crises, ce discours établissant une distinction entre l'action du gouvernement et les intérêts partisanes pour mieux faire valoir un « bon sens » gestionnaire, a porté ses fruits, souligne-t-on à Matignon. Si, dans l'opinion, le constat de l'impuissance publique prospère, Sébastien Lecornu échappe aux clivages.

Mais voilà que la bataille pour l'Élysée rend l'exécutif plus sensible à la recomposition politique qui s'annonce dans moins d'un an, après dix années de macronisme. L'étalage des divisions du bloc central et la crainte d'un face-à-face électoral entre La France insoumise et le Rassemblement national (RN) ont ravivé la frustration d'une partie des ministres encartés, qui craignent de voir leur avenir compromis après 2027.

Au sortir des municipales, le 29 mars, 90 parlementaires du bloc central ont appelé à une can-

Si, dans l'opinion, le constat de l'impuissance publique prospère, Sébastien Lecornu échappe aux clivages

didature unique de la droite et du centre dans un texte commun publié par *La Tribune Dimanche*. Les principaux instigateurs de cet appel ne sont autres que la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, épaulée par ses collègues issus de la droite. L'initiative, restée depuis lettre morte, illustre déjà la difficulté pour Sébastien Lecornu de ne pas négliger les inquiétudes de son camp, tout en restant à distance du combat politique.

A mesure que la campagne prend forme, d'autres ministres voient leur appartenance partisane se rappeler à eux. Samedi 30 mai, à Paris, Roland Lescure (économie), Stéphanie Rist (santé), David Amiel (comptes publics) et Eléonore Caroit (franco-phonie) ont assisté au premier meeting de Gabriel Attal, candidat de leur parti, Renaissance.

Deux semaines plus tôt, Naïma Moutchou (outre-mer) et Anne Le Hénauff (numérique) avaient fait le déplacement à Reims (Marne) pour le congrès de leur parti, Horizons, au cours duquel l'ancien premier ministre Edouard Philippe a pris la parole pour réaffirmer sa candidature élyséenne. Des manifestations de soutien tolérées par Matignon, qui demande tout de même aux ministres de ne pas s'exprimer publiquement, et encore moins au nom du gouvernement, lors de ces réunions politiques.

Si, pour l'heure, aucune autre consigne formelle n'a été édictée sur les modalités de participation des ministres à la campagne présidentielle, la présence de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, à un déjeuner le 21 mai organisé par le milliardaire conservateur Vincent Bolloré, avec la propagandiste du Kremlin en France Xenia Fedorova et l'un des conseillers du président du RN,



Les ministres David Amiel (comptes publics), Stéphanie Rist (santé), Roland Lescure (économie), et l'ex-ministre Agnès Pannier-Runacher, lors du meeting de Gabriel Attal, à Paris, le 30 mai. OLIVIER CORSAN/LP/MAXPPP

Jordan Bardella, a ravivé la vigilance du premier ministre. Priée de se justifier, elle a reconnu une erreur de jugement auprès de Sébastien Lecornu.

La veille de cette révélation embarrassante pour l'exécutif, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon précisait sur TF1 que « *la ligne de conduite du premier ministre, c'est de demander à chacun de ses ministres d'être pleinement mobilisé sur ses dossiers, sur les affaires de l'Etat* ».

Existe-t-il néanmoins une exception pour Gérard Darmanin ? Quand le ministre de la justice lance le 24 mai, dans *Le Journal du dimanche*, l'idée d'un « *moratoire de trois ans sur l'immigration légale* » pour alimenter le débat d'idées jugé trop pauvre à ses yeux, le reste de l'exécutif est sommé de se positionner. « *Je l'ai toujours dit, et c'est le gouvernement qui vous parle aujourd'hui: l'immigration légale, on doit la fa-*

voriser », rétorque le ministre de l'économie, le 27 mai sur BFM-TV.

Fractures idéologiques

Gérald Darmanin, qui reste le ministre le plus identifié dans l'opinion, continue de faire miroiter son ralliement à Edouard Philippe comme sa candidature pour 2027 sur une ligne de droite sociale, flirtant avec la limite qui l'obligerait à quitter le gouvernement. Or, ce proche de Nicolas Sarkozy avait accepté de rester place Vendôme à l'automne 2025 moyennant son retrait de Renaissance et la mise en veille de son parti, Populaires. Mais, le garde des sceaux, mis en échec sur sa réforme du « plaider-coupable criminel », semble se rabattre sur son rôle d'aiguillon au sein de sa famille politique, tout en demeurant un précieux relais pour Sébastien Lecornu. Car ce que le premier ministre pense tout bas, son ami de vingt ans le dit tout haut.

Il a été demandé aux ministres de ne pas s'exprimer publiquement et encore moins au nom du gouvernement lors de meetings

Avec l'assentiment du locataire de Matignon, Gérard Darmanin s'est fendu d'un long message sur X le 29 avril pour dénoncer la proposition de réforme du travail le 1^{er} Mai, défendue à l'Assemblée par Gabriel Attal. Un plaidoyer visant à contrer le discours, jugé trop libéral, du parti présidentiel, rappelant ainsi que le gouvernement n'est pas hermétique aux fractures idéologiques qui traversent le bloc cen-

tral. Le 28 mai, la ministre de l'égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé s'est insurgée dans une tribune transpartisane contre la légalisation de la gestation pour autrui, mesure sociale soutenue par le candidat de son parti, Gabriel Attal.

A l'inverse, le gouvernement continue d'être la cible des écuries présidentielles. En présentant son plan logement le 28 mai, Bruno Retailleau, président de LR, a éreinté le projet de loi du gouvernement qui vise la construction de 2 millions de logements d'ici à 2030. Un texte porté par le ministre LR Vincent Jeanbrun, hostile à la ligne conservatrice de Bruno Retailleau. De quoi faire soupirer rue de Varenne, où l'on rappelle que l'édifice gouvernemental se doit de résister au moins jusqu'à l'adoption du dernier budget du quinquennat. ■

MARIAMA DARAME

Attal met en scène sa « force d'agir » lors de son premier meeting

Le secrétaire général de Renaissance a tenu, samedi, sa première démonstration de force en vue de 2027 au Parc des expositions, à Paris

Une semaine après s'être lancé dans la course à l'Élysée, Gabriel Attal a tenu son premier meeting de campagne pour la présidentielle de 2027, samedi 30 mai après-midi au Parc des expositions à Paris (15^e arrondissement). Quelques heures avant la finale de la Ligue des champions, le secrétaire général de Renaissance a mis en scène sa « *force d'agir* » – le slogan de sa campagne – et s'est présenté comme le chantre de « *l'espoir* », de « *l'avenir* » et de « *l'optimisme* ». Un moyen de tenter d'éteindre les critiques et de renverser la tendance face à son concurrent du bloc central, Edouard Philippe.

Si prompt ces dernières semaines à se présenter « *en homme libre* » – du nom de son livre paru fin avril – et à rappeler les raisons de sa rupture avec Emmanuel Macron, le député des Hauts-de-Seine s'est, cette fois-ci, placé en rassembleur de sa famille politique, devant les quelque 3000 à 4000 personnes présentes. Pour la plupart des militants, galvanisés

par l'ambiance festive rappelant les meetings d'Emmanuel Macron de 2016 et 2022.

« *Le président m'a fait confiance et ça, je ne l'oublierai jamais* », a pris soin de déclarer Gabriel Attal. Il ne s'est pas étendu davantage sur le sujet, si ce n'est pour clamer la réussite de son camp d'avoir, selon lui, « *réussi à mettre fin au chômage de masse pour [sa] génération* » et s'inscrire dans la filiation du dépassement, en dénonçant « *le conservatisme* » de ceux « *qui veulent revenir aux vieux clivages politiques* ».

« L'action et l'espoir »

Peu avant, le nouveau maire d'Anancy, Antoine Armand, s'était chargé de faire applaudir le président de la République pour avoir « *ouvert [cet] espace politique* » il y a dix ans, « *barré le chemin à l'extrême droite par deux fois* » et tenu « *le rang de la France à travers les crises* ». Plusieurs figures historiques du macronisme peu convaincues par l'échappée présidentielle de Gabriel Attal manquaient

à l'appel, dont l'ancienne première ministre Elisabeth Borne, la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé, et la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Mais Gabriel Attal a tout de même pu compter sur la présence de quatre ministres (David Amiel, Eléonore Caroit, Roland Lescure et Stéphanie Rist), l'ancien secrétaire général du parti Christophe Castaner et plusieurs dizaines de parlementaires (80 revendiqués par son entourage), venus le soutenir ou jouer le jeu du collectif, malgré les hésitations de certains.

A défaut de pouvoir prôner une rupture sèche avec Emmanuel Macron sans grever sa crédibilité et celle de son camp au pouvoir depuis neuf ans, l'ancien premier ministre a prôné un « *changement radical* » de modèle, face à un monde « *qui a changé* ».

« *Je laisse à d'autres le sang et les larmes. Moi je vous promets l'action et l'espoir* », a-t-il lancé presque d'entrée de jeu, promettant

L'ancien premier ministre a prôné un « changement radical » de modèle, face à un monde « qui a changé »

de « *ne jamais s'économiser et parfois savoir monter sur la table pour parler avec les Français* », dans des allusions à peine voilées à Edouard Philippe. Alors que le ton est monté entre leurs entourages ces dernières semaines, Gabriel Attal a juré quelques minutes plus tard « *ne pas [se] tromper d'ennemis* ».

« *Mes adversaires, ce sont les marchands de haine, les apôtres du déclin, les artisans de la nostalgie. Mes adversaires, c'est La France insoumise et le Rassemblement national qui veulent briser le pays, opposer les Français* », a déclaré l'ex-chef de gouvernement. Pour lut-

ter contre « *les déclinistes* » et « *briser la tenaille entre les extrêmes* », le candidat du camp présidentiel a donc choisi « *l'action* ».

Quatre chantiers prioritaires

Et à ce stade de la campagne, agir, c'est promettre. Renouant avec l'essencemacroniste de 2017 et le vœu d'élévation individuelle et collective, il s'est engagé à ce que la France « *redevien[ne] la première puissance d'Europe en dix ans* » et à permettre « *que chaque Français ait la certitude que la génération de ses enfants, de ses petits-enfants, vivra mieux* ».

Pour ce faire, il est revenu sur ses quatre chantiers prioritaires : l'école, le travail, les frontières et l'intelligence artificielle (IA). Sur le premier, il a promis de rétablir les mesures du « choc des savoirs » mises en place lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale, a plaidé pour une école primaire à « *moins de 20 élèves par classe* » grâce à la baisse démographique, a appelé à « *mieux rémunérer* » les professeurs et les

accompagnants d'élèves en situation de handicap, et à faire de la France « *l'une des premières au classement PISA* [Programme international pour le suivi des acquis des élèves] ».

Gabriel Attal s'est ensuite engagé à réduire l'écart entre le salaire brut et le salaire net pour permettre « *une hausse massive des salaires* », sans détailler la méthode, avant de défendre, une fois encore, une « *préférence travail* » en matière d'immigration, par la mise en place d'un système de quotas. Au sujet de l'IA, il a déclaré vouloir faire de l'Hexagone « *la première puissance d'Europe* ».

L'ancien ministre a affiché sa détermination à résorber « *la dette publique et la dette climatique* ». Non pas sur cinq ans, mais sur dix ans, « *au plus tard* ». Mais pour ce faire, il faut atteindre l'Élysée. Gabriel Attal entend mener une campagne « *pied au plancher* » cet été afin de créer une dynamique. Le programme détaillé attendra l'automne. ■

MARIE POUZADOUX

Les électeurs de LR inquiets des divisions avant 2027

La multiplication des candidatures plonge les sympathisants des Républicains dans un attentisme anxieux

AURILLAC, RAMBOUILLET (YVELINES),
VERSAILLES - envoyée spéciale

C'est la cacophonie. À moins d'un an de l'élection présidentielle, les sympathisants de droite semblent perdus et désespérés. La multiplication des annonces de candidature de ce côté de l'échiquier politique a plongé bon nombre de fidèles du parti Les Républicains (LR) dans l'incertitude et un attentisme qu'ils disent très inconfortable. Et pour beaucoup, la désignation par vote des adhérents de Bruno Retailleau comme candidat officiel n'a pas résolu leur dilemme.

Qu'ils votent dans le très rural Cantal ou dans les Yvelines plus bourgeoises, une majorité des sympathisants LR rencontrés disent se sentir inquiets de voir leurs idées peu défendues. Les deux départements sont des terres de droite, où les valeurs traditionnelles et catholiques sont ancrées. Mais si le parti a gardé ses députés et sénateurs sur les terres de Georges Pompidou, les Yvelines ont vu presque tous les sièges de député basculer chez les macronistes. Les deux territoires restent cependant des points de force pour le courant de Bruno Retailleau et celui de Laurent Wauquiez.



Armelle Bonniord, cadre et électrice de droite, à Versailles, le 28 mai. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

« Ça laisse des traces »

Dans le brouillard politique général de l'après-municipales, il y a une forme d'attentisme chez la plupart de ces électeurs conservateurs. Avec les déclarations de candidature de Bruno Retailleau et du maire de Cannes (Alpes-Maritimes), David Lisnard, celle d'Edouard Philippe, ancien premier ministre d'Emmanuel Macron, aujourd'hui maire Horizons du Havre (Seine-Maritime) mais issu de leurs rangs, et les appétits affichés par le président des Hauts-de-France, Xavier Ber-

« On s'y prend comme des manches avec tous ces candidats »

ANNE TISSIER
ancienne militante LR

trand, le foisonnement des aspirants à la fonction suprême donne le tournis. Et inquiète tant les fidèles de Laurent Wauquiez que ceux du patron de LR.

Ils sont rares, ceux qui affichent le calme des vieilles trouves, tels Julian Barbotin, diplômé en école de commerce au chômage, et Emmanuel Evezard, cadre d'entreprise de 50 ans. Tous deux, militants LR de Rambouillet (Yvelines), assurent que peu importe qui sera sur la ligne de départ, ils ont leur champion « légitime » : Bruno Retailleau, qui « incarne une identité claire, l'intégrité, la fierté d'être français et l'autorité ».

La plupart des personnes interrogées doutent des capacités de la droite à s'affirmer électoralement. « On s'y prend comme des manches avec tous ces candidats qui ne sont pas fichus de s'entendre. La droite ne sait pas se réinventer », se désole Anne Tissier, ancienne militante LR, partie en 2021. Cette juriste dans le bâti-

ment et les travaux publics d'Aurillac, qui a encore la « campagne bousillée » de François Fillon en travers de la gorge, aimerait bien que « les batailles d'égo cessent ».

« Tout ça laisse des traces et de la frustration », assène-t-elle derrière ses grandes lunettes octogonales. « Il y a trop de candidats et cette dilution ne nous rend pas crédibles », se plaint aussi Guy, cadre hospitalier à la retraite, qui préfère ne pas donner son nom de famille. Le ton posé, ce conseiller communal à Arpajon-sur-Cère, petite commune de 6300 habitants des monts du Cantal, explique qu'il n'est pas attaché à une personnalité, mais veut que la droite pèse enfin dans le débat présidentiel.

Le désarroi est le même pour Gaëtan Malonda, restaurateur à Juziers (Yvelines) : « L'image que le parti renvoie n'est pas bonne. LR a une carte à jouer, mais dans l'union, pour redevenir le parti d'antan. Moins il y aura de candi-

dats, mieux cela sera. » Ces sympathisants de droite veulent à tout prix sortir d'une période où les défaites électorales se sont enchaînées. Le souvenir du score de Valérie Pécresse au premier tour de la présidentielle de 2022 (4,78 %) et l'éclatement de la droite avec les départs vers le parti d'Emmanuel Macron sont encore cuisants. Mais si le désir de clarté est massivement partagé, les voies pour y parvenir ne sont pas toutes les mêmes pour ces électeurs conservateurs.

Pour les uns, elle passe essentiellement par le rassemblement de la famille. Qu'ils soient des fidèles de Bruno Retailleau, des partisans de Laurent Wauquiez ou de David Lisnard – même si ce dernier a quitté LR en mars –, ils veulent d'abord un candidat estampillé LR. Louis Chicard, 27 ans, artisan à Plaisir, à l'ouest de Versailles, fidèle de David Lisnard, veut que les siens « se mettent en ordre de bataille pour reconstruire la droite ».

La plupart des personnes interrogées, très inquiètes d'une marginalisation politique, veulent l'union à tout prix

Là encore, à défaut de signe tangible, les sympathisants espèrent que leurs chefs finiront par s'accorder autour d'un nom. Le périmètre qu'ils dessinent se limite aux Républicains, à la limite avec le MoDem. Mais surtout pas Horizons, le parti d'Edouard Philippe, qui a trahi. « Il a cédé aux sirènes de Macron et ne me semble pas très cortiqué », lâche Guy, à Arpajon-sur-Cère. Mieux vaut un « vrai LR » qui ne les a pas déçus. « Laissons-nous un peu de temps pour décider quel candidat sera le meilleur », plaide Hervé Riou, enseignant à Aubergenville (Yveli-

nes). Cette confiance est cependant bien minoritaire parmi les électeurs et militants de droite rencontrés.

« Tout sauf Mélenchon »

La plupart, très inquiets d'une marginalisation politique, entre deux pôles « extrêmes » – le Rassemblement national (RN) et La France insoumise –, veulent l'union à tout prix. Pour ceux-là, seul un candidat commun de la droite et du centre peut survivre jusqu'au second tour. « On a un gros souci avec les candidatures à outrance qui font que les électeurs ne s'y retrouvent plus, alors qu'entre [Bruno] Retailleau, [Edouard] Philippe ou [Gabriel] Attal, il y a un socle commun de base », veut croire Alban Auriacombe, étudiant de 23 ans, membre des Jeunes Républicains dans le sud du Cantal.

Peu importe l'étiquette aussi, pour Armelle Bonniord, cadre au département des Yvelines, du moment qu'il y a une union. Celle qui se définit comme une « fille de droite », filloniste, souhaite une alliance allant de LR jusqu'à Renaissance. L'objectif pour elle est de déterminer une stratégie qui permette de choisir celui qui peut être présent au second tour. A ses yeux, seul Edouard Philippe remplit les conditions.

Les unionistes semblent privilégier l'efficacité électorale, le vote utile dès le premier tour. En choisissant le maire du Havre, ils pensent s'assurer une meilleure carte. « On a besoin d'une figure forte comme Chirac, un homme d'Etat avec des propositions libérales crédibles, qui aille chercher les électeurs LR », assène Emmanuel Estèves, directeur d'une entreprise de travaux publics à Aurillac. Ce trentenaire à la carrière de rugbyman s'inquiète de voir les siens se « faire manger par l'extrême droite ».

À écouter ses camarades, la crainte n'est pas infondée. Le « tout sauf Mélenchon » semble bien ancré de ce côté de l'échiquier politique. Ils sont plusieurs à nous avoir assurés qu'au second tour, ils n'hésiteraient pas à voter RN. Après tout, « Bardella est libéral comme nous. Beaucoup d'élus LR sont passés au RN et peuvent lui donner une caution de stabilité », ajoute Armelle Bonniord. ■

SYLVIA ZAPPI

Décentralisation : le principe de subsidiarité peine à s'appliquer

Promu en 2003, ce concept, selon lequel les décisions publiques doivent être prises au plus près des citoyens, pâtit d'un manque d'ambition

Rapprocher autant que possible les centres de décision du citoyen. C'était l'ambition portée par le gouvernement Raffarin en 2003 avec son « acte II de la décentralisation », réforme qui a notamment consacré le principe de subsidiarité dans la Constitution pour en faire l'une des boussoles de l'organisation territoriale de la République.

Le concept, d'inspiration ancienne et devenu un axe structurant du droit européen, veut que les décisions soient prises à l'échelon le plus proche des citoyens, dès lors que celui-ci est en mesure d'agir efficacement. Dans le cas contraire, l'échelon supérieur reprend la main.

L'article 72 dispose ainsi, depuis la réforme de 2003, que les collectivités ont « vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon ». Une manière d'affirmer la confiance accordée aux élus locaux, et de promouvoir une action publique plus proche du ter-

rain, grâce à une meilleure répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités. Mais, plus de vingt ans après la réforme, l'écart semble encore important entre les ambitions affichées et la réalité observée.

« Recentralisation progressive »

« Le principe de subsidiarité reste encore largement incantatoire, il a été constitutionnalisé sans être pleinement opérationnel », a regretté la sénatrice (Les Républicains) de l'Aisne Pascale Gruny, lors d'un colloque organisé jeudi 28 mai au Sénat, en partenariat avec l'Assemblée des départements de France et l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe. Le constitutionnaliste Benjamin Morel y voit lui aussi un « paradoxe » : « On a fait de la subsidiarité un concept inhérent à notre modèle de décentralisation, mais, en même temps, on ne l'a jamais autant oubliée ». Même constat du côté du directeur de recherche au CNRS Romain Pasquier, pour

qui cette subsidiarité s'est aussi « effilochée ». L'année « 2003, c'était l'affichage symbolique, c'était l'annonce des "vingt glorieuses" de la décentralisation, a développé le professeur à Sciences Po Rennes. Ce furent finalement vingt piteuses ».

Les élus locaux nourrissent pourtant beaucoup d'espoirs avec la consécration constitutionnelle du principe de subsidiarité. « C'était une certaine idée de la décentralisation, a souligné le président du département du Calvados, Jean-Léonce Dupont (Union des démocrates et indépendants). C'était un Etat qui donnerait les moyens d'agir aux élus locaux et qui accepterait que l'efficacité de l'action publique ne se décide pas uniquement depuis le sommet. »

C'est finalement « l'inverse » qui s'est produit aux yeux de l'élu départemental. Le vice-président de l'Assemblée des départements de France dénonce une organisation « extrêmement rigide » des compétences et une « recentralisation progressive », empêchant selon lui

« Nous avons besoin d'une organisation territoriale plus souple »

JEAN-LÉONCE DUPONT
président du conseil
départemental du Calvados

d'« agir efficacement au plus près du terrain », et donc de concrétiser réellement le principe de subsidiarité. Dans son viseur notamment : la suppression, en 2015, de la « clause générale de compétences » des départements et régions, et surtout la réduction des marges de manœuvre financières des collectivités, au travers des réformes fiscales (qui ont réduit les leviers à la main des élus locaux) ou de la mise à contribution des collectivités pour réduire le déficit public.

L'élu normand n'est pas plus optimiste pour la suite, au vu du contenu du projet de loi visant à

renforcer l'Etat local, présenté le 20 mai en conseil des ministres. Loin des ambitions décentralisatrices affichées par le gouvernement Lecornu, ce texte ne contient aucune mesure relative à la répartition des compétences et reste centré sur le renforcement du rôle et des pouvoirs des préfets.

« Cet approfondissement de la déconcentration est en réalité un recul de la décentralisation », estime Jean-Léonce Dupont. Dans un communiqué publié après la présentation du texte, son association, l'Assemblée des départements de France, avait déjà dénoncé « une recentralisation administrative inacceptable » et une « mise sous tutelle de l'action publique décentralisée ».

« Un principe d'avenir »

Si le « grand soir » de la décentralisation n'est donc pas pour demain, les élus locaux n'en démordent pas. « Nous avons besoin d'une organisation territoriale plus souple, plus réactive et plus proche de nos concitoyens », juge

Jean-Léonce Dupont, pour qui la subsidiarité « doit inspirer une nouvelle étape de la décentralisation ». Les élus départementaux préviennent néanmoins : « Il ne peut y avoir de véritable subsidiarité sans moyens financiers suffisants pour permettre aux collectivités d'agir efficacement au service des citoyens. »

La sénatrice Pascale Gruny voit elle aussi dans cette subsidiarité « un principe d'avenir pour conjuguer efficacité de l'action publique et démocratie de proximité ». La France est-elle pour autant prête à faire de ce concept le pilier de son organisation territoriale ? Le chercheur Romain Pasquier en doute : « La culture française n'est pas forcément compatible avec la subsidiarité. C'est une philosophie du pluralisme et un remède à l'uniformisation de la société et à la concentration des pouvoirs. C'est un principe avant tout fédéraliste, un principe quand même assez éloigné de la tradition française d'unité. » ■

BASTIEN SCORDIA

FINALE DE LA LIGUE DES CHAMPIONS

Joie et violences après le titre européen du PSG

Des milliers de Français ont célébré, samedi et dimanche, la victoire aux tirs au but du PSG face à Arsenal, à Budapest

Il est 21 heures, samedi 30 mai, dans le stade Ferenc-Puskas de Budapest. Le défenseur brésilien d'Arsenal Gabriel rate l'ultime tir au but et offre au Paris Saint-Germain (PSG) son deuxième sacre en Ligue des champions. A 1400 kilomètres de la capitale hongroise, dans une atmosphère irrespirable tant en raison de la chaleur étouffante – plus de 30 °C – que du suspense jusqu'à la dernière minute de la finale, Paris exulte. Entassés jusque sur les trottoirs des bars qui retransmettent le match, agglutinés autour d'un écran de smartphone dans la rue ou encore serrés dans les gradins d'un Parc des Princes bouillonnant, les supporters parisiens communient dans la liesse : le PSG devient le premier club français à remporter deux fois la prestigieuse compétition de football.

« L'année dernière, pour le premier titre européen, j'avais pleuré seul dans mon salon, mais cette fois-ci, je voulais partager ce moment avec ma femme et mes trois enfants », confie Jérémie, 43 ans, maillot du défenseur équatorien Pacho sur le dos, à la sortie du Parc (il n'a pas donné son nom, comme les personnes citées par leur prénom). « Pendant les prolongations, j'ai reçu une alerte de ma montre connectée », poursuit-il, comme hagard après la victoire d'un club qu'il soutient « depuis 1993 » : « J'ai passé plus de dix minutes à plus de 120 battements par minute. »

Comme en 2025, pour le premier sacre, la fête a néanmoins été contrariée par des scènes de violence et des débordements, qualifiés d'« absolument inacceptables » par Laurent Nuñez, le ministre de l'intérieur. Invité lundi matin sur France Inter, ce dernier a annoncé que 890 personnes ont été interpellées en France samedi et dimanche, ce qui représente une hausse de 45 % par rapport à l'an dernier. Des pillages ont été observés à Rennes, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Grenoble ou encore Toulouse. Dimanche, le ministère comptabilisait, en outre, 219 blessés en France, dont 8 graves. Côté forces de l'ordre, ce sont 178 policiers et gendarmes qui ont été blessés dans les échauffourées, dont l'un grièvement à Agen, victime d'un traumatisme crânien.

Le locataire de la Place Beauvau veut toutefois croire que la situation a été « anticipée » par ses services : plus de 22 000 policiers et gendarmes ont été déployés dans toute la France, dont 8 000 pour la région parisienne, soit plus que l'an passé. Lundi, M. Nuñez a réfuté avec vigueur être « dans le déni ». « Moi, je suis ministre de l'Intérieur, je suis à la tête de services qui assurent le maintien de l'ordre, qui sont là pour mettre un terme à des exactions, et c'est ce qui a été fait systématiquement », a-t-il dit sur France Inter.

Au coup de sifflet final, alors que les images des violents heurts de 2025 sont encore dans les esprits – deux personnes étaient mortes en marge des célébrations –, le club parisien a appelé, sur X, « chacun à vivre ce moment historique avec fierté, responsabilité et respect afin que cette célébration soit à l'image de cette saison exceptionnelle : populaire, unie et exemplaire ».

Dès l'après-midi, samedi, un océan de bleu a envahi les rues de la capitale, entre les uniformes des forces de sécurité mobiles et les maillots siglés « Qatar Airways », le sponsor du PSG. Aux abords du Parc des Princes, l'ambiance est d'abord joyeuse. Se mélangent entre quatre stations de métro du chic Ouest parisien, des fans de tennis, venus pour Roland-Garros, les spectateurs du match de rugby entre le Stade français et l'Aviron bayonnais, joué à Jean-Bouin, de l'autre côté de la rue, et, bien sûr, les supporters du PSG, arrivés en transhumance au long de l'après-midi. Près de 48 000 d'entre eux patientent dans le stade, sous un soleil de plomb, bercé par une sélection de rappeurs franciliens chargés, si besoin était, de chauffer l'ambiance, avant que les quatre écrans géants diffusent la finale.

UN SUFFOCANT HUIS CLOS

Les supporters apprécient de bonne grâce ce spectacle apéritif. Ils reprennent même parfois en chœur les refrains les plus accrocheurs – « Sortez les armes à feu/Sortez les armes » du titre *Charger* du groupe Triangle des Bermudes, ou encore *Tonton du bled*, du 113, interprété par Rim'K. Pourtant, leur regard est attiré par le compte à rebours in-



LUNDI MATIN, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A ANNONCÉ QUE 890 PERSONNES ONT ÉTÉ INTERPELLÉES EN FRANCE SAMEDI ET DIMANCHE

crusté sur les écrans. Ils attendent leur heure, vêtus de leurs tuniques millésimées – même celles des années de galères – ; mais aussi, pour beaucoup, du maillot collector de la saison passé floqué « Champions of Europe » – numéro 25 sur le dos.

A 18 heures, au coup d'envoi, quelques esprits s'échauffent à l'extérieur du parc. 150 personnes tentent de pénétrer dans l'enceinte sportive en forçant une porte d'entrée, mais sont aussitôt repoussées par la police. Quarante-cinq minutes plus tard, alors que les supporters du PSG endurent, dans un suffocant huis clos, un scénario opposé à celui du triomphe facile de la saison dernière, après le premier but d'Arsenal, des mortiers d'artifice sont tirés au niveau du boulevard Murat contre les forces de l'ordre, et des bar-

ricades de vélo dressés. Jusqu'ici, les débordements sont rapidement maîtrisés.

A 5 kilomètres de là, durant le temps réglementaire, l'avenue des Champs-Élysées paraît presque vide en comparaison. Des supporters, par dizaines, viennent peu à peu gonfler une petite foule au milieu de la célèbre allée. Point d'écran géant pour ces amateurs de foot à la moyenne d'âge ne dépassant pas la vingtaine, qui doivent, comme ils peuvent, capter des bribes d'action sur les écrans des bars pleins à craquer des ruelles voisines ou suivre fiévreusement le score sur leur téléphone.

Hamza a dû s'armer de patience pour rejoindre cette avenue cossue par le RER depuis Corbeil-Essonnes (Essonne) puis au terme d'une longue marche dans la capi-

Paris affiche ses ambitions devant ses fans au Champ-de-Mars

Le club a fêté son sacre continental avec ses supporters, dimanche, sans cacher son appétit pour de nouveaux trophées

Avec le plaisir d'un épisode caniculaire enfin arrivé à son terme, et malgré un soleil caché par une enfilade de nuages parfois pluvieux, ou les restes d'une nuit fiévreuse, Paris rayonnait au moment d'accueillir ses héros du ballon rond, dimanche 31 mai, au lendemain du deuxième sacre de rang du Paris Saint-Germain (PSG) en Ligue des champions. Un an jour pour jour après la conquête de leur première étoile, les Parisiens, partis de Budapest en début d'après-midi, ont retrouvé leurs terres, et les clameurs d'un public qui n'a jamais cessé de croire en la possibilité d'un doublé.

La veille, dès le sacre scellé par le dernier tir au but manqué par Arsenal (1-1 t.a.b. 4-3), la Ville Lumière a senti la « chaleur » et la « ferveur » – mantra du club francilien – de ses dizaines de milliers de supporters. L'effervescence de la foule, d'abord enjouée et lé-

gère, a toutefois été ternie par plusieurs incidents à travers le pays.

Près de 6 000 des 8 000 policiers et gendarmes déployés samedi dans la capitale étaient encore sur le terrain dimanche. Aux abords du Champ-de-Mars, première étape des célébrations du PSG, seul le sol, jonché de bris de verre, gardait des stigmates de la veille, alors que forces de l'ordre et supporters s'échangeaient politesses et sourires.

Malaises en série

Avec une jauge de 90 000 spectateurs, l'esplanade parisienne, transformée en un gigantesque podium de défilé, s'est vite retrouvée comble. En attendant l'arrivée des champions, initialement prévue pour 16 heures, la foule a fait face à une poussière épaisse, la tour Eiffel imperturbable, une succession d'animations musicales et une attente finalement prolongée de deux tours de cadran.

De quoi provoquer soupirs et départs anticipés, mais surtout des malaises en série, malgré les nombreux points d'eau prévus pour l'occasion.

« On est arrivés à 15 heures : ça commence à être long », soufflaient en chœur Florent et Martin Berenger, père et fils venus du 19^e arrondissement, réfugiés sous un platane. Cheveux teints de rouge et de bleu, en clin d'œil à la bande de Daniel Hechter du maillot historique du club, l'adolescent de 15 ans attendait l'équipe de pied ferme, les yeux encore étoilés par la finale. Presque autant que son père, 53 ans. « Je suis le PSG depuis que je suis tout petit, lui aussi, mais il n'a connu que les victoires, retraçait-il avec une pointe d'amusement. Hier [samedi], je ne l'avais jamais vu aussi stressé, et à la fin il s'est écroulé, en pleurs. »

Au bout du tapis de plusieurs hectomètres, les portes de l'École militaire s'ouvraient enfin, et la

lente procession débutait avec Marquinhos, le capitaine brésilien en tête de rang, la « coupe aux grandes oreilles » dans les mains. Fumigènes, chants, drapaux et quelques feux d'artifice étaient de sortie alors que les joueurs avançaient jusqu'à l'estrade, érigée pour l'occasion au pied de la tour emblème de la capitale et de son club. « J'espère que vous avez été sages, taquinait alors le joueur le plus capé du club (523 matchs disputés depuis son arrivée en 2013). Comme ça, on va pouvoir fêter d'autres titres de champions d'Europe ! »

« On revient l'année prochaine »

Chaque membre de l'équipe savourait son ovation, plus marquée pour Luis Enrique, l'architecte des succès franciliens, et Ousmane Dembélé, Ballon d'or 2025, et seul buteur parisien face à Arsenal. Alors qu'un chant vantait la possibilité d'un autre dou-

blé pour le numéro 10, dans la course à la palme individuelle, l'attaquant tricolore a une fois encore remis le collectif en avant : « Une fois, c'est bien, mais deux fois c'est mieux : on revient l'année prochaine pour la troisième ! »

Dès la parade terminée, les dizaines de milliers de spectateurs se dispersaient dans les artères attenantes, dans l'espoir de voir le car parisien, avant qu'il ne prenne la route de l'Élysée, son deuxième arrêt. Et personne ne boudait son plaisir. Bloqués à l'approche du périphérique la veille, les amis trentenaires Ali Dabo et Walid Chekir – son fils de 5 ans sur les épaules – ont profité des festivités organisées, après ce coup manqué. « On était au Camp des Loges [à Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines] pour suivre la finale, mais tout était bouché, et on n'a pas pu célébrer à Paris », retraçait le duo. Sur leur dos, deux maillots floqués de deux numéros 10 du

PSG : Neymar – « jamais oublié par les Parisiens » – et l'inamovible Dembélé. Avant que le Champ-de-Mars se vide totalement, les champions d'Europe étaient déjà auprès du président de la République, Emmanuel Macron. Qui, au détour de ses félicitations, n'a pas manqué de dénoncer les « scènes de violences inacceptables » de la veille, et son « ras-le-bol », avant de conclure, sportivement : « Vive Paris, vive le PSG, vive la République, et vive la France ! »

Pour l'équipe du PSG, la fête ne faisait que débiter. Troisième rendez-vous : le Parc des Princes, que la direction du club espère pouvoir acheter à la Mairie de Paris. Si l'an passé, Anne Hidalgo avait été absente des célébrations, dimanche, son successeur, Emmanuel Grégoire, a rappelé sur le Champ-de-Mars l'une de ses priorités dans les prochains mois : « Il faut que le PSG reste au Parc. » ■

VALENTIN BAUDRY



A gauche : Marquinhos, le capitaine du PSG, après la victoire contre Arsenal, à Budapest, le 30 mai. A droite : des fans dans les rues de Paris, le 30 mai. En bas : des supporters au Champ-de-Mars, le 31 mai.
FRANCK FIFE/AFP, BENOIT TESSIER/REUTERS

tale : « Ah, on a fait notre quota de pas aujourd'hui ! », sourit-il, sans savoir par quels moyens il rentrera ce soir. Une partie de ses amis s'est perdue dans la foule car avant même la victoire, la tension est montée crescendo sur les Champs. Il n'y avait encore que quelques centaines de personnes que, déjà, se produisaient les premières charges de CRS ou de gendarmes mobiles, plus dissuasives que virulentes. Comme si les forces de l'ordre testaient les réactions de la foule, procédant par intervalles d'actions successives – charges, jets de lacrymogènes – et moments de répit.

« CETTE FOIS, ON TOUCHE LE GRAAL »

A 20 h 50, c'est le moment paroxystique des tirs au but. Puis la délivrance de la victoire. Dans la Cocotte-Minute du Parc des Princes, le stade chavire dans un vacarme fou, accompagné d'une déflagration de pétards et d'un halo âcre des fumigènes. Le plaisir ressentit ce soir par les supporters parisiens, un an après une première étoile décrochée en Ligue des champions sur le score sans appel de 5 à 0 contre l'Inter Milan, est bien particulier. « Cette fois, on touche le Graal », se réjouit Cédric, 51 ans, venu de Châtellerauld (Vienne) avec son fils Julius, 14 ans, pour assister à ce match faisant rentrer son club « dans la légende ». Mais c'est autre chose que ce duo père-fils est aussi venu chercher : « On n'a pas les moyens d'aller à Munich ou à Budapest, mais même après avoir fait de la route pour voir un match devant un écran, on discute avec nos voisins, des gens qu'on ne connaît pas, et c'est aussi ça qui est beau. »

Fidèle à sa réputation d'avenue des soirs d'exception, l'artère des Champs-Élysées voit à la victoire du PSG affluer quelque 20 000 personnes, d'après les chiffres de la Préfecture de police. Hamza a retrouvé son ami Mylo et tous deux goûtent l'instant, considérant qu'il est « historique », et si cette deuxième victoire en Ligue des champions importe tant, c'est parce que « c'est très important, le foot, c'est ce qui nous rassemble, dans les quartiers populaires », dit Hamza, espérant que les casseurs ne vont pas « gâcher la fête ».

Las, l'atmosphère se tend nettement. Aux scènes de liesse, chants à la gloire du PSG et autres embrassades se succèdent les premiers affrontements durs entre certains jeunes et les forces de l'ordre. Le déploiement sécuritaire ne laisse toutefois aucune place au chaos. Une partie de la foule se

montre vite paniquée à chacune des manœuvres des CRS et gendarmes mobiles.

Au fil des heures, il y a de plus en plus de tirs de mortiers d'artifice et jets de projectiles, plus de charges policières, plus de mouvements de foule qui menacent de se transformer en accident. Un kiosque est incendié, des arrêts de bus sont caillassés. Les violences franchissent encore un palier et se propagent ailleurs dans Paris, en particulier dans l'ouest de la capitale. Porte de Saint-Cloud, les forces de l'ordre sont attaquées par des jets de projectile et répliquent au gaz lacrymogène tandis que des commerces et restaurants sont dégradés. Au Trocadéro, une voiture est brûlée. Porte Maillot, des groupes d'individus envahissent le périphérique parisien pour bloquer la circulation, ce qui nécessite l'intervention de quatre équipages de la brigade de répression de l'action violente motorisée (BRAV-M), pour les déloger.

Vers 23 h 15, un véhicule à bord duquel des personnes ont tiré des mortiers d'artifice en direction des forces de l'ordre prend la fuite et s'encastre dans la terrasse d'un restaurant du 10^e arrondissement de Paris. Place de la République, des heurts éclatent. Vers 1 h 10, un accident mortel est recensé : un pilote de motocross né en 2002 a percuté des blocs de béton sur la bretelle du périphérique extérieur au niveau de la porte Maillot, selon le parquet de Paris, qui évoque 271 gardes à vue prises au cours de la nuit de samedi à dimanche (195 majeurs et 82 mineurs).

Dans l'heure suivante, alors que l'air se rafraîchit enfin après une semaine caniculaire, les mouvements de foule se dispersent et le calme reprend peu à peu. Laurent Nuñez annonce alors que cette nuit agitée ne remet pas en question le rassemblement festif prévu au Champ-de-Mars, dimanche.

Dans son bilan, le ministre de l'intérieur a évoqué une contagion des débordements, vols et pillages dans une quinzaine de villes. A Toulouse, des groupes ont déambulé dans les rues de la ville, cassant vitrines, Atribus ou mettant le feu à des poubelles. Armés de barres de fer pour certains, ils ont vandalisé des restaurants, ou mis le feu à des conteurs, avant de se regrouper de nouveau vers la place Wilson, devant les clients des terrasses des cafés, bondées. Des scènes peu courantes dans cette commune s'agissant de la victoire d'un club extérieur à la région. ■

JÉRÉMIE PHAM-LÉ, JEAN-PHILIPPE RÉMY ET THOMAS SAINTOURENS

L'aboutissement rêvé d'une saison en dents de scie

Les hommes de Luis Enrique ont connu un parcours semé d'embûches lors de la saison 2025-2026, qui aurait pu s'achever de manière prématurée

Une amorce compliquée, une montée en puissance, puis la victoire finale. Le scénario du sacre du Paris Saint-Germain (PSG) contre Arsenal (1-1, t.a.b. 4-3), samedi 30 mai à Budapest, colle parfaitement à celui de la saison qu'a connue le club de la capitale. « La finale a été difficile, toute la saison l'a été. On a dû gérer beaucoup de choses », a fait valoir le Ballon d'or Ousmane Dembélé, au coup de sifflet final. Après avoir décroché leur deuxième Ligue des champions (C1) d'affilée, l'attaquant international français – buteur samedi – et ses partenaires ont insisté sur le fait que la joie de glaner ce nouveau trophée était décuplée par les nombreux obstacles qu'ils ont rencontrés.

Au cours des longs mois d'automne et d'hiver, et avant leur renaissance du printemps, les hommes de Luis Enrique ont connu un parcours semé d'embûches, qui aurait pu s'achever de manière prématurée. Dix jours avant le duel avec les Gunners, l'entraîneur espagnol estimait que son équipe avait eu « beaucoup de chance » d'arriver en finale. L'Asturien faisait-il référence au barrage aller, sur la pelouse de Monaco, quand son équipe, menée 2 à 0 après vingt minutes de jeu, semblait toute proche du gouffre ? Ou au début du match contre le Bayern, en demi-finale aller, au Parc des Princes, quand les Bavarois, alors en tête 1 à 0, dominaient outrageusement les débats ?

Insubmersibles, les champions d'Europe ont finalement réussi à renverser tous les adversaires qui se dressaient sur leur chemin et à remporter de nouveau la plus prestigieuse compétition continentale. Difficile d'envisager pareil scénario au commencement de la saison. Comment le club de la capitale pouvait-il rester au sommet, après une année aussi éprouvante, pendant laquelle il avait presque tout gagné ? Malgré le risque de décompression, ses hommes y ont cru dès le départ.

Une série de blessures

Le 12 août, à la veille de la Supercoupe d'Europe contre Tottenham (2-2, t.a.b. 4-3), Luis Enrique a d'emblée fixé le cap à ses joueurs, qui venaient de reprendre l'entraînement quelques jours plus tôt : « On a atteint l'objectif qui faisait rêver tout le monde autour de nous. Mais on veut continuer à marquer l'histoire et, maintenant, cela consisterait à gagner deux Ligues des champions consécutives. C'est notre objectif. » Dans la foulée, Ousmane Dembélé a enfoncé le clou. « On a un groupe jeune, qui a encore fait de victoires. Ce que l'on a vécu la saison dernière, on veut le revivre tous les ans », affirmait-il au Monde, d'un air conquérant.

A l'époque, ces discours avaient été perçus comme une manière de remobiliser les troupes, tant la route vers la finale à Budapest semblait encore longue et la concurrence, féroce. Si ses rivaux avaient dépensé sans compter pour se renforcer pendant le mercato estival, le tenant du titre avait choisi de repartir peu ou prou avec le même groupe. Mais, rapi-

dement, une série de blessures s'est abattue sur des organismes exténués. Ousmane Dembélé, Désiré Doué, Achraf Hakimi, Nuno Mendes, Joao Neves, Fabian Ruiz... Après une saison sans fin et un été sans préparation ni vrai repos, de nombreux cadres ont rejoint l'infirmerie à l'automne, restant indisponibles pendant de longues semaines.

Une hécatombe due en grande partie à la Coupe du monde des clubs, qui s'est terminée le 13 juillet par une défaite (3-0) contre Chelsea en finale. « C'est la chronique d'une catastrophe annoncée », juge alors l'ancien gardien du club Jérôme Alonzo, qui évoque la « négligence du PSG de ne pas avoir recruté davantage de doublures » pour permettre aux titulaires habituels de souffler.

Cet automne compliqué entraîne des résultats en dents de scie. L'équipe apparaît émoussée, ne donnant pas l'impression d'être capable de retrouver son niveau de la saison passée. Luis Enrique le sait et commence à préparer les esprits à un avenir moins rose. Le 17 décembre, il évoque une année 2025 « inoubliable » et « impossible à répéter », avec six titres au compteur (Ligue 1, Coupe de France, Ligue des champions, Coupe intercontinentale, Trophée des champions et Supercoupe d'Europe).

A la fin du mois de janvier, la crise couve quand le PSG échoue à se qualifier directement pour les huitièmes de finale de la C1, après avoir concédé un triste match nul contre Newcastle (1-1), au Parc des Princes. Le leader de l'équipe, Ousmane Dembélé, sermonne alors ses coéquipiers, en rappelant que le collectif doit passer avant les « individualités ».

Un avertissement qui trahit une forme d'inquiétude : Paris se montre moins flamboyant que lors du printemps 2025. La qualification poussive en barrages de la Ligue des champions, à la fin de février, contre Monaco (3-2, 2-2) met en lumière les carences de l'équipe, qui se montre notamment fébrile en défense et peu efficace en attaque. Comme si elle avait perdu sa dynamique collective. « On est clairement en difficulté. C'est différent de l'an dernier », reconnaît alors Luis Enrique, aux antipodes de ses anciens accents triomphateurs.

Miné par le doute, après plusieurs résultats décevants, Paris n'en mène pas large avant d'affronter Chelsea, à la mi-mars, en huitièmes de finale. Mais, contre les Londoniens, le tenant du titre se rassure et montre à l'Europe qu'il est un candidat crédible à sa succession. Après un succès éclatant

remporté (5-2) à l'aller, au Parc des Princes, portés notamment par un immense Khvicha Kvaratskhelia, les Parisiens impressionnent au retour, en écrasant facilement leurs adversaires (3-0), à Stamford Bridge.

Avec le printemps, Paris reverdit et retrouve son panache. Tous les joueurs importants sont en forme au meilleur moment. Et les ingrédients qui ont assuré le succès du club réapparaissent : mouvement perpétuel, possession écrasante du ballon, pressing très intense pour le récupérer, et surtout une attaque très efficace – huit buts en deux rencontres contre Chelsea.

« On a toujours faim »

Comme contre Manchester City, à la fin de janvier 2025 (4-2), un déclic se produit. De retour à leur meilleur niveau, les Parisiens prennent conscience qu'ils peuvent réaliser le back-to-back (deux victoires consécutives). « On a toujours faim », affirme le capitaine Marquinhos. Contre Liverpool, en quarts de finale, après un match aller abouti (2-0), ils marquent les esprits en résistant à l'intense pression d'Anfield, au retour (victoire 2-0), sous le déluge.

Luis Enrique clame de nouveau haut et fort son ambition de réaliser un doublé, sans se montrer impressionné par ce Bayern Munich conquérant, qui vient le défier en demi-finales. « Il n'y a aucune équipe meilleure que nous », assure-t-il avec fierté avant le match aller, qui se révélera somptueux, au Parc des Princes (5-4). L'affrontement entre les deux équipes considérées comme les meilleures d'Europe débouche sur un spectacle grandiose, une avalanche de buts et un scénario haletant. Au retour (1-1), comme à Liverpool, les Parisiens montrent leur faculté à plier sans rompre, dans un contexte difficile, pour atteindre une deuxième finale de suite. « On n'a pas des joueurs, on a des guerriers », se félicite le président du club, Nasser Al-Khelaifi.

Dans ce PSG redevenu invincible, plusieurs joueurs sortent du lot, à l'image du duo Dembélé-Kvaratskhelia, décisif en attaque contre les Reds et les Bavarois. Le défenseur central William Pachó, impérial à Munich, ou le gardien de but Matvey Safanov, devenu numéro 1 à la place de Lucas Chevalier depuis la fin de janvier, s'imposent également comme les hommes forts de cette équipe moins flamboyante dans le jeu, mais dotée d'une immense force de caractère pour renverser toutes les situations.

Après tant d'années d'échecs, le PSG semble désormais porté par la force de l'habitude des sommets européens. Avec l'envie de continuer à imposer son hégémonie sur le continent, et d'y fonder une dynastie. Vivant « dans un rêve », samedi, et refusant de se projeter déjà sur « un back-to-back-to-back », Luis Enrique ne passera pas pour un illuminé en début de saison prochaine s'il donne à ses troupes le mot d'ordre de reprendre à leur compte le proverbe « Jamais deux sans trois ». ■

ALEXANDRE LEMARITÉ

APRÈS TANT D'ANNÉES D'ÉCHECS, LE PSG SEMBLE DÉSORMAIS PORTÉ PAR LA FORCE DE L'HABITUDE DES SOMMETS EUROPÉENS, AVEC L'ENVIE DE CONTINUER À IMPOSER SON HÉGÉMONIE



François Villeroy de Galhau, lors d'une conférence de presse sur le G7, à Paris, le 19 mai.

TOM NICHOLSON/REUTERS

L'« aventurier de l'euro » à l'heure du bilan

François Villeroy de Galhau quitte son poste de gouverneur de la Banque de France avant la fin de son mandat

Lundi 9 février 2026, lui qui est d'habitude tout en contrôle, affable mais un brin guindé, laisse de manière inédite percer – un peu – son émotion. Ce jour-là, François Villeroy de Galhau annonçait sa démission de son poste de gouverneur de la Banque de France, plus d'un an avant la fin de son second mandat – il avait été nommé le 1^{er} novembre 2015. Au moment de quitter ses fonctions, le 2 juin, quel bilan fait-il de ces quarante-deux années de carrière, pour l'essentiel dans la fonction publique ? « J'ai été un aventurier de l'euro », répond-il, dans une envolée peu coutumière.

La monnaie unique aura, de fait, été le fil conducteur et sans doute la grande histoire de la vie de François Villeroy de Galhau. Cette « aventure » a débuté au début des années 1990, quand il sillonnait l'Europe dix-huit mois durant aux côtés du premier ministre Pierre Bérégovoy (1925-1993), dont il était le conseiller sur l'Europe, pour négocier le traité de Maastricht. L'histoire s'est poursuivie au tournant du millénaire à Bercy, lors de la mise en place de l'euro qu'il a pilotée depuis les cabinets ministériels. Elle l'a amené depuis une décennie au cœur de la Banque centrale européenne (BCE), où il a siégé à la table des gouverneurs.

« Si j'ai aujourd'hui une très grande joie, c'est d'avoir vu la monnaie unique renforcer son succès à

travers les crises », témoigne-t-il. Il en veut pour preuve la progression du soutien populaire en faveur de l'euro : en 1991, le référendum sur le traité de Maastricht, qui débouchait sur la création de la monnaie unique, n'avait recueilli qu'une majorité de 51 %, la plus ténue possible ; en 2015, quand François Villeroy de Galhau a pris la tête de la Banque de France, 69 % des citoyens soutenaient l'euro ; aujourd'hui, ils sont 79 %, selon le dernier sondage Eurobaromètre, en mai.

« La décision la plus lourde »

Une position qui tranche avec la défiance très forte des Français envers le reste des institutions européennes. « Une grande chance de l'euro a été de s'appuyer sur un système fédéral », explique-t-il. Comprendre : à la BCE, il n'existe pas de droit de veto pouvant mener à une situation de blocage, contrairement au Conseil européen, par exemple. Son instance dirigeante, composée des patrons des banques centrales des vingt et un pays membres de la monnaie unique, et d'un directoire de six personnes à Francfort, a le pouvoir de trancher quoi qu'il arrive.

Ce système décisionnel n'a jamais été aussi efficace qu'en ce 19 mars 2020, pendant la pandémie de Covid-19. La France était confinée depuis deux jours, les marchés financiers s'affolaient, il fallait agir. L'après-midi, les gouverneurs des banques centrales se sont réunis par téléphone. En quelques heures, ils ont annoncé une intervention sans précédent de 750 milliards d'euros. La thérapie de choc a fonctionné, les marchés financiers se sont calmés, rendant possible la politique du « quoi qu'il en coûte » financée par la dette. « C'est assurément la décision la plus lourde qu'on ait prise pendant mes onze années comme gouverneur », juge rétrospectivement le banquier central.

Les origines de l'engagement pro-européen de François Villeroy de Galhau sont à chercher sur la frontière franco-allemande. Né à Strasbourg en février 1959, il est issu d'une grande famille industrielle résolument française, mais dont les racines se trouvent à Wallerfangen (Vaudrevange, en français), une commune de 10 000 habitants nichée dans la Sarre voisine. Parlant un allemand courant, il est l'un des héritiers de l'entreprise Villeroy & Boch, devenue une multinationale de la céramique (« Je n'en possède que quelques millièmes, et mon revenu a donc toujours été celui de mon travail », précise-t-il). Christine Lagarde, la présidente de la BCE, confirme ces profondes racines européennes : « J'ai rarement vu quelqu'un qui ait aussi chevillé au corps le fait d'être absolument français, mais aussi franco-allemand et profondément européen. »

Le jeune François coche toutes les cases du parcours d'élite de la haute bourgeoisie. Polytechnique, puis l'École nationale d'administration, un mariage célébré à Saint-Louis-des-Invalides – le couple aura cinq enfants, et compte aujourd'hui quinze petits-enfants –, un engagement catholique assumé. C'est au nom de la construction européenne qu'il devient conseiller auprès de Pierre Bérégovoy, d'abord ministre de l'économie, puis premier ministre de François Mitterrand (1916-1996). Il tranche avec le chef de gouvernement socialiste d'origine ouvrière, fils d'un immigré ukrainien, qui se situe sociologiquement aux antipodes de son jeune collaborateur. Mais le duo fonctionne. « C'était compatible, parce que la gauche incarnait alors l'engagement européen et que je suis très sensible aux inégalités », explique M. Villeroy de Galhau, aux convictions social-démocrate solidement ancrées. Je n'ai jamais été un militant socia-

« Si j'ai une très grande joie, c'est d'avoir vu la monnaie unique renforcer son succès à travers les crises »

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU
gouverneur de la Banque de France

liste, et toujours un homme libre, mais j'ai accompagné la gauche de gouvernement. » A 33 ans, M. Villeroy de Galhau a pourtant failli commencer sa carrière en enterrant l'euro. C'était le 23 septembre 1992. Trois jours plus tôt, les Français avaient approuvé du bout des lèvres le traité de Maastricht. Attaquées par les marchés, la livre sterling britannique et la lire italienne étaient sorties du Système monétaire européen (SME) la semaine précédente. Le tour du franc, lui aussi en proie à la spéculation, semblait venu. Villeroy, comme on l'appelle couramment, reçoit l'instruction de rédiger un communiqué annonçant la sortie du franc du SME.

« Avant d'aller le montrer à Pierre Bérégovoy, le directeur de cabinet de l'époque a quand même décidé de passer un coup de fil aux cambistes », raconte-t-il. Et là, surprise, la spéculation semble s'être apaisée. Peut-être est-ce simplement lié au fait que c'était l'heure du déjeuner ? Villeroy patiente, s'attendant à être rappelé dans l'après-midi, mais « ça ne s'est pas produit ». Quelques heures plus tôt, une déclaration commune des gouvernements et des banques centrales français et allemands avait affirmé la solidarité entre les deux pays, calmant les marchés. Le projet était sauvé. « Si le franc était sorti du SME, cela

aurait été la fin de l'euro », frémît-il rétrospectivement. Une décennie plus tard, il devient directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, chargé notamment de la mise en œuvre de la monnaie unique. « Villeroy, c'était l'embrayage, celui qui faisait que les choses se concrétisaient : il aimait beaucoup le contrôle », témoigne Stéphane Boujnah, alors l'un des jeunes membres du cabinet, et aujourd'hui PDG d'Euronext. Un autre conseiller, qui préfère conserver l'anonymat, se rappelle des « points de recadrage » organisés par le jeune « dircab ».

Cette capacité à se montrer directif peut laisser à certains un goût amer. « Les agents [de la banque de France] se souviennent qu'il a supprimé plus d'un quart des effectifs depuis 2015, réduit de 10 % la valeur du point d'indice sur la même période et poursuivi le démantèlement du réseau », dénonce Hugo Coldebœuf, secrétaire général de la CGT de la Banque de France, le premier syndicat de la banque. Selon lui, trois suicides de salariés en dix-huit mois, dont l'un avait laissé une lettre mettant en cause son employeur, seraient liés à cette réorganisation.

Jeunes en difficulté

M. Villeroy, lui, préfère parler de « reformatage » d'une institution devenue surdimensionnée au regard de ses missions, qui s'est notamment traduite par une réduction de 4 % par an des coûts de fonctionnement. « Il aime mettre les mains dans le cambouis du fonctionnement de l'institution, ne se contentant pas de s'occuper de politique monétaire et de macroéconomie », explique Olivier Garnier, économiste en chef de l'institution jusqu'en février 2026. M. Villeroy souhaite, en revanche, gommer un autre pan de sa carrière, celui de grand défenseur des banques françai-

ses. De 2003 à 2015, lui qui se présente comme un serviteur de l'Etat a travaillé au sein de BNP Paribas, d'abord à la tête de sa branche crédit à la consommation (Cetelem) puis de la banque de détail. Cela lui a d'ailleurs valu d'être verbalement attaqué en septembre 2015 quand il a été proposé par François Hollande comme gouverneur de la banque de France.

Cent cinquante économistes et universitaires ont signé une tribune dénonçant « un grave problème de conflit d'intérêts », puisque le gouverneur dirige aussi l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et supervise donc les banques et les assurances. Une décennie plus tard, M. Villeroy de Galhau, qui rappelle régulièrement son indépendance face au pouvoir politique, se dit « fier » que « ces questions ne [soient] jamais revenues », les critiques s'étant effectivement dissipées. « Il aurait pu gagner beaucoup d'argent et devenir banquier d'affaires, mais il a choisi de retourner au secteur public », défend son ami Eric Lombard, ancien ministre de l'économie.

En dépit de ses 67 ans, François Villeroy a enfourché depuis quelque temps un autre cheval de bataille : lui qui a toujours fermement plaidé pour le redressement des finances publiques dénonce les « choix collectifs gérontocratiques » faits par la France, qui aurait délaissé une partie de la jeunesse et favorisé ses retraités. Un nouveau combat qu'il mènera à la présidence de la fondation Apprentis d'Auteuil, qui s'adresse aux jeunes en difficulté. Il prendra également un siège au conseil d'administration de Villeroy & Boch. Mais « l'aventurier » ne quitte pas totalement la scène publique. « Je compte encore m'intéresser, autrement, au débat économique et européen », assure-t-il. ■

ERIC ALBERT
ET BÉATRICE MADELINE

François Villeroy de Galhau est l'un des héritiers de l'entreprise Villeroy & Boch, devenue une multinationale de la céramique

La filière avicole polonaise craint la concurrence du Brésil

Première productrice de volailles de l'UE et troisième exportatrice mondiale, la Pologne redoute les effets de l'accord avec le Mercosur

MIEDZYRZEC PODLASKI (POLOGNE) -
envoyée spéciale

Robots calibreurs, QR codes systématiques, cassettes à puces électroniques, tapis roulants, découpe à jet d'eau ultraprécise... La modernité de l'usine de transformation de poulets du groupe Wipasz témoigne de la vitalité de la filière avicole polonaise. La Pologne est la troisième plus grande exportatrice de volailles au monde, avec 2 millions de tonnes (sur 3,5 millions produites) expédiées à l'étranger en 2024, surtout dans l'Union européenne (UE).

Chaque jour, 280 000 poulets sont abattus dans l'usine de Miedzyrzec Podlaski, dans l'est du pays, bâtie en 2019. L'entreprise Wipasz, fondée en 1994, cinq ans après la chute du communisme, contrôle l'essentiel de la chaîne de production, du fourrage (son activité d'origine) à l'abattage, la découpe, la préparation, l'emballage et l'expédition de presque tous les morceaux de l'animal.

Portugais, français, anglais... Les étiquettes aperçues à la fin du mois d'avril sur les emballages sur le site prouvent que la clientèle internationale est friande aussi bien de filets sans antibiotiques (distribués dans les rayons des magasins Lidl en Pologne et dans les pays baltes) que d'ailes marinées à la sauce barbecue ou de nuggets frits. Quelque 80 % des

produits finis partent aux quatre coins de l'Europe. Comme cette cargaison de filets frits congelés, expédiée vers la France. « On adapte les recettes selon les exigences du client », se vante Pawel Semczyszyn, directeur de production des produits transformés, l'œil sur un bac où marinent des lanières de poulet destinées à une enseigne de restauration rapide.

« Attention aux caristes, ils vont vite », prévient Aneta Chlebus, directrice de production, alors que l'on passe d'un entrepôt à un autre. Pour franchir le sas d'hygiène conduisant à l'abattoir, la trentenaire désigne les consignes affichées en polonais, en ukrainien et en anglais. « On devra sans doute bientôt ajouter l'espagnol, car depuis la guerre en Ukraine, nous avons moins d'ouvriers ukrainiens, remplacés par des ressortissants indonésiens ou colombiens. »

Chez Wipasz, 30 % des employés ne sont pas polonais : le secteur de l'industrie alimentaire manquant de main-d'œuvre fait appel à des agences recrutant à l'étranger. De l'aveu de Jozef Wisniewski, diri-

« Je n'exclus pas que ça soit la fin d'un certain âge d'or »

JOZEF WISNIEWSKI
fondateur de Wipasz



Élevage industriel de poulets, à Kozielsk (Pologne), le 3 mars 2024. SELENE MAGNOLIA GATTI/PANOS PICTURES-REA

geant et fondateur de Wipasz, c'est l'un des trois grands défis auquel est confrontée l'entreprise. « Nous sommes implantés dans de petites localités où il est impossible de pallier le manque de travailleurs avec des citoyens polonais. Or, on a déjà mécanisé tout ce qui pouvait l'être. A terme, cela pourrait être un frein à la croissance en Pologne », explique le PDG.

Mais l'accord signé entre l'UE et les pays du Mercosur, entré provisoirement en vigueur le 1^{er} mai, le préoccupe bien davantage. Il prévoit de porter à 180 000 tonnes le quota de volailles importées exemptes de douanes, d'ici cinq ans. Les protestations de la Pologne - alliée à la France, l'Irlande, l'Autriche et la Hongrie -, n'y auront rien fait.

« Je n'exclus pas que ça soit la fin d'un certain âge d'or », confie M. Wisniewski. « Le Brésil est le premier exportateur mondial de poulets : la concurrence va s'accroître sur le marché européen, et les prix baisseront », souligne l'entrepreneur de 73 ans, qui a déjà vu

la rentabilité de Wipasz se réduire à mesure qu'augmentaient les salaires de ses employés (le salaire minimum en Pologne a été multiplié par 2,5 entre 2016 et 2026, et s'élève désormais à 4806 zlotys brut et 3600 zlotys net, respectivement 1137 euros et 852 euros).

Concurrence accrue

La filière de la volaille polonaise s'inquiète d'une concurrence accrue des producteurs sud-américains, non soumis à des normes phytosanitaires et de bien-être animal aussi contraignantes que celles du Vieux Continent. « J'ai des doutes quant à la capacité de l'UE à exercer son pouvoir de contrôle sur la matière première », affirme Dorota Pasinska, spécialiste senior au sein du département d'économie des exploitations agricoles et horticoles de l'Institut d'économie agricole et de l'alimentation, un établissement de recherche public basé à Varsovie.

Quant aux clauses de « sauvegarde » négociées par l'UE, qui prévoient la réintroduction de droits

de douane en cas de hausse trop rapide des importations ou de baisse des prix dépassant 5 %, Dorota Pasinska reconnaît qu'elles apportent une « certaine protection », si tant est qu'elles soient appliquées « suffisamment à temps ».

Le secteur avicole polonais a bâti son succès sur l'entrée du pays dans le marché communautaire en 2004, qui a favorisé les investissements des volaillers dans les technologies dernier cri répondant à une forte demande intérieure, sur fond d'acceptation de l'élevage industriel par les consommateurs, sans oublier la construction d'un réseau autoroutier qui n'envie plus rien à celui de l'Allemagne. Le pays a fini par détrôner la France pour se classer, dès 2014, premier producteur de volailles de l'UE, sans interruption.

Mais tandis qu'une compétitivité décroissante menace de lui faire perdre des parts de marché, la population rurale n'hésite plus à manifester son mécontentement face à l'essor des « mégafermes ». Et sous pression de la so-

ciété civile, Biedronka, acteur dominant de la grande distribution polonaise, ne vend plus depuis 2021 d'œufs issus de poules élevées en cage.

« Le secteur polonais se porte bien », assure Dorota Pasinska, même s'il est à la merci des épidémies (grippe aviaire...) et sensible aux prix du fourrage et de l'énergie, et surtout à la concurrence des pays du Mercosur et du voisin ukrainien. « L'Ukraine, qui produit déjà beaucoup et à moindre coût, est intéressée par l'export dans l'UE », ajoute l'experte, qui rappelle à quel point le marché polonais avait été perturbé lorsqu'en juin 2022 l'UE avait levé ses quotas douaniers sur les importations alimentaires ukrainiennes, avant de les rétablir en juin 2025.

Au Royaume-Uni, les importations de volailles polonaises ont reculé en 2025 au profit de celles provenant du Brésil et de l'Ukraine. Un signe que les producteurs polonais n'espèrent pas annoncer. ■

HÉLÈNE BIENVENU

Près de Châteauroux, le projet de data center de Google contesté

Un collectif s'est constitué pour tenter d'empêcher la construction d'un gigantesque centre de données du géant américain de la tech

CHÂTEAURoux - envoyé spécial

La récolte de juillet sera la dernière. C'est désolant de voir un si gros projet industriel sur des terres qui sont bonnes à cultiver, mais depuis la vente de nos champs à la communauté d'agglomération il y a une dizaine d'années, nous avons eu le temps de nous faire à l'idée. Les yeux rivés sur ses 67 hectares de blé déclassés plantés à Etretchet, commune rurale d'un millier d'habitants de l'Indre, située à une dizaine de kilomètres au sud-est de Châteauroux, Emmanuel de Saint-Pol peine encore à imaginer un data center estampillé Google sur ce paysage fait de céréales à perte de vue.

Un mégaprojet aux dimensions imposantes, dont la première phase est prévue d'ici à 2028 par les projections les plus optimistes, fait actuellement l'objet d'études environnementales et géologiques conduites par le géant américain de la tech. « Il y a une volonté affirmée de l'entreprise de mener ce dossier à son terme, de respecter les étapes, de ne pas se lancer dans des annonces prématurées ni de passer en force », constate Gil Avérous, maire (divers droite) de Châteauroux et président de la communauté d'agglomération, qui, encouragé par

l'Élysée, bataille pour maintenir l'attention de Google sur la campagne berrichonne.

L'emprise foncière de 195 hectares y est réservée depuis juillet 2025 au bénéfice de sa filiale française Tricolore Computing pour accueillir, à terme, des milliers de serveurs informatiques. Il s'agirait du premier data center en nom propre détenu sur le territoire français par Google, dont la pratique était jusqu'à présent de louer des clouds à d'autres partenaires, notamment en Ile-de-France.

Près de Châteauroux, huit à dix bâtiments érigés sur un niveau pourraient sortir de terre dans le parc d'activités d'Ozans. Une zone viabilisée pour le moment fantôme, quadrillée de rues ne menant nulle part ou presque, dominée par un giratoire aux accès en partie obstrués de blocs de béton. Seule une usine flambant neuve de profilage à froid domine l'ensemble, entourée de prés.

Selon les prévisions de Google, l'implantation de son centre de données dans l'Indre, échelonnée en plusieurs phases, atteindrait à pleine capacité une puissance électrique oscillant entre 880 mégawatts et 1,1 gigawatt, équivalent peu ou prou à celle d'un réacteur nucléaire classique.

Un gigantisme, symbole du virage qui a été négocié par les col-

lectivités berrichonnes financé à coups de millions d'euros, dans un département essentiellement agricole et dont l'histoire industrielle reste étroitement liée au secteur de l'automobile. Il pose, aussi, de nombreux enjeux d'envergure liés entre autres à l'alimentation du territoire en électricité décarbonée.

Chargé de connecter le data center, le gestionnaire Réseau de transport d'électricité se montre pragmatique. « Que le projet de Châteauroux voie le jour ou non, il sera indispensable de renforcer la capacité de la ligne aérienne à très haute tension reliant le barrage d'Eguzon sur la Creuse, dans le sud de l'Indre, à Marmagne (Cher). L'objectif est de tripler sa capacité électrique par la création d'une nouvelle ligne de 400 000 volts. Longue de 90 kilomètres, celle-ci devrait être mise en service au plus tôt en 2032. »

« Dimension hors norme »

Invité à détailler son projet en région Centre-Val de Loire, Google France n'a pas donné suite aux sollicitations du Monde. Une discrétion source de crispation, localement, tant sur les sujets liés à l'emploi que sur l'accaparement des ressources en terres et en eau, ciment des oppositions qui émergent.

Ces craintes se sont exprimées au cours d'une réunion publique organisée dans une salle de quartier à Châteauroux, vendredi 29 mai au soir. Impulsé par le parti Les Écologistes, ce rendez-vous a vu se greffer plusieurs mouvements du département jusqu'à former le collectif protéiforme Ozans dire non, visage d'une contestation qui s'organise mais peine, pour le moment, à se faire entendre.

« Nous constatons la dimension hors norme du projet, qui fait naître un certain nombre d'inquiétudes quant aux conséquences sur l'environnement, par la nature même des bâtiments, pour la gestion de la chaleur fatale [créée par les serveurs] et le réchauffement direct sur les cultures et le secteur », fait remarquer Raphaël Tillie, représentant du collectif, tee-shirt noir barré d'une citation de Jean Jaurès.

« Google s'installera là où l'opposition sera la moins forte, interpellé Philippe Guénin, éleveur laitier retraité et membre du comité départemental de la Confédération paysanne. Le projet paraît avancé, mais on peut imaginer que Châteauroux n'est pas l'unique site surveillé pour ce data center XXL. Ici, c'est open bar, la collectivité donne accès à son foncier clés en main et artificialise de bon-

nes terres agricoles tout en faisant miroiter l'aubaine de créations d'emplois alors que nous savons que ce n'est pas le cas. »

Le débat public ne fait que s'amorcer. Le calendrier, fixé par

la promesse paraphée en 2025 entre Tricolore Computing et Châteauroux Métropole, prévoit le 7 juillet 2030 comme date butoir pour une vente ferme. ■

VICTOR RIALLAIS

RETROUVEZ CHAQUE JOUR À 14H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi à 14h
**DE CAUSE
À EFFETS.**
Aurélie Luneau



Le magazine de
l'environnement

En partenariat
avec
Le Monde





PERTES & PROFITS | UNIVERSAL MUSIC

PAR ISABELLE CHAPERON

Le stop ou encore des Bolloré

Ni Taylor Swift ni Kendrick Lamar n'ont jamais entendu parler d'Ergué-Gabéric, bourgade qui borde la rivière Odet, près de Quimper. Pourtant, plus qu'à Amsterdam, qu'à New York ou qu'à Santa Monica, le sort de leur maison de disques se joue dans cette commune bretonne qui abrite le siège du groupe Bolloré, l'ex-papetier devenu le principal actionnaire de Canal+ et d'Universal Music Group (UMG). Aïnsi, pendant que le cinéma français reste sous le choc, après que la chaîne cryptée a menacé de ne plus financer les signataires d'une tribune anti-Bolloré, la pop et le rap mondiaux sont suspendus aux accords des binious.

UMG a rejeté, vendredi 29 mai, l'offre de rachat lancée par le financier new-yorkais Bill Ackman. Le fondateur du fonds Pershing Square avait proposé, le 7 avril, de racheter le leader mondial de l'industrie musicale à travers un montage financier estimé à 55 milliards d'euros. Après un examen approfondi, le conseil d'administration a jugé que cette opération « sous-évaluait de façon significative » l'entreprise cotée à Amsterdam, mais dont le siège opérationnel est en Californie.

En réalité, le suspense avait été levé deux jours plus tôt, lors de l'assemblée générale du groupe Bolloré, quand son PDG, Cyrille Bolloré, avait assuré que la proposition de rachat d'UMG n'était « pas bénéfique ». Le fils du mil-

liardaire Vincent Bolloré avait à la fois dénoncé le prix insuffisant et le fait que « Bill Ackman et Pershing Square ne font pas une offre avec leur argent », mais finançant dans une large mesure la reprise d'UMG en augmentant l'endettement de leur cible.

Bourrée de fausses notes

Cette charge sonnait le glas du projet de Bill Ackman. Avec ses 18 % du capital d'UMG, auxquels il convient d'ajouter les quelque 10 % de Vivendi (contrôlés par Bolloré), le groupe breton a la capacité de bloquer une transaction nécessitant le feu vert des deux tiers des actionnaires. Mais si la partition de Bill Ackman était si bourrée de fausses notes, pourquoi a-t-il fallu près de deux mois pour le dénoncer ? Aux dires du financier américain, Vincent Bolloré aurait affirmé, dans un premier temps, que ce projet était une « musique à [s]es oreilles ».

C'est sans doute vrai. Le groupe Bolloré est prêt à s'alléger dans UMG, comme l'a rappelé Cyrille Bolloré. Mais pas à n'importe quel prix. Et surtout, pour quoi faire ? Depuis la vente de sa branche logistique, l'industriel breton dispose déjà d'un plantureux trésor de guerre, dont il vient de redistribuer un bon morceau à ses actionnaires – en grande partie la famille Bolloré – sous forme de dividendes. Pour les Bolloré, ce sont les opportunités d'investissement qui manquent, pas l'argent. ■

En Allemagne, des bastions en difficulté pris d'assaut par des entreprises italiennes

Des groupes italiens attaquent des secteurs sensibles tels la banque ou le ferroviaire

BERLIN - correspondance

Il y a dix ans, l'idée aurait paru presque incongrue : une banque italienne, issue d'un pays longtemps considéré comme l'un des maillons faibles de la zone euro, cherchant à prendre le contrôle d'un monument de la finance allemande fondé en 1870. C'est pourtant le bras de fer engagé par UniCredit autour de Commerzbank depuis dix-huit mois, l'allemande défendant bec et ongles son indépendance, avec le soutien de Berlin. Mais Andrea Orsel, le patron de la banque lombarde, resserre l'étau, transformant une opération bancaire a priori technique en épreuve politique pour Berlin, et en test grandeur nature de la consolidation du marché bancaire européen.

Difficile de ne pas y voir une sorte de match retour après l'épisode traumatisant de la crise de l'euro. L'Allemagne, qui expérimente aujourd'hui les failles de son modèle économique, est bien plus vulnérable aux assauts de groupes étrangers. Parmi eux, plusieurs champions italiens se montrent très actifs dans certains secteurs en perte de compétitivité, y compris quand ils sont politiquement sensibles.

La finance est l'exemple le plus frappant. L'Allemagne a longtemps cru que son système fragmenté et peu rentable – où dominent les banques coopératives, caisses d'épargne et banques ré-

Une prise de contrôle de Commerzbank par UniCredit aurait une valeur symbolique forte

gionales, très lié aux équilibres politiques locaux – restait adapté à son modèle économique industriel. Alors que les failles d'entreprises se multiplient outre-Rhin et que l'investissement privé est en berne, les limites de ce système, moins apte à financer le renouveau de l'économie, sautent aux yeux. Dans ce contexte, M. Orsel a profité d'une vente d'actions Commerzbank par l'Etat allemand en septembre 2024, pour faire monter la banque italienne au capital de la banque de Francfort, bousculant ainsi le statu quo.

Pour M. Orsel, l'opération a un air de déjà-vu. Le banquier a été l'un des acteurs centraux de la consolidation bancaire italienne, fruit de la réforme de 1990. Il est à la manœuvre quand UniCredit se constitue en 1998, à partir de la fusion de plusieurs banques, dont UniCredito et Credito Italiano. Dans les années 2000, UniCredit multiplie les rachats en Europe centrale, dont celui de l'allemande HypoVereinsbank en 2005, pour devenir l'une des banques les plus rentables et les plus internationalisées d'Europe.

« En Italie, jusqu'aux années 1990, le secteur bancaire était surnommé "la foresta pietrificata", "la forêt pétrifiée", car le système était très fragmenté, peu commercial, et proche des pouvoirs politiques locaux, comme les banques allemandes le sont restées. Il s'est ensuite réformé et s'est partielle-

ment dépolitisé, UniCredit en tête », souligne Nicolas Veron, expert des marchés financiers à l'institut Bruegel et chercheur au Peterson Institute for International Economics, à Washington.

M. Orsel justifie son offensive sur Commerzbank en expliquant que, face aux bouleversements actuels du monde, la transformation de l'Europe, en particulier dans la défense, la transition énergétique et les infrastructures, nécessite des banques plus grosses, plus efficaces, et surtout moins nationales. Aura-t-il raison de la *foresta pietrificata* allemande ? L'affaire suit son cours, mais une prise de contrôle de Commerzbank par UniCredit aurait une valeur symbolique forte, aussi bien outre-Rhin que dans une Europe qui parle d'union bancaire depuis vingt ans sans la construire concrètement.

« Enormes difficultés »

Ce mouvement se retrouve sur d'autres secteurs : à l'instar d'UniCredit, plusieurs groupes italiens profitent actuellement des opportunités laissées par les lenteurs du capitalisme allemand, accélérant ainsi de facto le renforcement du marché unique européen. Dans les transports, c'est le groupe privé Italo qui s'attaque au marché allemand sur son segment le plus prestigieux : la grande vitesse. Italo a annoncé, fin avril, son intention de faire rouler des trains à grande vitesse sur plusieurs liaisons majeures outre-Rhin, comme Munich-Berlin, faisant directement concurrence à Deutsche Bahn et à ses trains ICE.

La compagnie publique allemande est depuis des années l'objet de quolibets pour ses retards dramatiques et son service déficient. Elle va désormais devoir se confronter à l'offensive d'Italo, qui s'est même engagé à acheter

26 trains Siemens pour 3,6 milliards d'euros, à partir de 2028.

Dans les médias, le groupe italien MediaForEurope (MFE), contrôlé par la famille Berlusconi, a pris à l'automne 2025 le contrôle de la chaîne de télévision privée ProSiebenSat.1, dont le siège est à Munich (Bavière). Le groupe allemand, jadis grand nom des médias, avait raté la marche du streaming, restant dépendant des programmes linéaires et d'un marché publicitaire en déclin. MFE, également présent en Espagne, ambitionne de devenir une grande plateforme européenne, capable de concurrencer les américaines.

Dans les infrastructures, le très emblématique port de Hambourg s'est résolu à faire appel à un investisseur étranger pour contrer la concurrence. La ville de Hambourg a cédé, fin 2024, 49,9 % de la société Hamburger Hafen und Logistik AG, qui gère les terminaux-clés du port, à l'armateur italo-suisse MSC. Cette transaction, qui garantit un volume minimal de trafic, est une réponse à la pression croissante de Rotterdam (Pays-Bas) et d'Anvers-Bruges (Belgique), deux ports mieux positionnés sur certains flux internationaux et offensifs dans les investissements logistiques.

« Les Italiens, comme les Espagnols, ont traversé d'énormes difficultés pendant et après la crise de l'euro, qui les ont contraints à mener d'importantes réformes. Beaucoup d'entreprises ont dû assainir leur bilan et réduire leurs coûts, rappelle l'économiste Guntram Wolff, professeur à l'Université libre de Bruxelles. Les Allemands ont longtemps souri face à ce Sud réputé faible. On assiste, je crois, à un retournement : des entreprises sud-européennes solides qui défient une Allemagne qui peine, elle, à engager ses propres réformes. » ■

CÉCILE BOUTELET

Le Monde | Boutique

M × BRIGITTE TANAKA

présentent

LE SAC ORGANZA

imaginé par la direction artistique de M le magazine du Monde

Brigitte Tanaka est un duo franco-japonais de designers composé de Brigitte Giraudi et Chieko Tanaka.

Leur travail de création est centré sur le détournement d'objets quotidiens transposés en accessoires de mode.



À retrouver sur boutique.lemonde.fr



Sac brodé
100% organza
Format 38 x 28 cm
38 €

La « résilience » de la croissance française semble toucher à ses limites

Le produit intérieur brut du premier trimestre a été révisé à -0,1%. Plusieurs facteurs suggèrent une dégradation de la conjoncture

Une douche froide. L'évolution de l'économie française au premier trimestre, déjà décevante dans les premières estimations publiées le 30 avril (0,0 %) est révisée à la baisse, à -0,1 %, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vendredi 29 mai. Cela semble indiquer que la « résilience » de la croissance, saluée à moultes reprises par les politiques et les économistes depuis la pandémie de Covid-19, commence à atteindre ses limites, tandis que l'inflation continue sur sa lancée. De 2,2 % en avril, la hausse des prix atteint désormais 2,4 %, indique l'Insee. En février, avant le début de la guerre au Moyen-Orient, elle était de 1 %.

La révision du produit intérieur brut (PIB) à la baisse constitue « une mauvaise surprise », admet Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'Insee, mais ne préfigure pas pour autant une amorce de récession, explique-t-il. Certains éléments qui ont tiré l'activité vers le bas, comme les mauvais indicateurs du secteur de la construction ou de la rénovation des logements, peuvent être ponctuels. « La croissance affiche un repli au premier trimestre, à -0,1 %, sous l'effet de plusieurs vents contraires conjoncturels et de l'adoption tardive du budget,

qui a pu entraîner une forme d'atentisme chez certains acteurs économiques », a réagi le ministre de l'économie, Roland Lescure, dans un communiqué. « Le gouvernement reste vigilant, sans céder à l'alarmisme », conclut-il.

Certains facteurs, cependant, ne plaident pas en faveur d'un accident. C'est le cas de la consommation des ménages, principale responsable de la révision à la baisse de la croissance. En repli de 0,2 % au premier trimestre, elle recule plus qu'anticipé. Les achats de biens, ce qui inclut les carburants et l'énergie, reculent (-0,7 %), tandis que la consommation de services reste faiblement positive (+0,2 %) Mais l'hébergement-restauration, notamment, commence à souffrir de la prudence des Français, dont le taux d'épargne est reparti à la hausse.

« Cela va peser sur le déficit »

Cette réticence à consommer, dans un contexte de reprise de l'inflation, s'est même accentuée en avril : la consommation a baissé de 0,5 %, toujours selon les indicateurs publiés par l'Insee. Ce chiffre, s'il se confirme ou s'amplifie, aura un impact sur la croissance au deuxième trimestre. D'autant que l'investissement des entreprises est orienté à la baisse, de 0,6 %, particulièrement dans le

secteur de la construction (-1,7 %), et que les taux de marge commencent à souffrir. « La dynamique de la demande privée – la consommation et l'investissement – est clairement en recul, observe Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode. Or, c'est le premier moteur durable de la croissance. Il reste toujours un soutien, qui est la consommation publique, mais cela va peser sur le déficit. »

Quant au chiffre de l'inflation, il ne constitue pas réellement une surprise. Il est tiré par l'envolée des prix de l'énergie, qui bondissent de 16,8 % sur douze mois en mai, contre 14,3 % en avril. « A ce stade, le choc énergétique ne s'est pas diffusé au reste de l'économie », estime Sylvain Bersinger, du cabinet Bersingeco : la hausse des prix alimentaires est restée contenue à 1,2 % en mai et les prix des produits manufacturés sont plutôt orientés à la baisse (-0,7 %), argumente-t-il. Les prix des services sont en hausse de 2 %. Selon Marie Leclair, cheffe du département des comptes nationaux à l'Insee, en dépit de la reprise de l'inflation, « le pouvoir d'achat est resté stable au premier trimestre » : la hausse du revenu disponible a compensé celle des prix, qui n'a pesé que sur mars, la guerre ayant démarré le 28 février. ■

BÉATRICE MADELINE

SAINT-NAZAIRE (LOIRE-ATLANTIQUE) - envoyée spéciale

Depuis le haut de l'immeuble qui abrite la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), la vue n'a rien de bucolique. Certes, au loin, les marais apportent une touche nature. Mais ce qui saisit le regard, ce sont, à quelques coups d'aile de la tour, les 110 hectares ponctués de plusieurs bassins des Chantiers de l'Atlantique. Une énorme emprise, d'où émerge, entre hangars, empiement de tôles d'acier – la matière première des navires –, bâtiments et portiques, la silhouette massive de plusieurs géants des mers en construction, comme le MSC *World-Asia*, haut comme un immeuble, qui pourra transporter quelque 6800 passagers et 2200 membres d'équipage.

Le site est dimensionné pour fabriquer jusqu'à huit navires simultanément. Une ruche, où travaillent jusqu'à 4500 salariés, auxquels peuvent s'ajouter 5500 sous-traitants. Bientôt, une nouvelle usine complètera le site. Les grues, les portiques et les immeubles obstruent en partie la vue sur les deux usines Airbus Atlantic, situées juste derrière, mais dont on devine la présence grâce au passage du Beluga, l'aviion-cargo qui transporte des pièces des futurs appareils et qui traverse le ciel plusieurs fois par jour, attestant de l'intense activité industrielle du bassin nazairien.

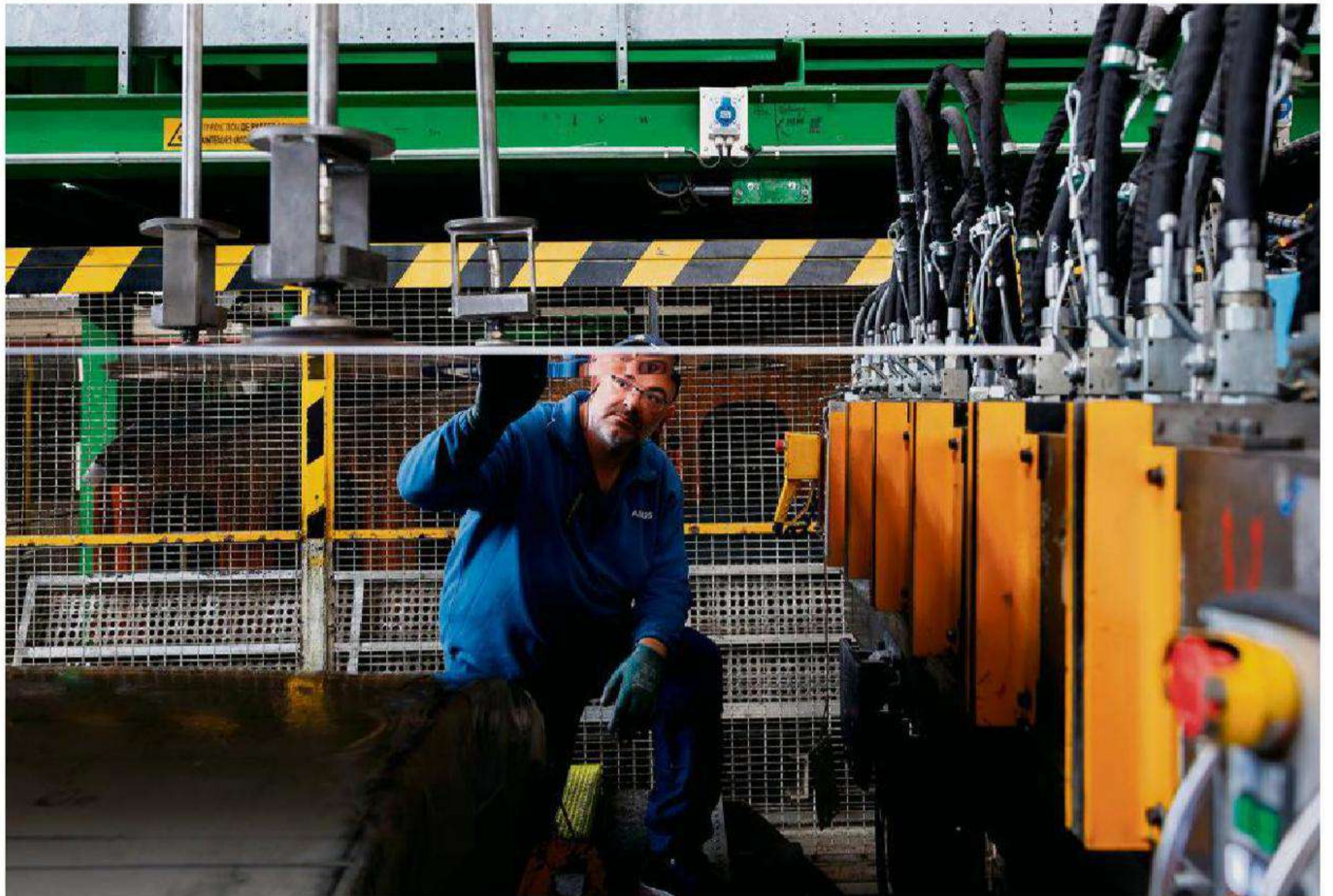
Un tableau presque anachronique dans une France minée par la désindustrialisation, qui plus est dans ce bassin en bordure d'estuaire qui a failli sombrer. « Si c'est toi le prochain maire, tu vas devoir gérer des friches industrielles », avait lancé, en 2012, Joël Batteux, qui s'approchait alors de la fin de ses trois décennies de mandat municipal (1983-2014), à David Samzun (Parti socialiste), son adjoint à l'urbanisme de l'époque, aujourd'hui premier édile.

M. Samzun sourit aujourd'hui en se remémorant cet augure. En mal de commandes, les chantiers navals sont passés de main en main dans les années 1980, menaçant faillite régulièrement, jusqu'à la reprise en 2018 par l'Agence des participations de l'Etat, qui en possède aujourd'hui 84,34 %, au côté de Naval Group, qui détient 11,67 %. Le taux de chômage sur le bassin d'emploi a atteint 23 % les pires années. Il est aujourd'hui de 6,1 %, inférieur à la moyenne française, qui vient de dépasser, en avril, le cap des 8 % de la population active.

Le bassin compte aujourd'hui quelque 320 usines sur son territoire, et plus de 30 000 personnes y travaillent dans le secteur productif, qui représente 12,7 % des emplois. C'est bien simple : à l'agence France Travail de Trignac, entre Saint-Nazaire et Montoir-de-Bretagne, « tous les demandeurs d'emploi, quels que soient leurs profils, hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes, se voient proposer un parcours dans l'industrie », explique Audrey Josse, la directrice.

L'histoire industrielle de Saint-Nazaire est intimement liée aux révolutions industrielles et technologiques. Cet avant-port de Nantes, créé au milieu du XIX^e siècle pour accueillir les navires destinés à transporter des dizaines de

Les Chantiers de l'Atlantique ont amorcé une diversification vers la construction de sous-stations pour les éoliennes en mer



Sur le site de production d'Airbus Atlantic, le 31 mars, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). THOMAS LOUPRE/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

A Saint-Nazaire, le pari gagnant de l'industrie

Quelque 320 usines, qui emploient plus de 30 000 personnes, sont installées dans le bassin industriel. Constructions navale et aéronautique tirent les carnets de commandes

milliers d'Européens avides de découvrir l'Amérique, a amorcé son déclin quand l'avion, plus rapide, et dont l'usage s'est largement démocratisé, a remplacé les grands paquebots pour traverser les mers.

RENAISSANCE DE LA VILLE

Mais la ville est parvenue à opérer un virage vers des industries plus porteuses. La sortie majestueuse, le 2 mai, de l'*Orient-Express-Corinthian*, le plus grand paquebot à voiles jamais construit – et l'un des plus avancés en matière de décarbonation –, démontre avec éclat que les Chantiers de l'Atlantique ont su prendre la vague du marché de la croisière, devenue bien plus puissante que celle du bateau de transport.

Et ce n'est pas un hasard si Airbus, devenu leader mondial de l'aéronautique devant l'américain Boeing, a implanté deux usines sur le bassin : la première, celle de Saint-Nazaire, est installée sur le site même où les Chantiers de l'Atlantique avaient créé en 1923 une petite fabrique d'hydravions, complément utile alors à l'activité de construction de paquebots transatlantiques. Sur ce premier site, Airbus Atlantic fabrique des « pièces élémentaires » – essentiellement des tôles diversement pliées qui serviront ensuite à monter carlingues, cockpits et autres morceaux des avions, ainsi que de la tuyauterie.

L'usine de Montoir-de-Bretagne, voisine, et qui s'étend sur 75 hectares, grande comme un aéroport, procède à l'assemblage de parties entières des appareils, qui seront ensuite acheminées – à bord du

Beluga, notamment – vers Toulouse, la Chine ou les Etats-Unis, où les avions seront définitivement assemblés avant livraison aux compagnies aériennes.

L'un des pôles de développement est celui des énergies renouvelables. Nantes Saint-Nazaire Port a contribué au déploiement du premier parc éolien français, situé au large de la ville et qui compte 80 mâts, puis au parc de Yeu-Noirmoutier. Le projet de construction d'une plateforme d'assemblage d'éoliennes, baptisé « Eole », est en cours.

Cette plateforme permettra aussi de stocker les composants, faisant du port de Saint-Nazaire un acteur majeur de la filière éolienne sur la façade atlantique. Parallèlement, plusieurs entreprises fabriquent des pièces pour les futurs réacteurs nucléaires EPR2 ou travaillent sur la maintenance des centrales existantes. Des industries qui drainent des dizaines de sous-traitants et de fournisseurs.

La renaissance de la ville n'est pas seulement le résultat d'un alignement des astres, entre l'explosion du trafic aérien, qui fait tourner les avionneurs à plein régime, et l'essor de la croisière. C'est aussi le fruit d'un pari et d'une stratégie. Le pari, c'est celui des Chantiers de l'Atlantique, qui ont su investir au creux de la vague dans des portiques géants. Le plus grand, baptisé « Très Haut Portique », culmine à 85 mètres de haut et peut soulever jusqu'à 1050 tonnes, permettant ainsi d'accueillir des bateaux gargantuesques.

Un investissement de 35 millions d'euros, ultrarisqué pour

une entreprise en difficulté. « C'est ce portique qui a permis de faire venir les commandes », relève aujourd'hui M. Samzun. Grâce à ses équipements et à son savoir-faire, l'entreprise française se partage aujourd'hui 90 % du marché de la croisière avec l'allemand Meyer Turku et l'italien Fincantieri, répondant aux commandes des MSC, Costa, Carnival, Ponant et autres croisiéristes européens, américains ou asiatiques.

« L'année dernière, on a livré quatre bateaux, c'est inédit », se félicite Béatrice Gouriou, directrice des ressources humaines de l'entreprise. L'avenir semble assuré grâce à « un carnet de commandes qui représente une décennie de travail », poursuit-elle. Car Saint-Nazaire profite aussi de la frénésie de réarmement qui s'est emparée de l'Europe. Le futur porte-avions *France-Libre* y sera construit dès 2031, de la découpe des premières tôles aux finitions, avant de rallier Toulon, où sera effectué son armement militaire.

Et dans l'hypothèse où le marché de la croisière, comme celui des transatlantiques en son temps, s'étiolerait, les Chantiers de l'Atlantique ont amorcé une diversification vers la construction de sous-stations pour les éoliennes en mer, qui représente aujourd'hui 10 % de l'activité et complète la filière.

La stratégie qui a pu mener à la renaissance industrielle de la ville procède aussi d'un jeu collectif. « En 2012, 12 chefs d'entreprise, tous sous-traitants de STX [l'un des anciens noms des chantiers navals] et qui étaient "monomarché", se

Le taux de chômage sur le bassin d'emploi a atteint 23 % les pires années. Il est aujourd'hui de 6,1 %

sont réunis pour survivre », se remémore Christophe Delâtre, directeur général de ce réseau d'entreprises, Neopolia. Cet « ovni dans le paysage industriel français, voire européen » a pour objectif de réunir différents acteurs pour répondre à des appels d'offres auxquels ils ne pourraient accéder seuls. « Cela permet de monter un schéma industriel, une offre commerciale, un cadre juridique, une amorce de financement, et de négocier avec le client final », décrit M. Delâtre.

Grâce à Neopolia, un groupement d'entreprises nazairiennes a pu décrocher en 2012 le contrat de construction d'un bateau fluvial pour CroisiEurope, ou encore emporter le marché des voitures-bars pour les rames SNCF d'Alstom. Un système vertueux. « Aujourd'hui, sur le bassin, on s'entraide tous », poursuit M. Delâtre. On a des gens qui savent et aiment travailler ensemble, et quand on a un sous-traitant ou un prestataire à 3 kilomètres plutôt qu'à l'autre bout du monde, c'est toujours plus facile d'intervenir en cas de problème : dans l'industrie, le premier risque, c'est la rupture des chaînes. »

Comme le reste du pays, Saint-Nazaire n'échappe pas au ralentissement conjoncturel, qui s'est traduit par nombre de fermetures de commerces ou de petites entreprises. Mais la difficulté de trouver de la main-d'œuvre pour l'industrie demeure, et chacun y va de son événement pour attirer jeunes et moins jeunes dans les usines. Airbus Atlantic Saint-Nazaire organise des « aérodates » pour séduire de futurs ouvriers ; les Chantiers de l'Atlantique ont créé depuis sept ans leur propre école de production ; France Travail ne ménage pas ses efforts pour faire découvrir aux demandeurs d'emploi les métiers de l'industrie.

AFFLUX DÉMOGRAPHIQUE

« Il y a une saine compétition, une émulation sur l'ensemble des bassins d'activité pour recruter », observe Florence Olivier, directrice de l'usine Airbus Atlantic de Saint-Nazaire. Certains métiers sont spécifiques à l'aéronautique, comme ajusteur-monteur, mais d'autres métiers, comme les chaudronniers ou les soudeurs, sont recherchés par toutes les entreprises. Le tout n'est pas de les trouver ou de les former : encore faut-il qu'ils puissent vivre sur place. « L'un des freins au recrutement, c'est la question du logement », déplore Catherine Adnot, directrice générale de France Travail Pays de Loire.

Prise entre estuaire de la Loire et marais, voisine des villes touristiques de Pornichet et de La Baule, Saint-Nazaire n'a plus de foncier disponible pour construire. Les prix de l'immobilier, contre toute attente dans cette ville autrefois sinistrée, s'en ressentent : ils ont progressé d'environ 15 % sur les cinq dernières années.

La construction du porte-avions et l'essor industriel vont créer un nouvel afflux démographique. « D'ici à 2050, nous devrions accueillir 170 000 personnes de plus », s'inquiète Yann Trichard, président de la CCI Nantes - Saint-Nazaire, qui étudie notamment la possibilité de construire sur des terrains autrefois réservés aux activités économiques. Loin, très loin des sombres prédictions de Joël Batteux. ■

BÉATRICE MADELINE



En kiosque



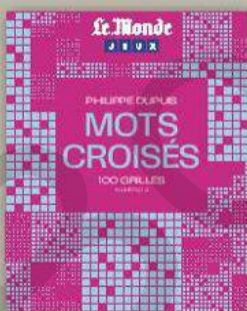
Hors-série



Hors-série



Hors-série

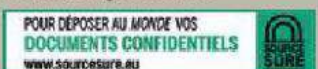


Magazine numéro 14

Nos services Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Saint-Malo. La Réunion. Nantes. Paris.

Chantal Lefort-Bénéjam, son épouse,
Valérie Bénéjam, sa fille,
Jacqueline Bénéjam, sa sœur,
leurs enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre BÉNÉJAM, professeur des Universités, ancien recteur des Académies de la Réunion et de Nantes, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre des Palmes académiques, survenu le vendredi 22 mai 2026, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La messe sera célébrée le mercredi 3 juin, à 14 h 30, en l'église de Rothéneuf, suivie de l'inhumation, le jeudi 4 juin, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

La famille remercie le personnel soignant et médical, ses auxiliaires de vie, Diane en particulier.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Hélène Roman, sa fille
Et toute sa famille, en communion avec son épouse, Gisèle Carette (†),

ont le chagrin de faire part du décès de

Michel CARETTE, lecteur assidu du Monde pendant soixante-cinq ans.

Michel nous a quittés le lundi 25 mai 2026, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

<https://lamaisondesobseques.fr/avis-deces/955270>

Le Pecq (Yvelines).

Véronique, Marie-Laure et Gilles, ses enfants et leurs conjoints,
Elliott, Lola, Léah, Eva, Pauline et Nathan, ses petits-enfants et leurs conjoints,
Ava et Abel, ses arrière-petits-enfants, Jacqueline, sa sœur,
François, Philippe et Olivier, ses neveux et leurs familles,
Charles, son frère,
Evelyne, sa belle-sœur,
Delphine et Alexandra, ses nièces et leurs familles,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Colette CAYATTE, née NAWAWI,

survenu le 27 mai 2026, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Nous nous sommes réunis ce lundi 1^{er} juin, à 10 heures, au cimetière parisien de Pantin pour lui dire un dernier adieu.

Ni fleurs ni couronnes.

Pierrette, son épouse,
Xavier et David, Guillaume et Ève, ses enfants,
Pierre, Raphaël et Marc, ses petits-enfants,
Thérèse et Henry, sa belle-sœur et son beau-frère
Et l'ensemble de sa famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Julien GABAIX,

survenu le 22 mai 2026, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique Notre-Dame de Boulogne, le 2 juin, à 14 h 30.

Le docteur Nacer Harize, son époux,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Josette HARIZE, née LEYRAT,

survenu le 27 mai 2026, à Toulouse.

L'inhumation a eu lieu ce lundi 1^{er} juin, à 15 heures, au cimetière de Lardenne.

Paris.

Anna et Leif, Marie et Ryan, Caspar et Karuna, ses enfants et leurs conjoints,
Léon, Carl, Kurt, Rosa, Zoé, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christine MUSCHALEK, née FAYOLLE,

le 21 mai 2026, à Paris.

La cérémonie d'adieu aura lieu le 13 juin, à 10 heures, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Martine Sordel, son épouse,
Catherine et François Guérif, sa sœur et son beau-frère,
Benjamin Guérif, Julien et Evelyne Guérif, ses neveux,
Isabelle Sordel et Francis Benarroch, Christine Gey, Yves Gey, ses belles-sœurs et beaux-frères et leurs enfants,
Richard et Jeanine Bocci, Luc, Florence, Mathilde, Thomas et Baptiste Vidal, ses proches,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-François NAUDON, monteur de films et cinéphilie,

survenu le 24 mai 2026.

martinesordel@gmail.com

Nantes. Paris.

Maryvonne Parnet, sa femme,
Yvon Parnet, son frère,
Ses neveux et nièces
Et Anne Delmas,

ont l'immense peine de faire part du décès de

Gabriel PARNET,

survenu le mardi 26 mai 2026, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas de Nantes.

Gabriel repose au funérarium, 9, chemin de la Justice, à Nantes (Loire-Atlantique).

Selon ses volontés, ses cendres seront dispersées à Lans, commune de Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Bruno, Denis et Laurent Podalydès, leurs compagnes, Anne-Françoise, Leslie et Julie,
Jean, Nino, Georges, Suzanne et Arthur, ses petits-enfants,
Christine Huber, sa sœur,
Olivier Ruat, son frère,
leurs conjoint.e.s et leurs enfants,
Jean-Claude Podalydès, le père de ses enfants
Et toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 26 mai 2026, de

Francine PODALYDÈS, professeur d'anglais dans l'Éducation nationale.

Quatre-vingt-douze années de gentillesse, d'écoute et de chansons.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame de Versailles, le mardi 2 juin, à 14 h 30.

Julien et Florence Reinauld, son fils et sa belle-fille,
Arthur et Clémence, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Claude REINAULD,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie se déroulera le jeudi 4 juin 2026, à 14 h 30, en la salle Mauméjean du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20^e, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

claudereinauld@gmail.com

M^{me} Chantal de Truchis, Ses enfants et leurs enfants,
Ses beaux-enfants et leurs enfants,
Et toute la famille,

font part du décès de

Hervé de TRUCHIS,

survenu le 24 mai 2026, à Toulon (Var).

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Laurent d'Ollioules (Var), le mardi 2 juin, à 10 heures.

La famille remercie très sincèrement toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaire de décès

In memoriam.

Virgile KURI,

26 mars 1997 - 2 juin 2021.

« Frère et fils chéri,
Cinq années sans toi, notre Virgile chéri.
Cinq années de peine infinie... »

Souvenirs

Il y a dix ans, le 30 mai 2016,

M. Iradj CHAMPS

nous quittait.

Il est décédé à Pékin (Chine).

Zorica, Nathalie et Emilie
Et tant d'autres qui l'ont aimé,
se souviennent.

« He was a man, take him for all in all,
I shall not look upon his like again »
(Shakespeare)
and yet he always remains
with us all.

« Il était un homme, à tous égards,
Jamais je ne reverrai son pareil »
et pourtant il reste toujours
avec nous tous.

Nicolas

chéri,
1^{er} novembre 1978 - 2 juin 2006.

Cela fait vingt ans que ta présence nous manque toujours autant. Tu es toujours auprès de nous et le seras toujours.

Nicolas darling,

It's 20 years now, and we miss you just as much. You are still in our hearts and will always be.

Alain, Anne, Alix.

Hommage

Déjà quarante jours que nous a quittés

M^e Najet ABED BENSMAIL, un des premiers avocats au barreau d'Alger, mère et épouse exceptionnelle et chérie.

Sa bonté, sa générosité, son sens de la famille, son érudition, sa classe et son raffinement nous illuminent à jamais.

Pensée, hommage, le mardi 2 juin 2026, en son domicile.

Hocine Abed, son époux,
Yasmine, sa fille.

Appel à dons

Soutenez **Jeunes Talents Association RUP**
Ses missions : faciliter l'insertion des jeunes musiciens.
Son ambition : L'Élitisme pour tous les publics
www.jeunes-talents.org
Votre don IFI à notre Fondation est déductible.
Merci.



Le Monde

Abonnement

Quotidien + numérique

1 284,40€ (prix de vente au numéro) **317€** pour 1 an

En cadeau
Le sac à dos Le Monde

INCLUS DANS L'ABONNEMENT



→ Le journal et ses suppléments livrés chez vous toute la semaine
→ Tous les contenus numériques sur le site et les applications

Abonnez-vous en ligne : abo.lemonde.fr/MQIS

Bulletin d'abonnement

261EMQAD1ASAD

à compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9.

Je m'abonne à l'offre Quotidien + numérique du Monde pendant 1 an pour 317€, au lieu de 1 284,40€ (prix de vente au numéro).

6 quotidiens et les suppléments thématiques

+ M le magazine du Monde

+ Tous les contenus du Monde sur le site et les applications

+ Les archives du Monde depuis 1944

+ L'application La Matinale du Monde

M. Mme

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Email : _____

Je souhaite recevoir les actualités, les nouveautés et les offres du Monde

Je souhaite recevoir les offres des partenaires du Monde

Tel : _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67, AVENUE PIERRE-MÉNÈS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 450 891 860 RCS Paris. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2025. Expédition de la première issue 3 à 4 semaines à réception de votre règlement, dans la limite des stocks disponibles. Les conditions applicables à l'abonnement sont consultables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/faq>. En retournant ce formulaire, vous consentez à ce que la Société Editrice du Monde, responsable de traitement, traite vos données collectées lors de l'utilisation de ses services pour les finalités suivantes : (i) activation et gestion de votre compte, information sur les avantages et services associés, (ii) sous réserve de finalisation de votre achat, gestion de votre contrat, (iii) amélioration des services et de votre expérience utilisateur, (iv) actions marketing par voie numérique sur ses produits et services et/ou sous de ses partenaires, sous réserve de votre consentement, (v) suivi opposition de votre part, actions marketing par voie postale sur ses produits et services et/ou sous de ses partenaires et (vi) toute autre action marketing autorisée par la loi. Pour vous opposer aux actions marketing par voie postale du Monde, cocher cette case de ses partenaires, cocher cette case Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements) consultez notre Politique de confidentialité ou contactez notre DPO (dp@lemonde.fr). En cas de réclamation : www.cnil.fr. Si vous offrez un abonnement, assurez-vous que la personne concernée accepte que ses données soient collectées aux fins mentionnées ci-dessus.

Ne pas jeter sur la voie publique.



L'arrivée du pèlerinage à Chartres, le 25 mai. ARNAUD HEBERT/REA

Les nouveaux venus du « pélé » de Chartres

Vingt mille catholiques « tradi », politiquement très à droite, ont participé au pèlerinage, ralliant la préfecture de l'Eure-et-Loir lors du week-end de la Pentecôte

REPORTAGE

Dans le raidillon qui grimpe au milieu des bois, l'humidité et la chaleur coupent un peu les jambes. Les visages ruissellent, les pieds dérapent dans la boue. Pleine d'allant au départ de Choisel (Yvelines), au sud de Paris, il y a une poignée d'heures, la marche des pèlerins, samedi 23 mai, ralentit le rythme. Voici venu le moment d'entamer un Je vous salue Marie, qui résonne sous la futaie. Ce ne sera pas le dernier. Dans le pèlerinage catholique « tradi » (pour traditionaliste) de Chartres, qui se tient à la Pentecôte depuis 1983, on vient en partie pour cela. L'effort, la « spi » (spiritualité), une certaine communauté, aussi, y compris d'idées et de pratiques religieuses. Il y a du grégorien et du latin pendant la messe, des confessions à la volée dans les chemins, de la dentelle liturgique et des prêtres aux soutanes noires ajustées. Et, au-dessus de tout cela, un engouement qui explose depuis la pandémie de Covid-19.

A l'orée de ces trois jours, le « chapitre » (groupe constitué pour le pèlerinage et qui se retrouve d'année en année) Notre-Dame d'Orient et d'Occident sort enfin du bois et traverse des champs, encadré entre une croix, et une bannière tenue par Cyprien (qui n'a pas donné son nom, comme toutes les personnes citées par leur prénom), nouveau converti à sandales. Il faut serrer au milieu, hâter le pas. Il y a une vaste foule à faire marcher sur les chemins, sur plusieurs itinéraires, pour arriver en bon ordre à Chartres. Parmi la soixantaine de personnes du chapitre Orient Occident, on entend à présent des chants et prières en arabe ou en araméen. La formation qui ouvre la « colonne » (longue file de pèlerins) est composée, pour moitié, de chrétiens d'Orient – catholiques chaldéens, syriaques ou melkites –, originaires d'Irak, de Syrie ou du Liban, notamment.

La cathédrale gothique est encore loin, à deux jours et demi de marche, au terme d'environ 100 kilomètres à pied pour le plus grand nombre, des distances moindres pour ceux qui ne s'en sentent pas la force. Le long des chemins, de longues lignes se forment, avec drapeaux et oriflammes à fleurs de lys et

Sacré-Cœur. Les pèlerins sont encadrés par l'organisation traditionaliste Notre-Dame de chrétienté, adepte de la messe selon le rite tridentin. Codifiée au terme du concile de Trente, en 1563, cette liturgie d'avant les réformes de Vatican II, dans les années 1960, inclut, entre autres, le chant grégorien, l'usage du latin, des prières en silence, ainsi que des prêtres officiant tournés vers l'est. Ce ne sont pas les seuls particularismes mais, en dépit de restrictions introduites par le pape François (1936-2025) en 2021, la messe tridentine demeure autorisée par Rome, et constitue un point d'ancrage de la foi « tradi » comme du pèlerinage de Chartres.

Parmi les marcheurs qui vont cheminer, prier, chanter, manger, dormir côte à côte tout au long de ces trois journées, se trouvent de vieux routiers des « pélé » (pèlerinages) mais aussi des nouveaux venus, qui représentent un tiers des participants. Il y a, par exemple, François, début de vingtaine, qui a pu fuir les persécutions des djihadistes à Alep, en Syrie, pour arriver pendant l'adolescence au Canada, découvrant « un pays où non seulement personne ne va à la messe, mais où la plupart des gens à l'école disent ne pas croire en Dieu ». Aujourd'hui, sur le chemin de Chartres, le voilà plongé dans une foi qui claqua au vent. Cela lui procure une joie en forme de retrouvailles.

« CELA ME RAPPELLE LES CHOSES SIMPLES » Quant au rite, il n'est pas à cheval sur les détails, naviguant au sein du catholicisme sans idées arrêtées. « Je suis allé à Rome pour le Jubilé en 2025, aux JM [Journées mondiales de la jeunesse] au Portugal [en 2023], ça m'a fait un bien fou de retrouver des gens comme moi ! Mais là, Chartres, c'est le pèlerinage topissime, à faire à tout prix », s'enthousiasme-t-il. Dans le langage de ce milieu, François est « bi », passant sans difficulté de la messe en français à celle en latin. A ses côtés, une jeune femme avance à grands pas, joues en feu. D'origine russe, elle s'est convertie « seule, par attirance intellectuelle » pour le catholicisme, et affirme que « le pèlerinage, c'est parfait pour sortir de la dimension cérébrale » de la religion. Le reste de l'année, elle dit se garder farouchement d'évoquer sa pratique religieuse « tradi » sur son lieu de travail, dans

une université près de Paris, « où tout le monde pense que la religion, c'est l'horreur ».

Tout le monde n'a pas ces craintes. Natacha, la cinquantaine, avance en boitant. Elle raconte avec volubilité ses pèlerinages. Et 2022, par exemple, fut l'année du déluge de pluie sur la plaine de Beauce, « l'eau qui montait aux genoux dans le bivouac, les bonnes sœurs qui se changeaient derrière les bottes de paille, c'était génial ». Cette année « mythique », elle en est sûre, a contribué au nouvel engouement pour Chartres. Il y a aussi eu 2020, l'année du Covid-19 et du confinement. Germe l'idée de faire un « pélé » plus petit, vers la basilique Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Voilà un groupe de cathos « tradi » avec leurs bannières dans les rues de Saint-Denis.

Hind, elle, avance avec un autre passé en tête. La trentenaire a grandi en Irak, dans la phase de la première guerre civile et de ses multiples violences. Puis vint la Toussaint 2010, et l'attentat d'Al-Qaida contre la cathédrale catholique syriaque Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, à Bagdad. Il y eut près de 50 morts, des dizaines de blessés, dont sa sœur, évacuée et soignée en France, qu'elle va alors accompagner. Le changement de vie est radical. Fini, la « peur omniprésente ». Fini, aussi, la communauté soudée. Elle s'en accommode, parle un français parfait, s'épanouit dans un cabinet d'avocats, vient de terminer un semi-marathon. Chartres, c'est un peu une façon de conjuguer plusieurs facettes de son existence, sans engagement excessif, en s'amusant de s'exposer à ces quelques menus désagréments, chaleur et fatigue : « C'est bien, cela me rappelle des choses simples. Que l'eau fraîche, ou une douche, c'est tellement bon, par exemple. »

Voici les premiers champs de blé. La céréale reine des plaines de Beauce est un peu l'emblème politique de ce pèlerinage ancien que faisait déjà – pieds nus – Saint Louis, au XIII^e siècle, et qu'a ranimé Charles Péguy. L'écrivain et journaliste inclassable, récupéré (avec quelque raison) par l'extrême droite, avait migré du socialisme au catholicisme avec la même soif d'absolu. A la suite d'un vœu, il entreprend en 1912 de relier à pied les « deux fleches », celle de Notre-Dame, à Paris, et celle de Chartres. Dans la foulée, il écrit *La Route de Chartres*, poème d'un lyrisme éche-

velé qui, afin de tutoyer le sublime, exalte la mystique de la terre à blé beauceronne, le peuple éternel de France, sur fond de détestation de la modernité.

Cet univers sémiologique, qui avait pris un coup de vieux après la seconde guerre mondiale, a été récupéré en 1983 par un groupe de catholiques traditionalistes réunis autour de Bernard Antony, pilier de leur tendance spirituelle et politique au sein du Front national (désormais Rassemblement national), alors dirigé par Jean-Marie Le Pen. Péguy était dreyfusard, vomissait l'antisémitisme et les idées de Charles Maurras, source d'inspiration des royalistes de l'Action française. On n'en dirait pas autant de ses successeurs des années 1980, tant s'en faut. Le « pélé » ressuscité devient alors un rendez-vous de la sphère « tradi », très à droite, très fermé sur lui-même. Cela bougera par petites touches, notamment lorsque l'actuelle organisation du pèlerinage, l'association Notre-Dame de chrétienté, en prendra la direction, en 1993. Le ton est plus ouvert, même si les fondamentaux restent les mêmes.

Cependant, quelque chose d'imprévu s'est passé. Le nombre de participants, parti de quelques milliers dans les années 1980, restait encore sous les 10 000 vingt ans plus tard, avant de s'envoler après 2020, et d'atteindre donc, cette année, 20 000 personnes, le double d'il y a dix ans. Un record atteint peu de temps après l'ouverture des inscriptions, fin mars, selon les organisateurs. Il a fallu refuser du monde, pour des raisons d'autorisation administrative.

EXTASE DES MÉDIAS BOLLORÉ

Dans la galaxie des médias Bolloré, c'est l'extase. Depuis l'année dernière, CNews diffuse en direct la messe tridentine, en latin, du dimanche de Pentecôte. Les radios, les journaux sont mobilisés pour évoquer l'événement comme s'il s'agissait d'un tournant de civilisation.

Il n'est pas si facile de saisir avec précision l'étendue des raisons de l'engouement pour le pèlerinage. S'inscrit-il dans un attrait neuf pour le catholicisme « tradi », avec ses règles strictes mais structurantes, ses rituels qui se démarquent ? Ou l'événement agit-il comme un aimant à futurs chrétiens qui s'ignorent encore ? Selon une étude réalisée par les organisateurs, la clé du succès réside dans un retour aux pratiques religieuses chez les jeunes catholiques. Selon leurs conclusions, fondées sur un questionnaire auquel plus de 4 000 participants ont répondu après l'édition de 2025, la moyenne d'âge des pèlerins se situe autour de 22 ans ; 89 % d'entre eux sont des pratiquants catholiques réguliers, et 46 % de l'échantillon déclare assister à plusieurs messes par semaine.

Le portrait des pèlerins types, selon les conclusions de Notre-Dame de chrétienté, dessine des individus « très solidement pratiquants et engagés », affirmant être « attachés à la liturgie traditionnelle ». L'augmentation des effectifs, selon l'étude, s'inscrit dans une « vague générationnelle de jeunes en quête de sens, de soin et de fraternité », mais établit aussi, donc, que c'est dans l'univers « tradi » et associés que continuent d'être recrutés les nouveaux venus. On est donc encore loin d'assister à un phénomène comparable à celui qui a transformé le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle en vaste mouvement impliquant chaque année un demi-million de personnes aux motifs variés, incluant le fait de goûter aux joies d'une randonnée exigeante.

Tout de même, lors de la messe en plein air du samedi à Choisel, point de départ de la colonne « familles », chaque chapitre serré dans son carré délimité par des piquets devant l'autel, l'effet de foule est flagrant. On peine à s'asseoir sur l'herbe. Lors des genuflexions, les jambes s'emmêlent. Le prêtre explique les différentes phases pour les débutants, comme il détaille aussi les conditions de la communion tridentine (à genoux, hostie reçue sur la langue). A ceux qui ne seraient pas au clair, peut-être, le prêtre lance un avertissement, d'un ton sévère : « On n'est pas là pour passer un bon moment entre amis ! »

Le « pélé » demeure ancré dans un milieu qui n'est pas extensible à l'infini. Révélatrice, par exemple, est l'absence criante de pèlerins noirs, alors que les fidèles et les prêtres d'origine africaine, on le sait, évitent à bien des églises françaises de se vider. Bernard se souvient de ses premiers départs de Paris, il y a plus de vingt ans, après la messe, quand le cortège se prenait des « seaux d'eau depuis les fenêtres ». Un temps révolu. « Il y a eu un point de bascule, je crois. Les gens ont fini par comprendre que nous étions devenus une minorité. » Un autre vétéran de Chartres croit distinguer lui aussi une forme de transformation. « Quand j'étais adolescent, c'était dur. Sorti de notre milieu, c'était un peu tabou. Mais, maintenant, c'est différent. Tiens, la preuve, il y a même un journaliste du Monde. » Et de conclure : « C'est bien d'ailleurs que vous soyez là. Il ne faut pas laisser ces sujets à la presse Bolloré. » ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY



Rachid Ouramdane au Chaillot-Théâtre national de la danse, à Paris, en octobre 2023.
MICHAËL HUARD / OPUS64

« La culture est un visa diplomatique »

Le chorégraphe Rachid Ouramdane dirige le Chaillot-Théâtre national de la danse depuis 2021

ENTRETIEN

Avec une quarantaine de spectacles à son actif en quarante ans de travail, le chorégraphe Rachid Ouramdane, qui dirige le Chaillot-Théâtre national de la danse, à Paris, pose la danse en moteur de rencontres.

Quel bilan faites-vous de ces cinq ans de direction à Chaillot-Théâtre national de la danse ?

Un centre de gravité a glissé dans ma vie. Être artiste indépendant et se mettre au service d'un projet centenaire comme celui de Chaillot sont deux fonctions totalement différentes. Quand j'ai rejoint Chaillot, je me suis demandé quelle brique je peux apporter à un édifice comme celui-là et comment la danse peut contribuer ou être mise au service de l'ADN d'un établissement de cette envergure. Son ADN, c'est quoi ? C'est faire converger des peuples et des savoirs et ce, depuis le début avec les Expositions universelles, puis la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948. En devenant un théâtre, ce lieu a d'emblée porté une ambition démocratique et incarné l'inclusion sociale. Dans ce contexte, la danse, deuxième pratique amateur après le foot chez les jeunes, est un levier énorme. Et nous avons donc cherché à faire converger des mondes à travers la danse en la reliant avec la mode, le design... Ne pas être seulement un théâtre qui présente des spectacles mais qui crée des liens.

En tant que première institution nationale consacrée à la danse, comment abordez-vous les difficultés économiques du secteur chorégraphique ?

Chaillot est le seul théâtre national de la danse en France. Nous avons une responsabilité de générosité pour répondre à 360 degrés

à toutes les esthétiques. Le secteur chorégraphique traverse aujourd'hui une période de grande fragilité malgré son rayonnement artistique. Les compagnies, en particulier indépendantes, font face à des contraintes économiques sévères : subventions publiques limitées, coût croissant des productions... La diffusion des œuvres devient complexe, avec moins de représentations, des tournées difficiles... Il s'agit pour Chaillot, qui défend une programmation éclectique, de développer encore plus ses ressources, de trouver de nouveaux moyens, notamment à travers le mécénat, pour continuer à soutenir les artistes.

La revendication d'un théâtre-maison pour les gens est-elle au cœur de votre projet ?

On ne peut plus aujourd'hui évaluer une salle de spectacles uniquement par rapport aux œuvres qu'elle propose. J'ai d'emblée souhaité que Chaillot soit un théâtre de l'hospitalité et de la diversité. La diversité n'est pas un objectif, mais la réalité qui nous entoure au quotidien. Notre travail est donc de composer avec cette culture française stratifiée et de réussir à donner de la place à tout le monde. Et quand je dis hospitalité, ce n'est pas au sens de bien recevoir un public, mais de faire en sorte que celui qui vient à Chaillot se sente participer à une aventure et constate que ce qui s'y passe lui appartient. On évoque souvent le chiffre de 20 % de gens qui fréquentent les salles et je me demande toujours où sont les 80 % restants.

Que voulez-vous dire ?

J'ai fait partie de ces 80 % qui ne fréquentaient pas les théâtres. Je suis né dans une famille qui a vécu la guerre d'Algérie. Mes parents sont illettrés, analphabètes. J'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui m'ont amené à des

spectacles, m'ont fait découvrir la danse, qu'il s'agisse d'éducateurs de quartier ou de professeurs. J'ai constaté moi-même le pouvoir de l'art à transformer les imaginaires, à faire bifurquer les parcours de vie. Et je veux continuer à travailler sur l'imaginaire de la jeunesse. D'où l'idée d'ailleurs des Chaillot Colo, ces camps artistiques pilotés par des chorégraphes pour des jeunes de milieux défavorisés. Et ce ne sont pas des centres de loisirs, mais des endroits où l'on apprend la vie en communauté, les valeurs de la découverte, des autres et de la mixité sociale. Nous avons de nombreux programmes comme celui-ci pour l'accompagnement de la jeunesse, dont les trophées danse & diversité.

Comment la culture maghrébine dans laquelle vous avez grandi a-t-elle aussi nourri votre regard sur l'art ?

J'ai grandi entre la culture maghrébine et l'école de la République. Les récits familiaux sont parfois en opposition avec ceux de l'histoire officielle et permettent de développer des points de vue différents. Mon père, algérien, a traversé la seconde guerre mondiale, la guerre d'Indochine. Il a été torturé et plus tard a décidé de quitter son pays pour s'installer en France. Son silence est au cœur de mon solo *Loin...*, créé en 2009 au Festival d'Avignon. Je suis très chanceux de profiter de ce mélange de cultures car il permet de désamorcer des discours trop radicaux. Et dans le contexte actuel, l'art a une responsabilité, celle de conserver la porosité entre les gens. Notre activité crée des ponts. Grâce à elle, nous gardons le contact avec les progressistes de tous les pays, des artistes qui sont souvent en opposition avec leurs gouvernements. La culture est un visa diplomatique qui permet de traverser les fron-

tières, qu'elles soient sociales ou géographiques.

Dans quel contexte avez-vous découvert la danse ?

J'ai commencé la danse, à travers le hip-hop, dans les quartiers d'Anney avec des potes. J'avais une dizaine d'années et c'était le moment de ces grands mouvements qu'ont été Touche pas à mon pote et, plus tard, Black Blanc Beur... Mais mon premier souvenir de danse remonte encore plus loin. Je devais avoir 6 ans et ma grande sœur m'a fait danser sur *Grease*. Nous avons grandi dans une famille de taiseux, où l'on taisait les choses, les injustices pour continuer d'exister. Et puis on a commencé à vouloir parler et à être parmi les autres.

Vous parlez aujourd'hui beaucoup plus facilement de vos origines, de votre famille qu'à vos débuts...

Plus j'avance, plus je prends conscience de ce qui m'a construit entre l'école de l'art et l'école de la vie. Je n'en parlais pas beaucoup à mes débuts, mais beaucoup plus aujourd'hui. On me demandait souvent où j'avais étudié, pour quoi le CNDC [Centre national de danse contemporaine] d'Angers, quelles techniques je préférais... En revanche, on ne me posait jamais les questions de mon prénom, de mes origines... Un jour, je me suis dit qu'il fallait que je parle d'autre chose que de Merce Cunningham

« Plus j'avance, plus je prends conscience de ce qui m'a construit, entre l'école de l'art et l'école de la vie »

et des Ballets russes. Je devais partager ce que l'on invisibilise.

Vous évoquez aussi le cancer que vous avez affronté en 2011. Comment cela vous a-t-il transformé ?

J'avais 39 ans lorsqu'on m'a diagnostiqué une leucémie. Ça a été un choc. Mon corps ne m'avait jamais trahi. J'avais beaucoup de facilités en tant que danseur. Et soudain, j'avais perdu 10 kilos, plus aucune force, les effets secondaires des traitements. La création, en 2011, du solo *Exposition universelle* reflète mon état. Mais c'est à partir de cette fragilité que j'ai commencé à me tourner vers d'autres interprètes, d'autres corps comme celui de Lora Juodkaite, dont la giration singulière trouve son origine dans un besoin de tourner sur elle-même depuis l'enfance. Un corps qui se transforme ne s'amoindrit pas. Et cette pensée anime mon travail : révéler, dans chaque corps, des ressources insoupçonnées, et partager notre capacité intime à se réinventer.

Quels types d'œuvres vous intéressent aujourd'hui ?

Au-delà des œuvres elles-mêmes, je m'intéresse à l'effet qu'elles produisent sur les gens. On a trop longtemps eu une vision verticale de l'art et du spectacle en France. On produit des œuvres d'abord et on se demande ensuite comment on les offre et met en partage avec le public. La vision romantique de l'artiste qui s'isole du monde est loin derrière nous. Aujourd'hui, on s'interroge d'abord sur la façon dont d'emblée les spectacles font partie de la vie des gens, s'inscrivent dans leur quotidien, comment on peut les faire dialoguer avec le sport, la mode... Des personnalités comme Mohamed El Khatib ou Boris Charmatz construisent des spectacles qu'ils positionnent au milieu des gens. Il nous faut réussir à rendre les créa-

tions populaires mais pas populistes. Evidemment, certains s'alarment que, dans un moment où il y a de moins en moins de moyens financiers, on réduise l'art à de l'animation, du social. Non, on va faire œuvre à l'échelle de la cité !

Vous avez mis en place des opérations thématiques très ouvertes – les Chaillot Expérience – où des ateliers et des spectacles cohabitent. Quels sont leurs enjeux ?

Les Chaillot Expérience permettent de construire cette ouverture à des publics qu'on ne voit jamais dans un théâtre. On y fait entrer des esthétiques partagées de danse dont certaines issues de la contre-culture, comme le voguing. Ce n'est pas qu'un discours lorsque j'affirme qu'on doit faire de la place pour tout le monde et accueillir les nouveaux usages et les nouvelles communautés de danse. L'hospitalité, c'est s'ouvrir à des pratiques et à des façons de faire qu'on ne connaît pas. Nous ne nous contentons pas de construire une saison – c'est le minimum d'un travail de diffuseur –, nous avons la mission d'ouvrir des perspectives pour l'avenir.

Vous exportez ces Chaillot Expérience dans le monde entier. Quelle est leur fonction ?

Nous avons développé une analyse du secteur et imaginé des dispositifs nouveaux, grâce aux compétences des équipes de Chaillot, s'adressant à des publics très différents. Cela intéresse de nombreux lieux. Et Chaillot partage aujourd'hui ses outils dans le monde entier. La compagnie de Chaillot rayonne comme ambassadrice et, avec elle, nous amenons cette ingénierie culturelle que nombre de pays ne possèdent pas car les réseaux d'art n'y sont pas construits de la même façon. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSITA BOISSEAU

Paul McCartney travaillé par la mélancolie

Pour son vingtième album solo, l'ancien Beatles convie son ex-comparses Ringo Starr

MUSIQUE

Quand ces deux groupes étaient simultanément en activité dans les années 1960, le manager Andrew Loog Oldham veillait attentivement à ce que les sorties discographiques des Rolling Stones ne percutent pas celle des Beatles, dominateurs des classements. Ce fut le cas en 1966 avec les parutions de deux classiques de la pop britannique, les albums *Aftermath* (Stones) et *Revolver* (Beatles).

Soixante ans plus tard, on peut être saisi d'un vertige temporel puisque les survivants de ces deux institutions continuent de faire l'actualité : le 10 juillet, Mick Jagger et Keith Richards, 82 ans chacun et membres fondateurs des Rolling Stones en 1962, publieront avec leur camarade Ron Wood *Foreign Tongues*, un vingt-cinquième album studio.

Il comptera comme invité l'ex-Beatles Paul McCartney, d'un an leur aîné, qui a pris les devants vendredi 29 mai avec *The Boys of Dungeon Lane*, son vingtième album en solitaire depuis sa séparation d'avec John Lennon en 1970. Première curiosité, le bassiste et multi-instrumentiste gaucher s'est entouré du même producteur et musicien, le minot new-yorkais Andrew Watt (35 ans), qui officie pour les Stones depuis *Hackney Diamonds* (2023).

Plus conservateur qu'eux, «Macca» s'est contenté de convier l'ancien batteur de son premier groupe, Ringo Starr (85 ans).

La réunion s'est faite pour *Home to Us*, un duo chanté par les deux compères, advenu alors que Ringo Starr était passé jouer chez Andrew Watt – encore lui –, son voisin à Los Angeles.

Celui qui occupe désormais la place de producteur de légendes laissée vacante par Jeff Lynne (Electric Light Orchestra) a fait écouter le résultat à McCartney qui en a tiré ce dont Ringo Starr est difficilement capable : une chanson. Ici, une banale pop song avec des chœurs à la Beatles auxquels participent deux stars féminines, Chrissie Hynde (Preten- ders) et Sharleen Spiteri (Texas).

Home to Us aurait pu figurer sur *Long Long Road*, 22^e album studio de Ringo Starr qui a précédé d'un mois seulement celui de McCartney. Dépourvu d'ambition, un projet du batteur, qui annonçait qu'il essaierait seulement de chanter juste dans *With a Little Help From My Friends*, ne peut pour cette raison être vraiment raté. Seulement anecdotique, ce qui est encore le cas de ce disque de genre, dans lequel Ringo Starr retourne à ses amours country-



Paul McCartney et Ringo Starr, à l'O2 Arena de Londres, le 19 décembre 2024. M.J. KIM/PA WIRE/ABACAPRESS

rock, révélées dès 1970 avec son deuxième album solo, *Beaucoup de Blues*. Au moins l'ensemble bénéficie-t-il d'un son adéquat et organique confié aux soins d'un expert, le producteur et musicien texan T-Bone Burnett – qui a aussi prêté sa plume – et d'une belle voix féminine, celle de la chanteuse de bluegrass Molly Tuttle.

Jouer tous les instruments

De McCartney, on est en droit d'attendre davantage. Hanté par ses souvenirs d'enfance avec un titre qui se réfère à une artère de Liverpool proche du fleuve Mersey connue des ornithologues, *The Boys of Dungeon Lane* n'atteint malheureusement pas la beauté du chef-d'œuvre tardif que fut *Chaos and Creation in the Backyard* (2005). Sa réussite reposait en partie sur la collaboration avec Nigel Godrich, producteur de Radiohead, qui avait convaincu son client de jouer pratiquement de tous les instruments. Ce qu'il fait à nouveau deux décennies plus

tard, aux guitares comme à la basse, à la batterie comme aux pianos, acoustiques et électriques.

Lui aussi travaillé par la mélancolie et la fuite du temps, le successeur peut s'appuyer sur les facilités et la versatilité de McCartney qui n'a plus son timbre de jeune homme, mais n'hésite pas à l'érailler dès *As You Lie There*, une chanson d'ouverture en plusieurs parties. S'ensuit un blues-rock paresseux, *Lost Horizon*, heureusement rattrapé par la subtilité et la sensibilité métaphysique de *Days We Left Behind* – il s'agit tout de

même ici de rappeler, autour d'un arpège de guitare sèche, que l'on fut un des plus grands mélodistes de l'histoire de la pop.

Il y a donc du rock et des ballades, de la pop façon Wings (*Mountain Top*) et des allusions au passé qui ne manqueront pas d'émouvoir les boomers. *Down South* évoque ainsi sa rencontre avec George Harrison et une amitié nouée autour du rock'n'roll et des guitares, avant qu'un Mellotron, cet ancêtre du synthétiseur popularisé par les Beatles, ne fasse son apparition dans un *We Two* alan-

gui, avant une manipulation de bande magnétique qui identifie aussi le signataire. Le plus touchant a été conservé pour la fin : *Never Know*, avec un son flûté en écho à *The Fool on the Hill*, la vulnérabilité de *Life Can Be Hard* ou ce *Momma Gets By* adressé aux mères – «Maman assure pendant que papa plane» ■

BRUNO LESPRIT

«*The Boys of Dungeon Lane*», de Paul McCartney (Capitol) ; «*Long Long Road*», de Ringo Starr, (Universal)

Il y a du rock et des ballades, et des allusions au passé qui ne manqueront pas d'émouvoir les boomers

Booba, toujours provocateur, mais moins novateur

Suite de « Nero Nemesis », publié en 2015, « Blanco Nemesis » est le douzième album du rappeur des Hauts-de-Seine

MUSIQUE

Dans son émission, « Carré d'as », diffusée sur YouTube, Booba annonçait, fin mars, que son prochain album *Blanco Nemesis* serait révolutionnaire d'un point de vue musical et terrible en matière d'attaques sur ses adversaires. A l'écoute des onze titres de cette première partie publiée dans la nuit de jeudi 28 mai, cette annonce a fait pschitt. Pour ce qui est des clachs, il faut dire que le rappeur s'était déjà bien défoulé ces derniers mois sur les réseaux sociaux, usant de propos sexistes, voire racistes, à l'encontre d'artistes qui n'ont d'autre tort que de réussir mieux que lui.

Ainsi, la jeune chanteuse Theodora, 22 ans, s'est vu traiter violemment de « négresse de maison », Aya Nakamura a été moquée par le rappeur après avoir rempli trois stades de France. Quant à la rappeuse Shay, il lui a écrit une diatribe des plus misogynes : «*La vie c'est qu'il y a des hommes, c'est le sexe fort et il y a des femmes, c'est le sexe faible...*»

Alors pourquoi continuer à suivre l'actualité discographique de cet artiste, aux provocations incessantes et aux propos inadmissibles ? Parce que Booba était jusqu'à présent l'un des artistes les

plus novateurs du rap. En novembre 2008, il publiait ainsi le déterminant 0.9 qui utilisait un logiciel de correction audio, lançant la mode de ces voix métalliques transformées par l'autotune, repris par Jul et PNL... En 2015, avec *Nero Nemesis*, il s'autorisait la tendresse dans son titre *Validée*, remix du morceau *Ignanafi debena* du Malien Sidiki Diabaté, une chanson d'amour tellement réussie qu'elle va inspirer nombre de rappeurs français.

Avec l'aide de l'IA

Nero Nemesis est donc le modèle, l'inspiration du nouvel album *Blanco Nemesis*, mais si Booba fait du Booba, on est encore loin du compte. Dans ce disque, qu'il prétend avoir composé à l'aide de l'intelligence artificielle (IA), notamment du logiciel Suno, on retrouve ses qualités d'écriture dans quelques punchlines.

Comme celle qui ouvre le morceau *Nemesis* et essaie de nous faire saisir la complexité de son métissage avec un père sénégalais et une mère française : «*Enfant des cinq piliers, gardien des temples*», c'est-à-dire à la fois né dans l'islam, respectueux de ses cinq piliers (la foi, la prière, l'aumône, le ramadan et le pèlerinage) et protecteur des chevaliers chrétiens partis en croi-

sade contre les musulmans au Moyen Âge. Son duo V avec le jeune rappeur Huntrill pourrait être la version 2026 du *Pinocchio* avec Damso, mais la comparaison ne fait pas le poids. Sur ce morceau, celui qui a découvert ou accompagné quelques-unes des vedettes du genre (Damso, SDM, Kalash...) se vante d'être l'Arsène Wenger – le coach du club anglais Arsenal – du rap français.

Booba lance comme à son habitude quelques piques à ses rivaux, mais elles sont moins frontales que d'habitude. Dans *BZK*, avec le prometteur Matra, il se moque des ennuis judiciaires de Gims, mis en examen pour blanchiment d'argent. Dans *Les Zhommes*, Booba redevient Elie Yaffa, celui qui a révolutionné le rap français avec son titre *Le crime paie* (1996), et affirme : «*Je suis Bagayoko*», en référence au maire « insoumis » de Saint-Denis, qui a subi une campagne raciste. Avec ce titre, on retrouve un Booba moins centré sur ses rancœurs et plus en prise avec ce que vivent ses fans en France. C'est ce Booba-là qu'on aimerait plus présent sur la deuxième partie de *Blanco Nemesis*. ■

STÉPHANIE BINET

«*Blanco Nemesis*» (Tallac Records/Universal Music)

Le Monde | Nouvel Obs | Télérama

LITTÉRAIRE

KAOUTHER ADIMI MATHILDE BEAUSSAULT DOMINIQUE BLANC DANIEL BOURRION
JULIETTE BRÔCAL CAMILLE BROUTIN ROLAND BUTI CHARLOTTE CASIRAGHI
AGATHE CHARNET CÉCILE COULON NADIA DAAM PAULINE DELABROY-ALLARD
BAPTISTE DELENGAIGNE JEAN-CHRISTOPHE DEVENEY BENJAMIN DIERSTEIN
FLORENCE DUPRÉ LA TOUR JÉRÔME FERRARI ALAIN FINKIELKRAUT
SAMUEL GALLET PAUL GASNIER FRANÇOISE GILLARD JUDITH GODRÈCHE
THÉO GROSJEAN EMMANUEL GUIBERT PHILIPPE JAENADA

ENTRÉE GRATUITE

MOT

POUR MOTS

PARRAINÉ PAR RIAD SATTOUF

RAMSÈS KEFI HÉLÈNE LAURAIN NATACHA LEVET VICTOR MALZAC
CHOWRA MAKAREMI BERNARD MINIER ANNA MOUGLALIS SAWAKO NATORI
SAMIRA NEGROUCHE JULES NIANG SARAH OROKIETA OVIDIE DANIEL PENNAC
SÉPHORA PONDY VICTORIA QUESNEL ÉRIC REINHARDT DIANE RICHARD
MANAL SALAMÉ RYŌKO SEKIGUCHI ABDELLAH TAÏA CHANTAL THOMAS
GABRIELLE DE TOURNEMIRE ÉMILIE TRONCHE LAURA VAZQUEZ
ADÉLIE VERNHES ÉRIC VUILLARD VANESSA WAGNER REBEKA WARRIOR

RENCONTRES SUR RÉSERVATION MOT-POUR-MOTS.FR

CHANEL

Région Île-de-France
CNRS
CFC
Le Village
Paris
Ouzou
La Seine

6-7 JUIN

LA VILLETTE

Lisa Mandel, un trait entre militantisme et autodérision

L'autrice de bande dessinée fait partie des artistes à l'honneur de l'exposition LGBTQomics, à Angoulême

RENCONTRE

Cette fois-ci, Lisa Mandel n'est pas en retard. Le rendez-vous a lieu chez elle, dans le 18^e arrondissement de Paris. Depuis toujours, elle navigue entre la capitale et Marseille, sa ville de naissance. En cette matinée de la fin de mai, elle en revient, d'ailleurs, et sa valise, au pied de son lit, n'est pas encore défaite. A 49 ans, l'autrice de bande dessinée a l'habitude de courir, zigzagant entre mille projets, et forcément, sa ponctualité s'en ressent. *Plein cognard*, un projet d'album mettant en scène une adolescente lesbienne dans la France périurbaine des années 1990, devait être rendu en octobre 2025, mais même la deuxième deadline, fin juin, n'a plus aucune chance d'être tenue. «Je pense que je vais le boucler dans l'été. Mais là, je suis vraiment en retard, c'est catastrophique», reconnaît-elle.

Son appartement déborde de bandes dessinées, plutôt bien rangées malgré la profusion. Pourtant, elle a coutume de perdre beaucoup de choses, d'oublier ses clés au fond de ses valises et d'égarer ses planches. «C'est pour

L'autrice a longtemps plaidé pour le droit à l'indifférence. Elle a évolué sur la question

ça que je ne suis pas très forte pour les expositions», lâche-t-elle. Le Musée de la bande dessinée d'Angoulême la met pourtant à l'honneur, avec d'autres autrices et auteurs comme Alison Bechdel, Ralf König ou Fabrice Neaud, dans son exposition de BD queer «LGBTQomics», ouverte jeudi 28 mai.

Deux planches y sont exposées, extraites de *Princesse aime princesse* (Gallimard, 2008), montrant, de manière allégorique et volontairement naïve, l'explosion du désir, sous la forme d'un dauphin rose sautant hors de l'eau et faisant naître un arc-en-ciel géant au-dessus de la tête des deux héroïnes. Les organisateurs demandaient des planches exposées – or, Lisa Mandel travaille beaucoup à l'ordinateur. Les travaux accrochés, en noir et blanc, ne restituent qu'imparfaitement la force évocatrice de l'album. «De toute façon, mon dessin n'est pas la grande force de mon travail, estime-t-elle. Il est vraiment au service de mon propos.»

«Homophobie intériorisée»

L'homosexualité fait partie de l'univers de Lisa Mandel sans l'accaparer. Elle qui a débuté dans la BD jeunesse, après ses études à l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg – désormais baptisée Haute École des arts du Rhin –, avait déjà inventé quelques personnages LGBTQ+, parfois en arrière-plan. Eddy Milveux, créé au début des années 2000 pour *Les Clés de l'actualité*, voyait ses parents se séparer et sa mère se mettre en couple avec une femme. Nini Patalo, qui fait disparaître ses parents et se re-



Lisa Mandel, chez elle, à Paris, le 28 mai. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

constitue une famille originale, est «d'une certaine manière non-binaire», note-t-elle. Et Jean-Pierre, dans cette même série, est d'après elle «à la fois la maman et le papa».

Un peu plus tôt, elle avait lancé un fanzine gay et lesbien, *Hercule et la toison d'or*, qui se vendait alors 10 francs et dont les exemplaires sont désormais introuvables. «On était très jeunes, on croyait être drôles... On croyait faire de l'autodérision, mais en réalité c'était presque de l'homophobie intériorisée. Les personnages gays étaient tous un peu ridicules... J'avais encore tout un chemin à faire.» Lorsqu'on feuillette les exemplaires qu'elle a soigneusement gardés, on trouve en effet quelques blagues sur la sodomie ou les camionneuses. Pas bien méchantes, mais Lisa Mandel ne veut pas les assumer. Trop «problématiques», pense-t-elle. Lorsque les archives LGBTQ de Paris l'ont contactée pour les récupérer, elle a préféré ne pas donner suite.

L'autrice a longtemps plaidé pour le droit à l'indifférence:

l'idée qu'être lesbienne devait devenir, aux yeux des autres, un non-sujet. Elle a évolué sur la question, en appréhendant différemment l'enjeu de la visibilité. «Quand j'ai commencé la BD, il y avait plein d'autrices qui étaient lesbiennes et qui n'en parlaient pas du tout dans leurs travaux. Nous faire exister dans des histoires, c'est déjà du militantisme.» Peu importe que les situations soient loufoques à souhait, comme dans *Super Rainbow* (Casterman, 2015), où deux agentes secrètes doivent, à chaque fois qu'elles sont appelées à sauver le monde, faire l'amour pour activer leurs superpouvoirs.

Du fil à retordre

Sur un ton tout aussi léger, *Exemplaire*, la maison d'édition qu'elle a créée en 2021 afin de mieux rémunérer les autrices et les auteurs, va en effet consacrer une collection à la romance queer. Le premier livre, *Louves Love*, de l'autrice québécoise Sophie Bédard, est paru en décembre 2016. *La Maupin*, de Jul Maroh, est prévu en fin d'année, et

Lisa Mandel devrait signer le troisième.

Dans le milieu de la BD, Lisa Mandel s'est entourée de personnes de sa génération, notamment d'auteurs jeunesse, et n'a pas le souvenir d'avoir subi une ambiance spécialement homophobe. «Il m'est arrivé de ressentir du sexisme, mais souvent plus de la part des organisateurs de salons que de mes collègues. Je ne fréquentais pas trop les vieux auteurs, mais je connaissais certains de réputation... Comme Coyote, qui était quelqu'un de sympa, mais qui produisait des choses horribles en termes d'homophobie, de sexisme, de grossophobie, d'âgisme...» Dans *Litteul Kevin*, paru chez Le Lombard, Chacal, l'alter ego de l'auteur mort en 2015, s'est en effet illustré pendant des années par son homophobie, avant un retournement gay friendly modéré et tardif.

La bande dessinée fait partie du combat culturel, note-t-elle, consciente de sa responsabilité en tant qu'autrice: «Quand on est une minorité, il est important de s'exprimer quand on a un moyen de le

«Quand on est une minorité, il est important de s'exprimer quand on a un moyen de le faire»

LISA MANDEL

faire. Parce que si on ne le fait pas, ce sont les autres qui le font à notre place.» Elle se hérisse d'ailleurs en entendant les discours, notamment des médias conservateurs, jetant aux orties le «wokisme» et la convergence des luttes – «c'est le grand jeu de l'extrême droite de diviser les minorités».

Dans son album *Par ailleurs*, reprenant en partie ses chroniques hebdomadaires publiées dans *Le Nouvel Obs*, elle se représente sidérée en apprenant que des gays votent pour le Rassemblement national, et rappelle, didactiquement, les votes anti-LGBT de l'extrême droite au Parlement européen. La perspective de victoire de l'extrême droite, et d'un effritement insidieux des libertés individuelles, la renvoie à une histoire familiale enfouie, le judaïsme de ses grands-parents, convertis au christianisme après la guerre, et la carte d'identité de son grand-père, retrouvée un jour dans un coffre, barrée du mot «juif».

Ce document, Lisa Mandel le reproduit dans *Par ailleurs*. «J'aimerais vraiment croire que j'exagère, mais comme a dit Karl Marx, l'histoire ne se répète pas, elle bégaie», ajoute-t-elle dans l'album. Ses chroniques dessinées pour *Le Nouvel Obs* lui donnent parfois du fil à retordre, lorsque l'actualité est, comme souvent, anxieuse: «Il faut faire rire avec des sujets pas drôles...» Son sens de l'absurde et sa maîtrise de l'autodérision font pourtant mouche, comme lorsqu'elle affirme rêver, «comme tout le monde», avancée-t-elle, qu'elle sort avec Marine Le Pen. Le rythme de production imposé, d'une planche par semaine, l'empêche par ailleurs de trop se disperser. D'ailleurs l'heure du rendu approche. «Il faut que je fasse ma page cet après-midi», réalise-t-elle. Je suis très en retard.» ■

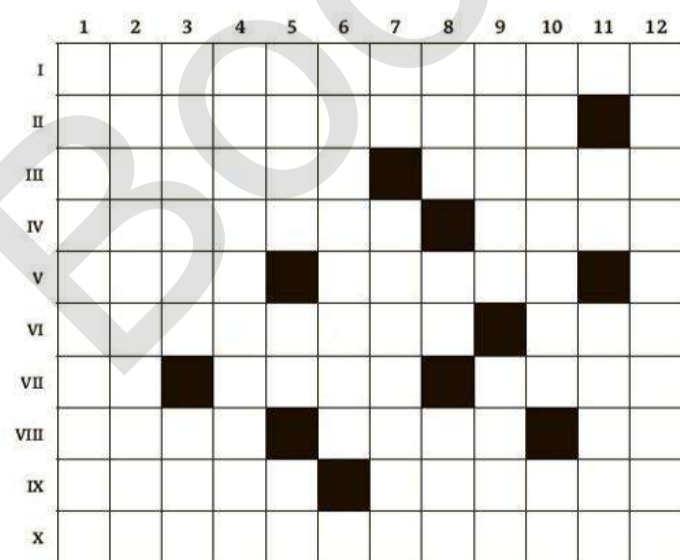
ADRIEN LE GAL

«LGBTQomics. Lettres d'amour à la bande dessinée», au Musée de la bande dessinée d'Angoulême, jusqu'au 21 avril 2027.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 125
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 124

HORIZONTALEMENT I. Soupçonnable. II. Evier. Serein. III. Ma. RIB. Ter. IV. Item. Ios. Gir. V. Lipides. Berg. VI. Loisir. Merci. VII. Anesse. Usa. VIII. Nn. Ipo facto. IX. Té. VO. UTC. Er. X. Semestrielle.
VERTICALEMENT 1. Sémillants. 2. Ovationnée. 3. Ui. Epie. 4. Permissive. 5. Cri. Dispos. 6. Bières. 7. NS. Os. Our. 8. Nets. Mufti. 9. Are. Besace. 10. Bergerac. 11. Li. Irc (cri). Tel. 12. Energivore.

HORIZONTALEMENT

I. Si vous ne l'ouvrez pas, il ne pourra rien faire pour vous. II. Met les cylindres à mal. III. Joindras les deux bouts. Cligne en façade. IV. Ne prenez pas cela pour du café. Les premières donnent des idées. V. Se déplace en train. Equiper en bout de ligne. VI. Mettras beaucoup trop de temps. Espace vert retourné. VII. Patrie d'Abraham. Opposé au système. Un peu trop salée. VIII. Espace de rencontres risquées. Assure le spectacle. Chlore. IX. Auxiliaire. Creuse mais ne retourne pas. X. Feront du propre.

VERTICALEMENT

1. Beau comme l'Apollon du Belvédère. 2. Fut un temps capitale pour les Malgaches. 3. Est passé des fourneaux à la télévision. Patrie de Constantin le Grand. 4. Ramassages chez autrui. 5. Gros tas. Préposition. Bout de zinc. 6. Travailleras sur le métier. 7. Toujours bien informé. Mis de côté. 8. Une source pour Lamartine. Quand ça ne marche pas, en deux lettres. Bout de terre. 9. Dangereusement chargée. Partie d'examen. 10. Font des dégâts chaque hiver. Personnel. 11. Pan dans la jupe. Pose scolaire. 12. Quand les plaques passent au rouge.

SUDOKU

N°26-125

						3					

8	7	4	6	3	1	5	9	2
2	9	6	4	7	5	8	1	3
1	3	5	8	9	2	4	7	6
5	1	9	7	8	6	3	2	4
6	2	7	5	4	3	9	8	1
4	8	3	1	2	9	7	6	5
3	4	2	9	6	7	1	5	8
7	5	8	2	1	4	6	3	9
9	6	1	3	5	8	2	4	7

Très facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Canicules, tempêtes, montée des eaux. Du Rwanda à Singapour, de l'Espagne aux îles du Pacifique, partout on apprend à s'adapter au dérèglement climatique.



Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société: 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social: 124.610.348,70 €. Actionnaire principal: Le Monde Libre (SCS).

Rédaction: 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél.: 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 7171 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au: 00 33 3 28 25 7171. Par courrier électronique: abonjournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an: France métropolitaine: 399 €.

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique: courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet: site d'information: www.lemonde.fr; Emploi: www.talents.fr/

Collection: Le Monde sur CD-ROM: CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms: 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M
publité

Directrice générale
Élisabeth Ciadella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél.: 01-57-28-39-50
Fax: 01-57-28-39-26

L'imprimerie: 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier: UK, France.

Taux de fibres recyclées: 100%. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eutrophication: Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier



A gauche : Aurélien Veyrat, entouré des luminaires de sa collection Fragments 2026, à Zaventem (Belgique), en mars. A droite : sculptures de la collection Aglomera 2025. STUDIO.BHELLE

Aurélien Veyrat, le designer qui sublime la brique

REPORTAGE

BRUXELLES - envoyée spéciale

La 28^e édition du PAD Paris, au jardin des Tuileries, début avril, a récompensé du Prix du design contemporain 2026 une création à la croisée de l'ancien et du moderne, de l'industriel et du fait-main. Il s'agit d'un coffre chiné, en chêne et pin, couvert d'une marqueterie... de briques, présenté par la galerie parisienne Dumonteil. Un meuble encore jamais vu, qui projette soudain ce matériau à base de terre, et dit « pauvre », dans le monde du luxe et des collectionneurs. « J'ai été l'un des premiers surpris par cette distinction, se réjouit le designer-sculpteur Aurélien Veyrat, 43 ans, qui en est l'auteur. J'aime réaliser des objets précieux à partir de matériaux pauvres : le défi me paraît plus élevé qu'avec des matériaux de valeur. »

Cette malle faite de briques et de broc est l'apogée d'un parcours riche en rebondissements. On avait rencontré ce natif d'Annecy, ébéniste diplômé en design (Beaux-Arts de Saint-Etienne, puis Arts décoratifs de Paris), au moment où deux de ses créations – l'étagère L, faite sans clous d'une même pièce de bois cintré, et la bibliothèque Pace, en papier recyclé – entraient, respectivement en 2020 et en 2022, dans les collections du Mobilier national. Puis, quittant Paris, où il avait fondé son studio, Aavra, dès 2008, il s'était installé dans la capitale des Hauts-de-France, où il a signé, en 2023, l'aménagement des bureaux du Lille Grand Palais, centre des congrès, avec notamment la chaise LLL, à la construction ingénieuse. Pour le trouver désormais, ce sera dans la périphérie de Bruxelles.

Soucieux d'optimiser les ressources disponibles, le créateur français façonne ses insolites objets du quotidien dans une ancienne usine, près de Bruxelles, à partir du matériau de base des constructions locales

Pas n'importe où : à Zaventem, en région flamande, où il a rejoint le collectif d'une vingtaine d'artistes emmené par le producteur et réalisateur belge Lionel Jadot dans un habitat partagé, une ancienne usine à papier du XIX^e siècle. « Autrefois, je travaillais seul dans mon studio ; ici, il y a une émulation et une valorisation mutuelle de notre travail », savoure Aurélien Veyrat en passant devant les ateliers vitrés de Maison Jonckers (meubles en métal gravé à l'esthétique primitive), de KRJST Studio (créations textiles rebrodées en relief de fils de récup ou de papier) ou d'Adeline Halot, 34 ans, de retour de la Biennale d'art de Venise, où elle a exposé une œuvre de métal tissé pour l'ouverture de la Fondation Dries Van Noten.

Zaventem, avec son cocktail d'artistes inventifs, au design engagé, est un lieu que sillonnent les architectes d'intérieur en quête d'inspiration. Mais ce n'est pas à eux, jusqu'ici, qu'Aurélien Veyrat doit son envol, mais à Loïc Bigot et sa ToolsGalerie parisienne (fermée il y a un an). Cet expert en design a été le premier à lui offrir deux expositions mo-

nographiques, en 2021 et en 2024, avec ses premières œuvres en briques.

« Je me souviens, dans le studio d'Aurélien Veyrat, à Lille, en 2020, être littéralement tombé amoureux de ces tours incroyables déclinées dans tous les diamètres, toutes les teintes, qui révélaient, via leur matériau, l'architecture de la région et la beauté chromatique de ses terres, raconte Loïc Bigot. Ce créateur redonnait à la brique, élément de construction millénaire devenu standardisé, ses lettres de glorieuses colonnes. »

Le projet, toutefois, n'avait pas surgi d'emblée dans l'esprit d'Aurélien Veyrat. « Un jour, comme souvent avec Lauriane [Beaunier, son épouse, designer textile], nous sillonnions l'un des entrepôts d'Emmaüs, près de Lille, et je suis tombé en arrêt devant un stock de briques orange, mais aussi blanches, noires ou rouges. J'ai acheté quelques exemplaires de chaque couleur, que j'ai posés dans mon atelier, et pendant deux ou trois ans je suis passé devant, tel un paysan. » Puis, un jour, l'idée a germé. Il tranche la ma-

tière, met en lumière la structure intérieure, ici hexagonale, là ronde, additionne ou superpose les éléments en jouant des différentes nuances. « Je révèle une partie cachée de la pièce, comme une dentelle. »

C'est cette collection de totems, baptisée « Fragments », qui a séduit au premier chef Loïc Bigot. Ces objets nomades peuvent être piédestaux, tables basses, tabourets ou même luminaires, Aurélien Veyrat glissant dans les alvéoles de la brique un système électrique qu'il munit d'interrupteurs anciens en forme de gland. Avec les chutes et brisures de ses découpes, le créateur décide, peu après, de créer des motifs coulés dans le plâtre ou le ciment. Ainsi naît la série suivante, « Aglomera ». Mais, pour mettre en valeur les dessins symétriques de ses parallélépipèdes, il retranche de l'objet sorti du moule 1 ou 2 centimètres, avant de le polir.

Que faire de ces nouveaux déchets en forme de panneaux ? « Je me suis rappelé qu'en tant que menuisier-ébéniste je maîtrisais la marqueterie, aussi j'ai imaginé des meubles avec cette parure de briques, qui fait comme une écriture graphique », explique Aurélien Veyrat, vêtu ce jour-là d'un short

chiné chez Emmaüs et d'un pull de ski vintage sous une casquette à l'emblème des Six d'Anvers (les couturiers belges de la fin des années 1980, dont Ann Demeulemeester et Dries Van Noten, exposés sous le titre « The Antwerp Six » au MoMu d'Anvers jusqu'au 17 janvier 2027). On lui suggère de prendre des meubles neufs ? Lui ne veut que du mobilier de seconde main. Et le voilà qui chine avec gourmandise des commodes, des malles et des armoires anciennes de belle facture.

Presque un rythme saisonnier

A Zaventem, ce solide gaillard de 1,98 mètre trouve un endroit à sa démesure. Son atelier, au numéro 20, se trouve au deuxième étage, mais, vu les hauteurs sous plafond de l'ancienne usine, il faut grimper un étroit escalier en métal sur quatre paliers pour l'atteindre. Il dispose d'une énorme scie sur table de maçon et d'un four, où il coule du verre de récupération, lui faisant épouser la forme des briques, pour façonner ses petits « Objets résiduels » : ce sont autant de plateaux, de centres de table ou de micro-architectures à contempler.

Juste derrière la manufacture coule une rivière, qui servait autrefois à son activité papetière. Et sur le toit est installé un récupérateur d'eau de pluie, qui, l'hiver, alimente huit cuves en sous-sol, pour 88 mètres cubes de stockage. « Avec cette eau de pluie, je lave mes briques récupérées ici ou là, moussues ou moisies, explique Aurélien Veyrat, qui bénéficie d'un espace dans la cour pour stocker ses trouvailles. Ici aussi, je les découpe. Puis je les sèche au soleil et, l'automne venu, je peux terminer le séchage devant la vaste cheminée de la salle commune des Ateliers Zaventem. »

« Droit dans [s]es bottes », comme il dit, Aurélien Veyrat a choisi un mode de fabrication « lent ». C'est presque un rythme saisonnier, avec, au printemps, la préparation des briques, et, en hiver, le montage des meubles. « Je refuse de réaliser des panneaux décoratifs exprès pour habiller des meubles ou faire des revêtements muraux ; ils doivent être issus des chutes de ma série "Aglomera", elles-mêmes le fruit des rebuts de ma collection "Fragments", martèle le coriace créateur, soucieux d'optimiser les ressources disponibles. « Il faut du temps et quatre saisons pour obtenir ces différentes écritures », assure-t-il.

Ce rythme au gré de ses « récoltes », à la manière des paysans d'autrefois, lui réussit. Lauriane Beaunier, avec son œil de coloriste, l'épaula, dans un ping-pong créatif, pour que s'équilibrent les teintes subtiles de ses constructions titanesques. Dans la nouvelle boutique Louis Vuitton de Copenhague se dressent, depuis le début de l'année, dans la trémie de l'escalier, trois colonnes lumineuses « Fragments ». Chez des collectionneurs trônent déjà la malle distinguée au PAD et deux autres de ses meubles à la « marqueterie 2.0 », comme il la définit.

« La brique, convient Aurélien Veyrat, c'est magnifique. La terre est pour nous tous comme un lien archaïque. Il est dur de trouver quelqu'un qui dise : je n'aime pas cette couleur. Et les percements ou carottages que je fais rappellent ceux par lesquels les archéologues arrivent à lire le temps. » Selon le mythe, la tour de Babel elle-même aurait été érigée en briques de terre crue. ■

VÉRONIQUE LORELLE

Ces objets nomades peuvent être piédestaux, tables basses, tabourets ou même luminaires

Julio Le Parc

Plasticien franco-argentin

Si mes œuvres mettent les gens en joie, c'est gagné : ces petites choses peuvent aider à changer un état d'esprit. Je me souviendrai toujours de l'énergie que nous donnaient les films de Charlot, à nous, pauvres gamins. C'est cette énergie qui mobilise tous les espoirs, car elle permet de découvrir des choses en soi. » Ainsi parlait Julio Le Parc au moment de sa rétrospective organisée au Palais de Tokyo, à Paris, en 2013.

Figure de l'art cinétique, installé en France depuis 1958, le plasticien d'origine argentine a fait de la lumière et du mouvement sa matière première, mais aussi les outils de son combat acharné pour un art véritablement démocratique. Il est mort à Paris, samedi 30 mai, à l'âge de 97 ans, à quelques jours du vernissage d'une grande exposition que lui consacre la Tate Modern de Londres, à partir du 11 juin.

Julio Le Parc est né le 23 septembre 1928, à Mendoza, en Argentine, dans une famille de chemistres. Apprenti dans une usine de maroquinerie dès ses 14 ans et déjà virtuose du dessin, il passe ses nuits à étudier et décroche son entrée aux Beaux-Arts de Buenos Aires. « Il y avait alors deux écoles : d'un côté, les progressistes qui travaillaient sur les questions sociales et l'exploitation de l'homme par l'homme, dans la lignée des muralistes mexicains ; de l'autre, l'art concret, qui avait les mêmes préoccupations sociales et qui affirmait, dans une dialectique marxiste, que les formes simples et les couleurs pures pouvaient créer des relations nouvelles aux gens. » Sans hésiter, il choisit le second camp. Lucio Fontana (1899-1968), qui deviendra une figure de l'abstraction, est l'un de ses professeurs.

Mais déjà, Julio Le Parc n'a ni dieu ni maître. Au début des années 1950, il rompt avec l'académie, sa famille et la société. Il vit à la marge, flirte avec marxistes et anarchistes. Il rêve de Paris et y débarque en 1958. Le cinétisme est alors en vogue, qui joue de la déstabilisation du regard. Victor Vasarely (1906-1997) en est la fi-

gure de proue. Il inspire cette génération nouvelle, mais tout reste à inventer.

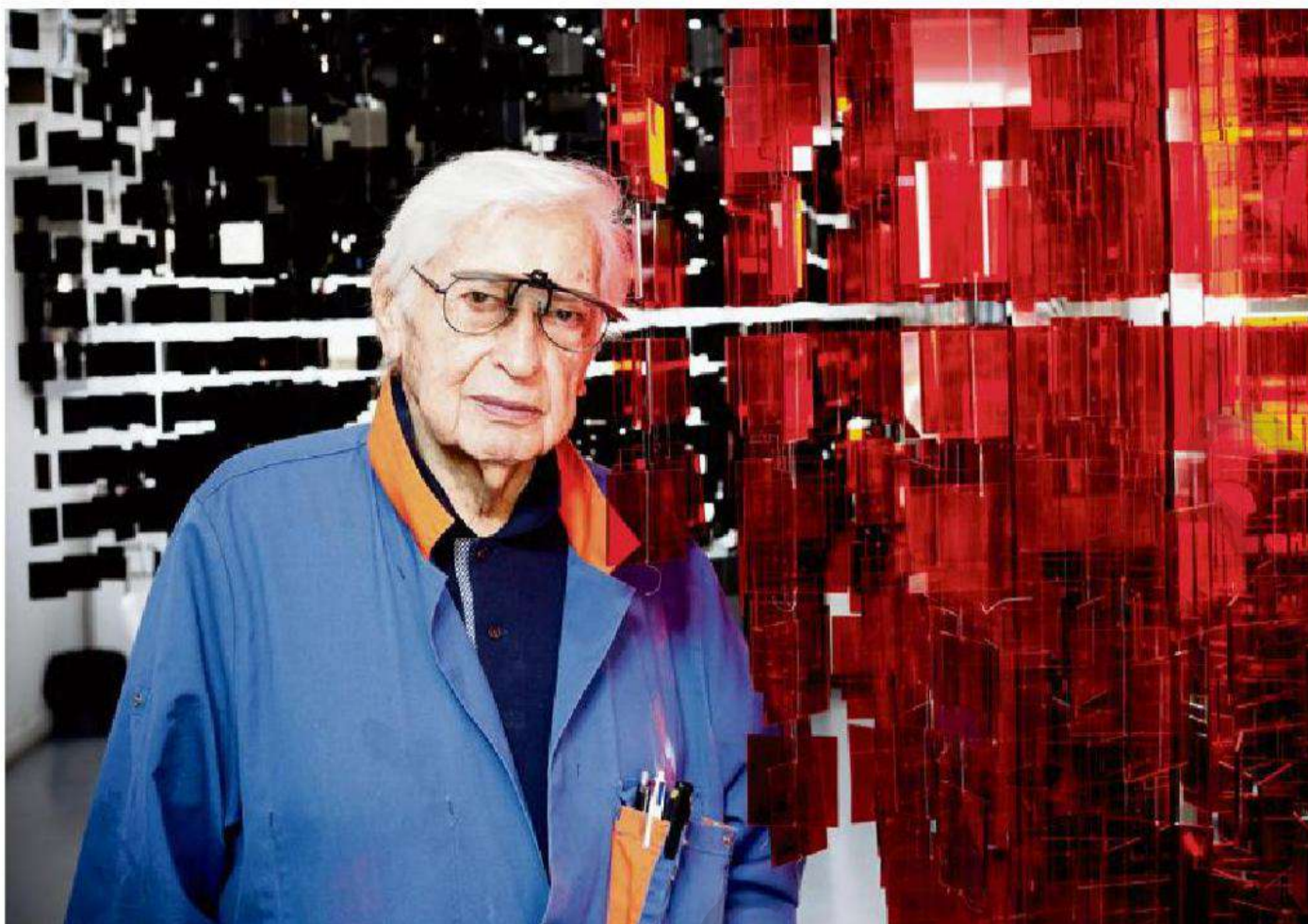
Avec d'autres artistes en exil, venus d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est, Julio Le Parc fonde le GRAV en 1960. Ce Groupe de recherche d'art visuel s'impose rapidement comme une des avant-gardes les plus inventives de la décennie. Alors que le pop art séduit les masses, eux se réfèrent aux pionniers de l'abstraction : « Avec [Piet] Mondrian ou [Laszlo] Moholy-Nagy, on voyait bien qu'il était possible de toucher le public sans tomber dans la mystification ou l'anecdote », rappelait-il quand nous l'avons rencontré, en 2013.

C'est alors qu'il se lance dans ses premières expériences avec la lumière, la « couleur-lumière ». Mi-roitements, clignotements, reflets insensés : ses sculptures intranquilles séduisent. Cependant, ses ambitions, comme celles de ses pairs, restent avant tout politiques : « Le point de départ de mon travail, c'est de réfléchir aux mécanismes de diffusion, à la mystification du créateur, à l'insertion dans le circuit commercial. Nous avons aussi tout fait pour que les gens aient la relation la plus directe possible à l'œuvre, sans qu'ils aient besoin d'avoir fait des études d'histoire de l'art. »

Périple à Cuba

À la Biennale de Paris de 1963, le GRAV dévoile son premier labyrinthe : la stupéfaction règne dans ce dédale de lumières habité par des formes mobiles et instables. Buenos Aires, Sao Paulo, New York... le groupe est bientôt invité partout, « à la recherche d'un nouveau spectateur », clame une de leurs expositions fondatrices à Dortmund (Allemagne), en 1968. Toutefois, les débats sont vifs au sein du collectif. « Contrairement à d'autres membres, je n'ai jamais cherché à agresser le visiteur ou à le brusquer, mais plutôt à le conquérir, à le charmer, à le surprendre, rappelait Julio Le Parc. L'essentiel est de laisser le regard dans une disponibilité à lui-même, qu'il soit complice de la proposition et la complète. »

À la Biennale de Paris de 1965, il



L'artiste, dans son atelier, à Cachan (Val-de-Marne), en 2018. RENAUD MONFOURNY/LEEXTRA VIA OPALE.PHOTO

met en scène une salle de jeu où le spectateur est invité à activer les œuvres. L'année suivante, il imagine, pour la Biennale de Venise, une installation de miroirs déformants, que les visiteurs contemplant munis de lunettes futuristes. Contre toute attente, elle décroche le Grand Prix international de peinture.

Haut lieu de l'art cinétique, la galerie Denise René lui offre alors sa première exposition personnelle à Paris. En 1967, tandis qu'il travaille sur l'un de ses textes fondateurs intitulé « Guérilla culturelle », il est décoré par André Malraux, alors ministre de la culture, du titre de chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres. Mais quand éclate Mai 68, voilà l'éternel trublion expulsé de France ! Le milieu culturel se mobilise, et il est de retour après cinq mois d'errance.

Le GRAV ne survit pas à la tornade de 1968 et s'auto-dissout. Désormais solitaire, Julio Le Parc reprend ses expériences sur la couleur. En 1970, il s'installe dans son atelier de Cachan (Val-de-Marne) ; il y restera jusqu'à la fin. Ses périple à Cuba l'incitent à s'engager davantage en faveur des luttes de libération des peuples

latino-américains. Avec d'autres artistes, il refuse de participer à l'Exposition 72 au Grand Palais, surnommée « expo Pompidou » : pas question de se faire récupérer comme artiste officiel. La même année, le Musée d'art moderne lui propose une importante rétrospective. Il remet son sort au hasard : le pile ou face en décide, et il refuse l'invitation.

Est-ce cette liberté (cette arrogance, diront certains) que le milieu de l'art français lui a fait payer ? Ou sa radicalité politique ? Engagé pour le peuple chilien, contre la dictature en Grèce et l'apartheid, cofondateur de la Brigade internationale des peintres antifascistes, Julio Le Parc est de tous les combats. Bien qu'il continue à exposer à l'étranger, la France le néglige : « Je passais pour un sacré casse-pieds », s'amusait-il encore, des années plus tard. Malgré le peu de reconnaissance, il continue à inventer.

Reconnaissance tardive

Dans les années 1990, il met toute son énergie à rénover et à agrandir son atelier de Cachan. Un labyrinthe bien caché, au pied d'un immeuble qui abrite toute sa tribu, des petits-enfants aux

amis. Dans ce petit musée, il reçoit tous ceux qui, à l'aube des années 2000, commencent enfin à reconsidérer son œuvre. Sa rétrospective au Palais de Tokyo, à Paris, en 2013, est un tournant pour lui et une révélation pour ses 200 000 visiteurs, décontenancés par ces jeux de lumière, ces ondolements de matière et le rôle actif qui leur est offert.

L'artiste a 85 ans et une nouvelle carrière devant lui. Les galeries affluent ainsi que les propositions. Reconnaissance bien tardive, qu'il vivait sans amertume : « C'est un des mérites de continuer à vivre. J'aurais simplement aimé avoir davantage d'imagination pour aider à changer les institutions... » Aidé de ses fils, Juan et Yamil, il expose à Londres, à New York, à Miami, à Bâle ou en Uruguay.

En 2013, il inaugure un centre culturel consacré à son travail dans sa ville natale. Le marché de l'art s'affole, mais jamais Julio Le Parc ne renonce à ses engagements. Jusqu'à son dernier souffle, il s'est battu pour que la Tate Modern laisse ses œuvres vivre en liberté, dans la lumière et le mouvement. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

23 SEPTEMBRE 1928 Naissance à Mendoza (Argentine)
1958 Installation à Paris
1960 Cofonde le Groupe de recherche d'art visuel
1966 Reçoit le Grand Prix international de peinture à la 33^e Biennale de Venise
2013 Rétrospective au Palais de Tokyo, à Paris
30 MAI 2026 Mort à Paris

Edmund Phelps

« Nobel d'économie » américain

Mort le 15 mai, à New York, à 92 ans, Edmund Phelps avait reçu, en 2006, le prix de la Banque de Suède en sciences économiques pour ses travaux sur l'inflation et le marché du travail, qui ont inspiré depuis la fin des années 1980 les politiques monétaires et économiques des banques centrales et des gouvernements occidentaux.

Ce « prix Nobel » qui n'en a pas le nom récompensait un parcours d'économiste apparemment classique, passé par les meilleures universités américaines : Yale, Massachusetts Institute of Technology, Pennsylvanie, Columbia. Il enseigna dans cette dernière de 1971 à sa retraite, et en partie en France, à Sciences Po.

Au contact des plus grands théoriciens de la croissance – Paul Samuelson (1915-2009), Robert Solow (1924-2023) –, le jeune et brillant chercheur publié, dès 1968, un article qui fera date inti-

ulé « Money-Wage Dynamics and Labor-Market Equilibrium » (« dynamique des salaires nominaux et équilibre du marché du travail ») dans le *Journal of Political Economy*, la revue de référence des économistes libéraux de l'université de Chicago.

Ses travaux de modélisation économétrique forgeront les concepts de taux d'épargne et d'investissement optimal (dit « règle d'or de Phelps »), de cible d'inflation, de taux de chômage naturel, d'anticipation d'inflation, concepts devenus à la fois les piliers de l'enseignement des facultés d'économie et les instruments de pilotage des politiques macroéconomiques.

Pourtant, parvenu au faite de sa carrière, Edmund Phelps reconnaît que les limites de la théorie économique (information imparfaite, rationalité limitée, liberté indéterminée des agents) l'empêchent d'appréhender de nouveaux défis – inégalités, exclu-

26 JUILLET 1933 Naissance à Evanston (Illinois)
1971 Professeur à l'université Columbia (New York)
2006 « Prix Nobel d'économie »
2017 Publie « La Prospérité de masse » (Odile Jacob)
15 MAI 2026 Mort à New York

sion, croissance et productivité atones, insatisfaction au travail...

Après avoir croisé les chemins d'économistes moins orthodoxes comme Amartya Sen, Kenneth Arrow (1921-2017) ou encore le philosophe John Rawls (1921-2002), il publie en 2013 *Mass Flourishing: How Grassroots Innovation Created Jobs, Challenge, and Change* (Princeton University Press), traduit en français sous le titre *La Prospérité de masse* (Odile Jacob, 2017). Il y expose que la simple application de la théorie classique, pour qui la production est le résultat de la combinaison optimale du travail et du capital, ne suffit à expliquer l'explosion de la richesse économique en Europe à partir du milieu du XVIII^e siècle, puis sa propagation à toute la planète.

Pour Edmund Phelps, l'affirmation de l'égalité entre les hommes par les philosophes humanistes de la Renaissance, puis l'affirmation de la liberté d'agir et d'innover par ceux des Lumières sont les

déterminants de cette prospérité. Il ne s'agit pas tant de science et de techniques que de l'affirmation de valeurs et d'une éthique de la liberté qui autorise chacun à sortir de son statut, de sa routine, pour créer autre chose que ce qui se fait, mais aussi de la construction d'institutions qui protègent ces valeurs.

Libertés d'innover

Mais Edmund Phelps dénonce le recul de ces institutions et de ces libertés, d'abord violent sous le choc des guerres et des totalitarismes du XX^e siècle, plus insidieux depuis avec le retour de ce qu'il appelle les « corporatismes ». Une catégorie où, en bon libéral, il mêle l'Etat social, les syndicats et les lobbys professionnels, les bureaucraties publiques comme privées, mais aussi le retour des valeurs « traditionnelles » (la famille, la communauté, la nation, la « race ») ou la confiscation de la création de valeur et des institutions par des

monopoles entrepreneuriaux et financiers (les géants de la Silicon Valley et de Wall Street).

Contre ces dérives, qui expliquent, selon lui, le ralentissement de la hausse des revenus et de la productivité moyenne depuis les années 1960, engendrant chômage de masse, inégalités et crises politiques, l'économiste préconise des politiques de redistribution, non pas tant des richesses que des libertés d'innover dans tous les segments de la production et de l'organisation sociale.

Il prône, par exemple, le démantèlement des grandes banques au profit d'établissements plus petits, y compris publics, plus aptes à financer les vrais créateurs de richesse, ou encore une forte taxation des plus riches et des entreprises pour les inciter à innover et, enfin, une augmentation de l'aide publique à l'éducation et à la formation des plus faibles pour favoriser l'innovation. ■

ANTOINE REVERCHON

Baptiste Morizot et Laurent Neyret

« L'habitabilité est la condition de tous nos droits et libertés »

ENTRETIEN

Novatrice, la proposition du philosophe Baptiste Morizot, maître de conférences à Aix-Marseille Université, et du juriste Laurent Neyret, professeur de droit à Sciences Po, vise à inscrire dans le droit l'« habitabilité », soit la valeur nécessaire pour protéger la vie. Les coauteurs de *Liberté, dignité, habitabilité* (Gallimard, Tracts, 64 pages, 4,90 euros) en font un principe primordial, car il garantit les conditions d'existence de l'humanité et de tous les vivants.

En 1945, le procès de Nuremberg, qui jugea une partie des criminels nazis, s'est fait au nom de la condamnation des crimes commis contre l'humanité et du refus de la normalisation de la barbarie. Que voulez-vous dire lorsque, dans votre ouvrage, vous souhaitez « rejouer le moment Nuremberg pour l'habitabilité » ?

Laurent Neyret : En 1945, la conjonction de la révélation de crimes extraordinairement graves et d'un procès spectaculaire a en effet produit une transformation majeure du droit. Mais nous ne comparons pas les crimes nazis et les atteintes au climat et au vivant : nous comparons la capacité du droit à se hausser au-dessus de lui-même, et à consacrer collectivement une nouvelle valeur protégée, comme la dignité, au moment où l'histoire l'y convoque. C'est d'abord l'analogie d'un réveil. Le droit a prouvé

Le philosophe et le juriste estiment que le droit de l'environnement plie souvent devant d'autres traditions juridiques plus solidement fondées. Ils proposent d'appeler « habitabilité » la valeur que ce droit est appelée à protéger

qu'il pouvait se réinventer face à l'insoutenable, et qu'aucun ordre établi n'est définitif. A Nuremberg, le procureur Robert Jackson [1892-1954] a déclaré que la société condamnait « ce qui heurte le sens moral de l'humanité ». Or les crises écologique et climatique portent atteinte aux conditions mêmes d'une existence digne, pour l'humanité et pour la vie telle que nous la connaissons. C'est pourquoi il faut inscrire une valeur cardinale au plus haut niveau du droit, que nous nommons habitabilité, car les humains ne peuvent prospérer que dans un monde rendu habitable par la vie. Et c'est cela, aujourd'hui, qui est menacé. L'habitabilité est la condition de tous nos droits et libertés.

Le moment géopolitique n'est plus celui de 1945, date à laquelle un nouvel ordre mondial se crée à partir du droit international. Aujourd'hui, celui-ci est bafoué non seulement par des tyrannies mais également par des démocraties, et la question écologique fait l'objet d'un reflux dans l'espace public. Comment

inscrire un tel geste juridique dans ce moment de basculement ?

Baptiste Morizot : La question des conditions historiques et géopolitiques est en effet déterminante. En 1945, la victoire militaire de ceux qui allaient porter le nouvel ordre international s'inscrivait dans un contexte de reconstruction et de confiance dans le droit. Or nous sommes aujourd'hui dans une situation inverse : défiance à l'égard du droit international, découplage entre des superpuissances qui radicalisent leur logique prédatrice et des puissances moyennes qui n'ont pas les moyens de dominer la scène internationale, mais qui cherchent un multilatéralisme capable de préserver le futur.

Nous sommes très réalistes sur la gravité des impasses actuelles. Mais la pensée, comme l'eau, cherche des brèches ouvertes par la complexité même du système. L'enjeu est précisément de faire du principe habitabilité l'instrument de ces puissances moyennes, face aux logiques impériales, fossiles et guerrières qui reviennent en force. Car les puissances moyennes n'ont pas la force pour elles : elles n'ont que le droit. Et c'est leur chance. Le droit doit protéger ce que la force ne peut plus défendre.

Comment convaincre de l'urgence et de la pertinence de l'habitabilité en tant que principe ?

L. N. : Avant d'être consacrée, une valeur juridique connaît un moment d'acculturation. En France, la fraternité a été consacrée comme principe constitutionnel en 2018, parce qu'il y avait eu, en amont, des réflexions, des conférences, des articles qui plaidaient en sa faveur. D'où l'intérêt de se tenir prêt. Le concept de crime contre l'humanité n'est pas tombé du ciel le jour de l'ouverture du procès de Nuremberg : c'est un juriste né dans ce qui est aujourd'hui l'Ukraine, Hersch Lauterpacht [1897-1960], qui le formule patiemment alors qu'il n'a pas encore conscience de l'ampleur des crimes nazis. Fait vertigineux : le mot a devancé le crime qu'il servirait à juger.

Nous cherchons à renouer avec cette histoire : imaginer, avant qu'il ne soit trop tard, la valeur cardinale à protéger au XXI^e siècle. L'équivalent de la dignité à l'époque est aujourd'hui selon nous l'habitabilité, car les canicules à répétition et l'effondrement des écosystèmes ne laissent déjà plus à personne le luxe de l'indifférence. Se tenir prêt, c'est disposer de propositions concrètes pour inscrire l'habitabilité dans le droit aux moments décisifs.

Pourquoi y a-t-il un trou dans la fondation du droit de l'environnement, et comment l'habitabilité vient-elle le combler ?

L. N. : Les crimes écologiques sont aujourd'hui traités par le droit de l'environnement comme une externalité. Ce droit s'est construit pour régler des



LES CRISES ÉCOLOGIQUE ET CLIMATIQUE PORTENT ATTEINTE AUX CONDITIONS MÊMES D'UNE EXISTENCE DIGNE

conflits de voisinage, et sa faiblesse tient à son caractère technique, à des règles souvent écrites par des ingénieurs ou des scientifiques. C'est un droit qui traite les dossiers et maltraite les enjeux. Pourquoi ? Parce que ce qui le fonde n'a jamais été défini. Quelle est la valeur qu'il protège ? Les lois sont fortes quand elles protègent une valeur : criminaliser la torture protège la dignité, punir le vol protège la propriété. Le droit de l'environnement est resté faible parce qu'il y a un trou dans sa fondation. Le droit protège ce qu'il nomme. Il n'a jamais nommé l'habitabilité.

A vous lire, les limites du droit de l'environnement tiennent aussi à son intitulé même, puisque le mot d'« environnement » désigne une extériorité, alors que l'habitabilité insère l'humain dans un milieu de vie partagé...

B. M. : Exactement. Malgré la pléthore de textes, ce droit n'a pas nommé sa valeur, et c'est en partie parce que la grammaire philosophique dont nous héritons est celle de l'environnement, un mot qui ne tient pas compte de nos interdépendances avec le vivant. Si l'on dit « liberté, égalité, environnement », chacun entend aussitôt la fausse note. L'environnement est conçu comme le grand dehors du monde social, une réserve de ressources, une série de paramètres à gérer – et, systématiquement, comme la variable d'ajustement des grandes valeurs de l'économie et de la sécurité.

L'habitabilité nous libère de ce cadrage autodestructeur. Il ne s'agit pas de criminaliser l'économie, mais de rappeler que sa stabilité même dépend de la protection de l'habitabilité. La protéger par le droit, c'est enjoinde à l'économie de retrouver des proportions qui préservent les conditions de la vie. Nommer « environnement » le vivant postulait un dehors passif et inaltérable. Le nommer habitabilité rend visible que ce sont des millions d'espèces qui, par leur activité interdépendante et fragile, sont les artisans insubstituables de la maison commune.

Est-ce une manière de sortir la pensée écologique des ornières dans lesquelles elle s'est parfois laissée enfermer ?

B. M. : Il faut distinguer deux choses trop souvent confondues : le contenu d'une cause, et son domicile symbolique, c'est-à-dire les lieux institutionnels et sociaux où cette cause est prise en charge. Sous sa forme avant-gardiste, la pensée écologique pariait sur la force de sa vérité et de son originalité, tout en restant aveugle à son domicile symbolique. Elle s'est ainsi retrouvée cantonnée aux conversations entre convaincus, confinée dans les ministères de l'environnement qui perdent les arbitrages, reléguée au camp des amoureux de la nature ou de la militance.

Or des lieux secondarisés ne peuvent pas faire émerger des enjeux cardinaux destinés à changer les priorités là où se prennent les décisions. Le droit de l'environnement s'en trouve relégué, et la balance de la justice faussée. L'habitabilité, comme valeur protégée, est cet amplificateur d'importance : elle déménage la protection des conditions de la vie vers les domiciles éminents – la santé, la sécurité, les droits et libertés –, au cœur même des décisions, puisqu'elle conditionne tout ce à quoi nous tenons.

Concrètement, dès aujourd'hui, que change le « principe habitabilité » pour le droit et pour ceux qui le pratiquent ?

B. M. : Dès aujourd'hui, à droit constant – sans toucher aux textes en vigueur –, ce même amplificateur d'importance opère comme une clé d'interprétation : il donne aux juges, aux avocats, aux juristes, de quoi rendre aux lois existantes la force qu'elles méritent. Une norme qu'on traite comme une formalité, que le premier « intérêt général » venu fait plier, retrouve son poids dès qu'on la rapporte à ce qu'elle protège : les conditions de la vie. Le débat qui fait rage sur les pesticides en donne la mesure : l'exigence d'une agriculture qui n'empoisonne pas gagne désormais le monde économique et les chefs étoilés eux-mêmes. C'est cette exigence que l'habitabilité fait passer de la pétition au prétoire, car l'empoisonnement des sols, des eaux et des corps ne sera jamais l'intérêt général : il en est la négation.

L. N. : Ensuite, il s'agit de transformer le droit lui-même : c'est le cœur de notre appel à l'inventivité juridique. Que chaque acteur du droit – du magistrat au citoyen – s'empare du principe avec son génie propre et invente comment le faire exister, du national à l'international, de la Constitution aux plans territoriaux, du civil au pénal. Ainsi la dignité a-t-elle prospéré après 1945 : non par décret venu d'en haut, mais réinventée partout, par mille mains. Nommer l'habitabilité dans le droit, c'est obliger la force à se justifier devant la vie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG



Emilie Dardenne et Réjane Sénac

Projet de loi d'urgence agricole : les animaux, un élément jamais évoqué

Les être vivants, leurs conditions de vie et d'exploitation sont absents des débats à l'Assemblée, dénoncent les deux chercheuses. Si le projet était adopté, elles estiment que la vie de millions d'animaux supplémentaires est en jeu

Submitted au vote mardi 2 juin, le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole est actuellement examiné à l'Assemblée nationale. Depuis sa prise de poste en 2024, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, répète sur les plateaux télé et dans la presse qu'il faut « *redonner du bon sens aux règles* », alléger les contraintes administratives, faciliter la modernisation, au nom d'une souveraineté agricole à reconquérir.

De quoi, de qui parle-t-on avec ce projet de loi ? De justice sociale et écologique. Tant pour les agriculteurs et agricultrices – car ce sont leurs conditions de vie et de travail qui sont discutées – que pour les Français, dans un contexte d'urgence vitale dû au dérèglement climatique. Un enjeu essentiel de ce débat est bien sûr le positionnement de la France vis-à-vis de la compétition féroce à laquelle se livrent les Etats en matière agricole, sachant que celle-ci repose sur l'accaparement et la destruction des ressources.

Dans cette fuite en avant destructrice, un élément en revanche n'est jamais évoqué : la réduction des animaux d'élevage à une ressource économique. Ainsi, en France, malgré la dénonciation quasi consensuelle de la maltraitance animale, huit animaux abattus sur dix proviennent d'élevages intensifs et seulement 2 % de la population est végétarienne.

Si la souveraineté agricole est à reconquérir, la souveraineté humaine sur les vies animales est, elle, bien acquise. Les fermes-usines en sont la preuve. Ce sont des formes d'élevage qui, pour répondre à des exigences de rentabilité économique dans la production de ce qu'on appelle de la « viande », et dans la production de poisson, d'œufs ou de lait, parquent les animaux dans des surfaces non conformes à leurs besoins, et pratiquent une sélection génétique repoussant toujours les limites de la productivité. La maltraitance dans les élevages dits intensifs prend aussi la forme d'une absence de sollicitation positive sur les plans sensoriel et cognitif. Pour les animaux captifs de ces systèmes, ces lieux de survie sont hostiles, violents. Ils peuvent y subir des rationnements et souffrir de faim. La forte densité de ces espaces est source de blessures, de douleurs chroniques, d'agressivité.

Depuis 2008, les enquêtes de l'association L214 fissurent l'omerta sur le caractère illégal des élevages intensifs et des abattoirs, au regard de la reconnaissance de l'animal comme être vivant doué de sensibilité, inscrite depuis 1976 dans le code rural et depuis 2015 dans le code civil. Cette double reconnaissance ordonne que l'animal doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce. Des vidéos récentes

donnent pourtant à voir, dans un élevage de cochons, des truies cohabitant avec leurs porcelets morts ou des dindes mutilées vivant dans leurs déjections.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Au cours du XX^e siècle, la taille des entreprises exploitant les animaux pour l'alimentation humaine a considérablement augmenté, aboutissant à ce qu'on appelle, pour reprendre les termes de la philosophe néerlandaise Barbara Noske, le « *complexe animalo-industriel* » qui entremêle les existences des animaux en élevage et le capitalisme mondial. L'élevage paysan a été remplacé par des productions intensives, qui régissent radicalement les corps, la reproduction, les fonctions bio-

logiques, les relations sociales et la mise à mort des animaux élevés en leur sein.

Où allons-nous ? Que dit le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole ? Son article 17 habilite le gouvernement à réformer par ordonnance, sans débat parlementaire, le régime applicable aux élevages, ouvrant la voie à une facilitation de l'implantation et de l'agrandissement des fermes-usines et des mégapoulaillers. La volonté politique est claire : faciliter l'extension des élevages, ce qui pourrait accélérer encore l'extension du complexe animalo-industriel et favoriser l'agro-industrie.

Question essentielle

Deux arguments sont mobilisés à l'appui du projet : le soi-disant bon sens paysan et l'absence prétendue d'alternative, alors qu'une orientation vers une alimentation plus végétale en est une. Ces discours occultent les millions de vies qui sont en jeu : celles d'agriculteurs et d'agricultrices aux conditions de travail inhumaines, mais aussi celles d'animaux violents. En 2024, selon le ministère de l'Agriculture, 943 millions d'animaux terrestres ont été abattus en France pour la consommation alimentaire. Si le projet de loi d'urgence agricole est adopté pourraient s'y ajouter des millions d'autres. Ces animaux sont d'une grande vulnérabilité : leurs corps, conçus pour être ma-

nipulables et productifs, sont transformés par un processus qui les force à grossir vite, produire plus de chair, comme des machines biologiques dont on cherche à améliorer le rendement, jusqu'à l'abattage. Ce projet de loi porté au nom d'une simplification administrative ne répond pas à une question essentielle : est-ce vraiment de cette société que les Français et les Françaises veulent ? Rappelons que 82 % sont favorables à l'interdiction de l'élevage intensif, d'après le sondage IFOP/30 millions d'amis de 2025, et ceci de manière stable depuis 2018.

La thèse de l'animal-machine a fait long feu. Les recherches scientifiques, notamment en éthologie, ont établi sans ambiguïté que les animaux souffrent, s'ennuient, forment des attachements, ressentent la peur, le stress ou le plaisir. Et ceci ne concerne pas exclusivement ceux que l'on qualifie de domestiques et que l'on intègre à notre cercle d'empathie, voire à notre famille. La loi d'urgence agricole permettrait que les animaux dits d'élevage soient plus nombreux, exploités de façon plus dense encore, avec moins de contrôle, dans des conditions plus hostiles. Il est urgent d'intégrer les animaux à une discussion dont ils sont paradoxalement absents, alors qu'ils en sont les principaux sujets ou plutôt objets. Il est aujourd'hui temps que nous prenions en compte les intérêts de ceux qui sont quotidiennement présents dans nos vies, en nous tenant compagnie, mais aussi en étant réduits à nous vêtir et à nous nourrir. ■

Emilie Dardenne est professeure des universités à l'université Rennes-II et membre de l'Institut universitaire de France. Elle a notamment publié « *Penser la condition animale. Outils critiques* » (Presses de Sciences Po, 2026) **Réjane Sénac** est directrice de recherche CNRS au Cevipof, à Sciences Po. Elle a notamment publié « *Par effraction. Rendre visible la question animale* » (Stock/Philo Magazine, 2025)

“ SI LA SOUVERAINETÉ AGRICOLE EST À RECONQUÉRIR, LA SOUVERAINETÉ HUMAINE SUR LES VIES ANIMALES EST, ELLE, BIEN ACQUISE ”

Didier Cannet L'est de la RDC n'a pas seulement besoin d'interventions d'urgence mais d'un engagement durable

Alors que l'épidémie d'Ebola fait rage et que les combats s'intensifient, le médecin épidémiologiste humanitaire alerte sur l'urgence d'apporter une aide sanitaire et financière viable aux populations de la RDC

Parler aujourd'hui des épidémies dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), c'est parler d'une guerre qui dure depuis trente ans. C'est parler d'un territoire où le choléra, la rougeole, le mpx ou Ebola ne sont plus des crises exceptionnelles, mais les manifestations répétées d'un effondrement politique et sanitaire profond.

Depuis trois décennies, le Nord-Kivu, l'Ituri et une partie de la région des Grands Lacs vivent au rythme des conflits armés, des déplacements de population et de l'instabilité chronique. Des millions de personnes ont fui les combats. Autour de Goma notamment, des familles entières survivent dans des camps surpeuplés, ou sont forcées de retourner dans leurs villages dévastés, souvent sans accès suffisant à l'eau potable, à l'assainissement ou aux soins de santé.

Dans ces conditions, les épidémies émergent. Le choléra prospère



“ LA SURVEILLANCE NE SUFFIT PAS LORSQUE L'ÉTAT EST ABSENT, LES ROUTES DÉTRUITES, LES CENTRES DE SANTÉ PILLÉS ”

là où les réseaux d'eau ont disparu. La rougeole revient lorsque les campagnes de vaccination sont interrompues par l'insécurité. Le mpx circule dans des zones où les structures sanitaires manquent de moyens pour diagnostiquer, isoler et traiter rapidement les cas.

Quant à Ebola, il reste une menace permanente dans une région où la défiance, la violence et la pauvreté compliquent chaque intervention. Pourtant, la RDC ne manque ni de compétences ni d'expertise. Les équipes congolaises de surveillance épidémiologique comptent parmi les plus expérimentées du continent africain. Après des années de lutte contre Ebola et ses 16 flambées épidémiques depuis 1976, les spé-

cialistes congolais ont acquis une compétence remarquable dans la détection, l'alerte, la prévention et la sensibilisation des communautés.

Cependant, la surveillance ne suffit pas lorsque l'Etat est absent, lorsque les routes sont détruites, lorsque les centres de santé sont pillés ou lorsque les humanitaires ne peuvent accéder aux populations à cause des combats. Le véritable problème est structurel. Dans de nombreuses zones de l'Est congolais, l'Etat ne parvient plus à assurer ses fonctions essentielles : sécurité, santé, éducation, infrastructures et protection des civils. Les systèmes de santé survivent grâce aux organisations non gouvernementales (ONG) internationales et aux financements extérieurs.

Faute morale

Depuis plusieurs mois, la réduction de l'aide publique au développement et la baisse de certains financements américains, notamment par le biais de l'Usaid [l'Agence des Etats-Unis pour le développement international], fragilisent encore davantage un système déjà au bord de la rupture. Les conséquences sont immédiates : diminution des campagnes de vaccination, pénuries de médicaments, réduction des capacités de laboratoire, ralentissement des équipes mobiles et fermeture de certains programmes de prévention.

Cette situation constitue non seulement une faute morale, mais aussi une erreur stratégique majeure, car les épidémies qui émer-

gent dans l'est de la RDC ne resteront pas confinées indéfiniment dans les camps de déplacés de Goma ou dans les territoires isolés de l'Ituri. Les frontières sont poreuses. Les populations circulent. Les échanges régionaux sont constants.

Dans un monde globalisé, aucune crise sanitaire durable ne reste locale. La pandémie de Covid-19 aurait pourtant dû nous l'apprendre : négliger les systèmes de santé les plus fragiles finit toujours par avoir des conséquences mondiales. L'est de la RDC n'a pas seulement besoin d'interventions d'urgence, mais d'un engagement durable : infrastructures sanitaires, accès à l'eau, soutien aux personnels de santé, sécurité des humanitaires, financement stable des programmes de vaccination et de surveillance.

Derrière chaque flambée de choléra ou de rougeole se cache une réalité politique simple : la population est abandonnée depuis trop longtemps. Combien de temps encore la communauté internationale acceptera-t-elle qu'une région entière vive dans une urgence sanitaire permanente devenue invisible ? ■

Didier Cannet est médecin épidémiologiste humanitaire, responsable des missions en République démocratique du Congo et en Centrafrique pour une ONG et administrateur de l'association de développement GRET

Françoise Vimeux

Le changement climatique n'est pas une crise, c'est une trajectoire

Cinquante ans plus tard, les derniers jours du mois de mai ressemblent aux premiers jours de l'été 1976, constate la climatologue. Afin de mieux anticiper ces désordres météorologiques, appelés à devenir plus réguliers et plus intenses, elle préconise une « adaptation transformative et structurelle »

La chaleur survenue en cette fin du mois de mai sur l'ensemble de notre territoire a été inédite par sa précocité et son intensité. Des centaines de records de température ont été battus un peu partout en France pour un tel mois. Jamais les vigilances canicule mises en place en 2004 n'avaient été déclenchées avant le mois de juin.

Il est trop tôt pour savoir si Météo France qualifiera cet épisode de vraie « vague de chaleur ». Ce terme répond en effet à des critères stricts, selon lesquels la température moyenne sur l'ensemble de notre territoire doit dépasser certains seuils. Toujours est-il que nous n'avons jamais été aussi proches d'une vraie vague de chaleur aussi tôt dans l'année. Alors comment se compare-t-elle à ses consœurs, en particulier aux plus mémorables d'entre elles ?

A Paris, Météo France nous apprend que, dès samedi 30 mai, les températures auront probablement dépassé les 32 °C sur huit jours consécutifs. Cette situation dans la capitale n'est arrivée que trois fois – en 1947, 1976 et 2003 – tous mois confondus. A l'échelle nationale, la moyenne de la température sur les derniers jours est comparable à celle atteinte au cours de la canicule de 1976, du 23 juin au 7 juillet. Ainsi, cinquante ans plus tard, les derniers jours du mois de mai ressemblent-ils aux premiers jours de l'été 1976 !

L'intensité de la canicule de 1976, et de l'épisode que nous venons de traverser, reste toutefois bien inférieure à celle enregistrée au cours des canicules les plus chaudes qui nous ont accablés depuis le

début du XXI^e siècle, comme en 2003, 2019, 2022 ou 2025. Il est erroné de citer la vague de chaleur de 1976 pour argumenter qu'il a toujours fait chaud. Quant à l'été 1976 dans son ensemble, il s'apparente à un été moyen après 1990. Pas de quoi l'ériger en modèle de chaleur quand on parle en 2026...

Une vague de chaleur aussi forte aussi tôt dans l'année était-elle prévisible ? Les modèles de prévisions météorologiques ont vu venir ce dôme de chaleur, son intensité et sa durée probable. Les modèles de climat aussi, et depuis un moment. Une vague de chaleur aussi intense au mois de mai aurait été impossible dans un climat non modifié par les activités humaines.

Aujourd'hui, avec un réchauffement qui atteint, relativement à l'ère préindustrielle, près de 1,3 °C au niveau mon-

dial et 2,2 °C en France hexagonale, la survenue d'une telle chaleur au printemps rentre dans la gamme des possibles avec, d'après les premières estimations, une très faible probabilité d'occurrence. Cette vague de chaleur pouvait donc tout à fait être anticipée.

Elle incarne doublement un discours que les climatologues répètent depuis des années. D'une part, les vagues de chaleur vont devenir plus régulières, plus chaudes, plus longues, plus précoces et plus tardives. D'autre part, pour guider la hauteur à laquelle doivent se situer nos actions d'adaptation, il ne faut pas envisager, pour le futur, uniquement les événements extrêmes les plus probables, mais également prendre en compte aussi la possibilité, aussi faible soit-elle, que des phénomènes de grande ampleur et de forts impacts nous touchent.

L'illustration de notre impréparation

A ce propos, sommes-nous prêts à faire face à de tels événements ? Eh bien pas vraiment. Encore une fois, la situation des derniers jours et ses conséquences sont gérées comme une crise ponctuelle qui ne serait pas amenée à se reproduire. Mais le changement climatique n'est pas une crise, c'est une trajectoire.

Répétons-le de nouveau, ce qui était impossible devient possible, et ce qui était exceptionnel devient la norme. Nous ne reviendrons pas au climat de notre enfance au cours du XXI^e siècle, même si nous réussissons à décarboner nos modes de vie. Nous n'avons pas de boule de cristal pour dire quand se produira la prochaine vague de chaleur. Et l'occurrence d'une vague de chaleur au mois de mai ne nous dit rien de l'occurrence des vagues de chaleur dans les prochaines semaines.

En revanche, statistiquement, nous savons que des vagues de chaleur vont se reproduire. La question n'est donc pas « si » mais « quand » serons-nous encore une fois soumis à des températures extrêmes. Il faut accepter de se préparer

sans savoir si nous recueillerons les bénéfices cet été, l'été prochain ou dans quelques années.

Quant à la gestion de crise, que révèle-t-elle ? Elle s'est beaucoup traduite ces derniers jours par le rappel des recommandations pour se protéger des fortes chaleurs. S'il est toujours crucial de le faire, force est de constater que cette adaptation repose sur les comportements individuels. Or, les experts du GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] dans ce domaine le martèlent : nous avons besoin d'une adaptation transformative et structurelle. Mais les actions durables peinent à être mises en œuvre.

La chaleur dans les établissements scolaires illustre notre impréparation. Comme en juin 2019, il y a déjà sept ans, la vague de chaleur d'aujourd'hui arrive en pleine période scolaire, au moment des épreuves du baccalauréat. Les efforts doivent-ils reposer uniquement sur les parents pour qu'ils habillent leurs enfants légèrement, sur les collégiens et les lycéens pour qu'ils se munissent d'eau en quantité, et sur les enseignants pour qu'ils baissent les stores dans leur classe, pourvu qu'ils en aient ? Non.

La rénovation thermique des bâtiments scolaires est un enjeu crucial. Si elle est très coûteuse, ce n'est pas le cas d'autres solutions pérennes, efficaces et rapides à mettre en œuvre, comme la végétalisation des cours et la désimperméabilisation des sols. Le chantier, titanique, a débuté, mais son avancée est trop lente. Un seul allié existe pour nous épauler au-delà d'une volonté politique plus engagée : stopper la course du réchauffement en atteignant la neutralité carbone. ■

Françoise Vimeux est climatologue à l'Institut de recherche pour le développement

Entre le RN et le football, une méfiance toujours réciproque

ANALYSE

C'est une longue histoire tumultueuse qui vient de connaître un nouvel épisode. Dans une interview, mi-mai, au magazine *Vanity Fair*, Kylian Mbappé, capitaine de l'équipe de France masculine, a assuré être inquiet d'une possible victoire du Rassemblement national (RN) à l'élection présidentielle de 2027. « Moi, ça me touche, je sais ce que ça signifie et quelles conséquences cela peut avoir pour mon pays lorsque des gens comme eux arrivent aux commandes », déclare-t-il. Il revendique, en outre, sa condition de « citoyen » et combat « l'idée selon laquelle un footballeur devrait se contenter de jouer et de se taire ».

En réponse, le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, s'en est pris vivement à l'ancien joueur du Paris Saint-Germain, raillant son choix de rejoindre le Real Madrid, juste avant le premier sacre européen du club français en 2025 et alors que le PSG s'apprêtait à conserver son titre, le 30 mai face aux Anglais d'Arsenal (1-1, 4-3 aux tirs au but). « Et moi je sais ce qui arrive lorsque Kylian Mbappé quitte le PSG : le club gagne la Ligue des champions ! (Et peut-être bientôt une deuxième fois.) », a-t-il écrit sur le réseau social X, oubliant ainsi le palmarès et les performances du Français quand il portait le maillot de la capitale. Interrogée sur le sujet, Marine Le Pen a répondu dans les mêmes termes.

Cette dernière, comme son parti, n'a jamais caché son désintérêt pour le football, préfé-

rant largement le rugby. En 2013, on a pu voir l'actuelle présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale assister, en compagnie de Louis Aliot (aujourd'hui premier vice-président du RN et maire de Perpignan) à un match de l'USAP, le club perpignanais.

Et elle ne s'est pas privée de critiquer les joueurs de l'équipe de France lors du fiasco de la Coupe du monde en Afrique du Sud, en 2010, quand ces derniers avaient refusé de s'entraîner. Elle fustigeait alors des « clans ethniques, religieux qui mettent en place quasiment une sorte d'apartheid au sein même de cette équipe », accreditant ainsi les rumeurs d'une mise à l'écart de certains joueurs blancs et non musulmans. « Ce n'est un secret pour personne, je n'ai pas une attirance particulière pour le football. Plus précisément pour le football professionnel, son étalage indécent d'argent, ses scandales à répétition, sa corruption endémique », écrit-elle quelques années plus tard, sur son blog, en 2016, à l'occasion de l'Euro en France.

Dénoncer le multiculturalisme

Vingt ans auparavant, son père, Jean-Marie Le Pen, s'était fait remarquer par une sortie sur les Bleus, engagés alors à l'Euro en Angleterre, en 1996. Il reprochait aux joueurs d'Aimé Jacquet de ne pas connaître les paroles de *La Marseillaise*, mais aussi la diversité de la sélection : « Je trouve que c'est un peu artificiel de faire venir des joueurs de l'étranger et de la baptiser "équipe de France". Je constate que les joueurs des autres équipes chantent leur

hymne national de grand cœur et à pleine voix alors que je constate que la plupart des joueurs de l'équipe de France ne le chantent pas ou visiblement ne le savent pas », avait-il lancé après la qualification en demi-finales. Jamais Jean-Marie Le Pen n'avait cependant relevé que Michel Platini, par exemple, ne chantait pas *La Marseillaise*.

Un passé que le RN jure révolu. « C'est totalement en inadéquation avec ce que nous sommes aujourd'hui, je combats cette vision raciale immonde, assure ainsi Aleksandar Nikolic, responsable des questions de sport au sein du parti. Les joueurs ont le droit d'exprimer des avis, Kylian Mbappé a le droit de prendre position. » Cet ancien dirigeant du club d'Amilly (Loiret) reconnaît que le football, notamment dans sa dimension amateur et associative, « est un sujet éminemment politique ». Selon lui, le sport en général « doit faire l'objet d'une réelle politique à l'image de ce qu'ont fait le général de Gaulle et Maurice Herzog ».

L'une des principales difficultés de l'extrême droite avec le football est que, contrairement à la gauche, elle n'a pas de penseurs s'étant penchés sur la question du foot comme objet de réflexion à part entière. « Il n'y a jamais eu personne chez eux qui aimaient le foot et qui étaient capable de penser la critique de ce sport », confirme Nicolas Kssis-Martov, auteur de *Latéral gauche* (Libertalia, 208 pages, 10 euros), livre consacré aux « figures politiques du foot ». Il ajoute : « Le RN ne s'empare du foot que pour nourrir les polémiques qui vont dans leur sens. Leur rapport au foot mon-

tre qu'ils ne sont pas totalement normalisés. Cela reste encore sur la ligne du "eux et nous". » En clair, le football servirait à nourrir le discours de l'extrême droite dénonçant le multiculturalisme. D'ailleurs, les interventions des cadres du RN en cas de victoires sont beaucoup moins nombreuses et nourries que lors des périodes de défaites ou de polémiques.

Enfin, une dernière spécificité française reste un obstacle majeur pour un rapprochement entre le monde du foot et le RN : aucun dirigeant de premier plan – à l'exception de Jean-Pierre Rivière, président de l'OGC Nice, présent sur la liste municipale d'Eric Ciotti, allié du RN, lors des élections de mars – ni aucun joueur n'ont déclaré leur flamme au parti de Jordan Bardella. Ainsi, bien avant Kylian Mbappé, le très discret Zinedine Zidane n'était sorti que deux fois de sa réserve, en 2002 et en 2017, à chaque fois pour appeler à voter contre le Front national (l'ancien nom du RN).

Dans les autres pays où le football est roi, en revanche, l'extrême droite n'a pas de mal à compter des joueurs stars parmi ses soutiens : Neymar au Brésil, Gianluigi Buffon en Italie, John Terry en Angleterre ou encore Dani Carvajal en Espagne. Aleksandar Nikolic tente de se rassurer : « On discute, on échange. On connaît des joueurs et des dirigeants de notre côté. Mais en France, c'est très compliqué, il y a la peur de perdre des sponsors. » Pour le moment, une éventuelle « remontada » lepéniste dans le monde du ballon rond semble encore difficile. ■

ABEL MESTRE (ÉDITORIALISTE)

LES INTERVENTIONS DES CADRES DU RN EN CAS DE VICTOIRE SONT BEAUCOUP MOINS NOMBREUSES ET NOURRIES QU'EN CAS DE DÉFAITE OU DE POLÉMIQUE



ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE LAUER

IA: le pape Léon XIV comble le vide politique

La publication, le 25 mai, par le pape Léon XIV de l'encyclique *Magnifica humanitas* («Magnifique humanité») «sur la protection de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle [IA]» constitue un manifeste politique d'une portée inédite. Aucun gouvernement, aucune autorité de régulation, aucun think tank n'avait encore proposé une réflexion aussi aboutie et articulée sur cette révolution technologique.

Le souverain pontife se place dans la lignée de son lointain prédécesseur, Léon XIII, qui, en 1891, avec l'encyclique *Rerum novarum* («Des choses nouvelles»), proposait une réflexion sur la condition ouvrière pendant la révolution industrielle. Celle-ci avait fait exploser les vieilles solidarités, entassé des millions d'hommes dans des usines sans droit ni dignité, et donné naissance à une question sociale que ni le libéralisme ni le socialisme naissant ne parvenaient à résoudre. *Rerum novarum* ne prétendait pas trancher le débat économique. Elle cherchait à fixer un horizon éthique.

Ce qui a été lancé il y a cent trente-cinq ans, Léon XIV tente de le prolonger sur l'IA. Il s'agit d'alerter sur le risque d'une dilution de la dignité de l'individu, face à la promesse d'une efficacité désincarnée à l'ère de l'algorithme. Là où beaucoup plaident pour de l'attentisme, nourri soit par une fascination béate, soit par un catastrophisme rétif à une certaine modernité, le pape estime qu'il ne faut pas attendre que les processus technologiques arrivent à maturité pour chercher à les canaliser. *Rerum novarum* n'a pas transformé instantanément le capitalisme industriel. Son influence fut lente et indirecte. Elle a inspiré l'émergence de forces politiques et sociales (démocratie chrétienne, syndicalisme, Etat social), qui mirent des décennies à s'imposer. Si l'impact de *Magnifica humanitas* doit, lui aussi, prendre plusieurs générations pour infuser, il y a un sérieux risque pour que les dégâts causés par l'IA soient irréversibles. La technologie se propage à une vitesse vertigineuse, dans toutes les couches de la société et à l'échelle de la planète, bien plus rapidement que ne peuvent se former des contre-pouvoirs que le Vatican appelle de ses vœux.

A la différence du XX^e siècle, la réaction collective semble d'autant plus incertaine que les solidarités se sont diluées. L'individualisme contemporain rend plus difficile l'émergence de fronts communs capables de peser sur l'orientation du progrès technique. Pire encore, l'IA agit sur les ressorts mêmes de la réflexion humaine. Une technologie qui façonne l'attention, organise l'information et anticipe les comportements, aura toutes les facilités pour se déployer en neutralisant sa propre contestation. C'est cette inquiétude sourde que *Magnifica humanitas* place au cœur du débat et c'est elle qui rend l'équation politique particulièrement difficile.

Le pouvoir politique est soumis à des injonctions contradictoires. D'un côté, la pression d'une course mondiale à la puissance algorithmique: maîtriser les infrastructures de calcul, sécuriser

LE SOUVERAIN
PONTIFE SE PLACE
DANS LA LIGNÉE
DE SON LOINTAIN
PRÉDÉCESSEUR
LÉON XIII

IL S'AGIT
D'ALERTE
SUR LE RISQUE
D'UNE DILUTION
DE LA DIGNITÉ
DE L'INDIVIDU

l'accès aux données, produire des *tokens* (les unités de données traitées par les modèles d'IA indispensables à leur entraînement), sous peine de dépendre d'une puissance étrangère ou d'acteurs privés poursuivant leurs intérêts. L'IA devient un attribut de la souveraineté. Renoncer ou ralentir conduirait à un déclassement irrémédiable.

De l'autre côté, une exigence tout aussi impérieuse, mais politiquement plus complexe à satisfaire: protéger l'humain, contenir les effets sociaux d'une technologie qui menace l'emploi, le financement de l'Etat-providence, fragilise la démocratie et accroît de façon insoutenable l'empreinte carbone. Avec l'IA, l'humanité dispose d'un pouvoir inédit d'orienter son destin, tout en restant peu armée pour se protéger d'effets collatéraux existentiels.

Double danger

Face à l'IA, il y a la tentation, pour les gouvernements, de sacrifier la protection de la dignité humaine à l'urgence géopolitique, l'éthique à la compétitivité, le discernement à l'accélération. Afin de dépasser cette tentation, *Magnifica humanitas* propose une grammaire (dignité, bien commun, solidarité, subsidiarité) pour lire une transformation qui dépasse l'économique. Mais à ce stade manquent encore les instances capables de s'en saisir. L'éthique sans des institutions pour la promouvoir restera lettre morte.

Le danger est double. Celui d'une technocratie morale, où les principes humanistes servent d'habillement à une accélération inchangeable. Ce que tentent déjà d'imposer les géants de l'IA au travers de discours lénifiants. Et celui, plus profond, d'une résignation démocratique face à une technologie présentée comme inéluctable.

La comparaison avec *Rerum novarum* trouve ici sa limite. A la fin du XIX^e siècle, la conflictualité sociale a fini par produire des compromis historiques. Aujourd'hui, les antagonismes sont diffus, souvent intériorisés, parfois même capturés par les plateformes numériques. Pour le Vatican, il ne s'agit pas de freiner la technologie, mais de recréer les conditions politiques, culturelles et éthiques d'un usage maîtrisé. Qu'il faille attendre qu'une autorité spirituelle pose le débat en ces termes en dit long sur l'affaiblissement d'un pouvoir politique, qui peine à se hisser à la hauteur des enjeux.

Le paradoxe est cruel: en refusant toute forme de contrôle au nom de la souveraineté et de la croissance, comme c'est le cas actuellement dans l'Amérique de Trump, le politique s'expose au risque même qu'il prétend conjurer. Un accident majeur (cyberattaque paralysant le système financier, détournement de modèles avancés à des fins biologiques ou militaires) pourrait non seulement déstabiliser des infrastructures critiques, mais aussi discréditer durablement une industrie devenue centrale pour la finance et l'économie. L'histoire regorge de ces aveuglements où l'absence de garde-fous a fini par provoquer un retour de bâton bien plus destructeur que la régulation initialement refusée. Il est urgent d'écouter l'alerte papale. ■

PSG: UN SACRE
SPORTIF DANS
UN FOOTBALL
OÙ LA PUISSANCE
FINANCIÈRE COMPTE

ÉDITORIAL III

Avec sa deuxième victoire d'affilée en Ligue des champions, la plus prestigieuse compétition de football de clubs, le Paris Saint-Germain (PSG) marque l'histoire du sport français. La victoire face aux Anglais d'Arsenal, samedi 30 mai à Budapest, est un véritable exploit sportif: depuis la transformation, en 1992, de la Coupe d'Europe des clubs champions en Ligue des champions, seul le Real Madrid entraîné par Zinédine Zidane avait réussi à enchaîner plusieurs sacres européens à la suite, trois au total, entre 2016 et 2018. De quoi donner la confiance nécessaire au football tricolore avant le début, dans moins de deux semaines, de la Coupe du monde aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

La liesse dans les rues de la capitale et ailleurs en France, après le coup de sifflet fi-

nal, et la foule rassemblée le lendemain sur le Champ-de-Mars, à Paris, pour accueillir les joueurs, étaient à la mesure de l'importance de ce titre. Cependant, des débordements partout en France, encore plus nombreux qu'en 2025 pour le précédent sacre, ont gâché la fête: dimanche matin, le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, dénombrait un mort, des centaines de blessés et 780 interpellations, dont 457 gardes à vue. Des scènes de violences inadmissibles, devenues malheureusement habituelles après une victoire sportive, notamment du PSG.

La performance de l'équipe de Luis Enrique ne doit pas néanmoins faire oublier une autre réalité du football: sa financiarisation à outrance. Certes, l'entraîneur espagnol a su créer une équipe stable, où les individualités servent le collectif, loin du modèle privilégié par le Qatar, au moment du rachat du PSG en 2011, où l'accumulation des superstars servait de politique sportive. Mais Luis Enrique a également bénéficié des largesses d'un propriétaire qui n'a pas de limite financière: 1,4 milliard d'euros ont été injectés depuis 2011 dans le PSG. Ce qui a totalement déséquilibré le championnat de France, devenu depuis plusieurs années une compétition accessoire pour les Parisiens.

La différence des budgets est abyssale: pour 2025-2026, celui du PSG s'élevait à 850 millions d'euros, soit 34 fois celui d'Angers ou du Havre, clubs les plus pauvres de Ligue 1. Le deuxième, celui de l'Olympique de Marseille, était estimé par nos confrères

de *L'Equipe* à 260 millions. Une différence de moyens qui tue le suspense sportif à chaque saison et dont le corollaire est un moindre intérêt du public pour le championnat national. Conséquence: les diffuseurs sont, eux aussi, moins intéressés et achètent les droits télé au rabais. Or, l'écosystème du foot français dépend de ces droits, qui financent en partie le budget des clubs.

La puissance du PSG est, en réalité, l'illustration d'une évolution du football qui n'est ni nouvelle ni spécifiquement française. L'arrêt Bosman, rendu par la Cour de justice des Communautés européennes en 1995, a ouvert le marché des transferts en permettant aux footballeurs d'être libérés à la fin de leur contrat et en autorisant leur libre circulation en Europe. Les clubs les plus riches en ont profité pour acheter, de plus en plus cher, les meilleurs joueurs étrangers, engendrant un système hyperspécificatif.

Les grands rivaux du PSG que l'on retrouve régulièrement en phases éliminatoires de la Ligue des champions - Real Madrid, FC Barcelone, Bayern Munich, Arsenal, Manchester City, Liverpool - n'ont rien à envier, en termes budgétaires, aux Parisiens, loin de là. Les qualifications surprises chaque année - à l'image des Norvégiens de Bodo Glimt et des Portugais du Sporting cette saison - ne suffisent pas non plus à bousculer l'ordre établi des clubs où les performances sportives sont alignées sur la richesse. Rendant ainsi une compétition censée être ouverte en ligue fermée d'ultrariches. ■

ARTHUR ESSEBAG

LA SUITE
DE L'IMMENSE
SUCCÈS
DU BÉDOUIN

ARTHUR J. ESSEBAG
Même la nuit
ne veut pas de moi



Grasset